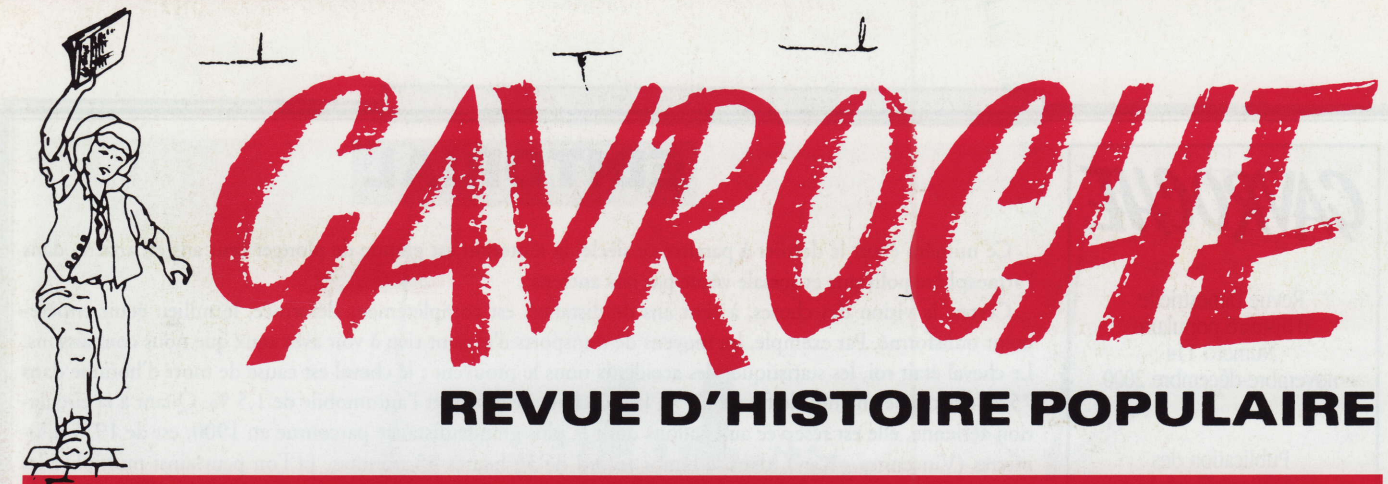


GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 114 – 19e année – novembre-décembre 2000

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 114
novembre-décembre 2000

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 02.32.33.22.33

Directeur de la publication :
Georges PELLETIER

Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.-M. BERGOUGNIOU
E. COMMUN
J.-J. GANDINI
J.-J. LEDOS
J.-L. PANNÉ
J. PAPP
G. PELLETIER
A. SIMON
F.-G. THEURIAU
P.-H. ZAIDMAN

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les manuscrits
ne sont pas renvoyés.

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Ce numéro étant le dernier à paraître ce siècle, la tentation est grande de plonger cent ans en arrière, dans l'atmosphère politique et sociale vécue par nos anciens.

Certes, la vision des choses, à cent ans de distance, est complètement déformée, le milieu étant entièrement transformé. Par exemple, les moyens de transports n'avaient rien à voir avec ceux que nous connaissons. Le cheval était roi, les statistiques des accidents nous le prouvent : le cheval est cause de mort d'homme dans 75 % des cas, le chemin de fer de 17 %, la bicyclette de 6,5 % et l'automobile de 1,5 %. Quant à la circulation aérienne, elle est réservée aux ballons dont la plus grande distance parcourue en 1900, est de 1975 kilomètres (Vincennes - Kiev), dans le temps record de 35 heures 45 minutes. Et l'on peut ainsi multiplier les exemples à l'infini. On peut donc affirmer que les facteurs de la vie en société sont tellement différents que la différence à l'histoire n'est plus fondée.

Toutefois l'homme en tant qu'individu est un invariant ; il est constant dans ses réactions vis-à-vis des événements. Pour en apporter la preuve, évoquons trois événements qui se sont déroulés il y a exactement cent ans. Il s'agit de trois congrès qui se sont tenus successivement au mois de septembre 1900, à l'occasion de l'Exposition internationale de Paris : Le Congrès socialiste international, le Congrès socialiste français et le Congrès de la Fédération des Bourses du travail. Les chroniqueurs admirent pour la plupart que l'année 1900 compterait dans les annales du socialisme, affirmant aussi que le siècle à venir serait celui du socialisme (*).

Le Congrès socialiste international, sous la présidence de Jean Jaurès, avait pour sujet *la conquête des pouvoirs publics et les alliances avec les partis bourgeois*, approuvés par la motion Kantsky, comme un "expédient forcé, transitoire et exceptionnel". Les Guesdistes et les Blanquistes, s'opposaient à cette politique et il s'en fallut de peu que les socialistes désunis en viennent aux mains sous la banderole déployée rappelant : "Prolétaires de tous pays unissez-vous !".

Le Congrès socialiste français fut de la même trempe. L'entrée pour la première fois au gouvernement du socialiste Millerand au ministère de l'Industrie et du Commerce ainsi que les alliances aux municipales avec les radicaux-socialistes pour conquérir les cités industrielles confortaient la politique opportuniste de Jaurès qui s'opposait une fois de plus aux intransigeants emmenés par les Guesdistes.

Pendant que les socialistes "politiques" se chamaillaient, un autre socialisme, moins bruyant, moins connu, regroupant de nombreux adhérents recrutés uniquement parmi les milieux ouvriers, se réunissait sous la bannière de la Fédération des Bourses du travail. Les congressistes prétendaient arriver à l'émancipation des travailleurs par l'action des syndicats groupés dans les Bourses du travail. Loin des "politiques", ils ne se préoccupent que des intérêts matériels et économiques des adhérents. Par les mutuelles, s'occuper du placement, du chômage et des accidents. Pour l'enseignement, créer des bibliothèques, musées ainsi que des cours professionnels ou d'enseignement général. Développer les syndicats de toutes sortes, créer les sociétés coopératives gérées par ses adhérents, se préoccuper des Conseils de Prud'hommes. Mais aussi organiser les grèves et les caisses de grève ainsi que les agitations contre les projets de loi inquiétants pour les travailleurs.

Cette organisation regroupait en France, en 1900, un millier de syndicats et 250 000 syndiqués, soit la moitié des forces ouvrières organisées. A l'unanimité, ce Congrès animé par Fernand Pelloutier décida de rester en dehors de tout mouvement politique, attendu "que ce serait un sujet de division" le but étant "l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes".

N'est-ce pas la preuve que l'individu le plus défavorisé reste constant dans ses objectifs : Lutte contre les exploiteurs, méfiance vis à vis des révolutionnaires bourgeois, haine de la dictature mais aussi de la guerre, et maintenant du capitalisme, de la mondialisation et autres pollutions physiques ou intellectuelles...

Ce constat que la continuité dans l'histoire existe bien sous des formes parfois différentes ne justifie-t-il pas l'existence d'une revue d'histoire populaire ?

A vous de juger !

Gavroche

Ce numéro est dédié aux amis disparus, en particulier au regretté Georges Potvin, grâce auxquels notre revue fêtera bientôt ses 20 ans.

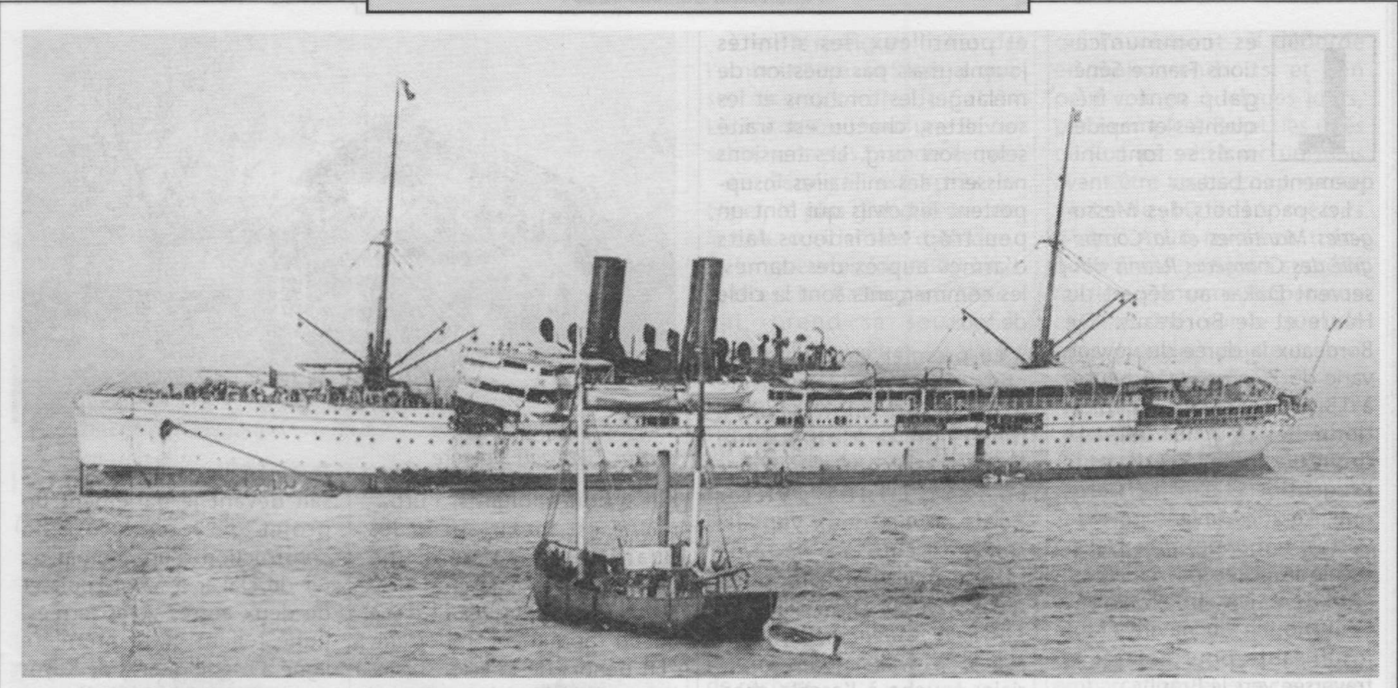
(*) Ces prédictions se sont avérées exactes, on peut toutefois déplorer que c'est au nom du socialisme que Mussolini, Hitler, ou même Staline ont imposé à leurs peuples un régime totalitaire.

PENSEZ A VOUS REABONNER !

De nombreux lecteurs nous ont déjà fait parvenir leur réabonnement pour l'année 2001. Nous les en remercions vivement.

Vous qui souhaitez vous réabonner, merci de nous adresser votre règlement à votre convenance, si possible avant le début décembre.

Vous savez que ceux d'entre vous qui sont momentanément dans la gêne peuvent se réabonner (ou s'abonner) selon leurs moyens. Ils sont compensés par les abonnements de soutien qui nous parviennent régulièrement, comme autant d'encouragements. Qu'ils en soient ici remerciés.

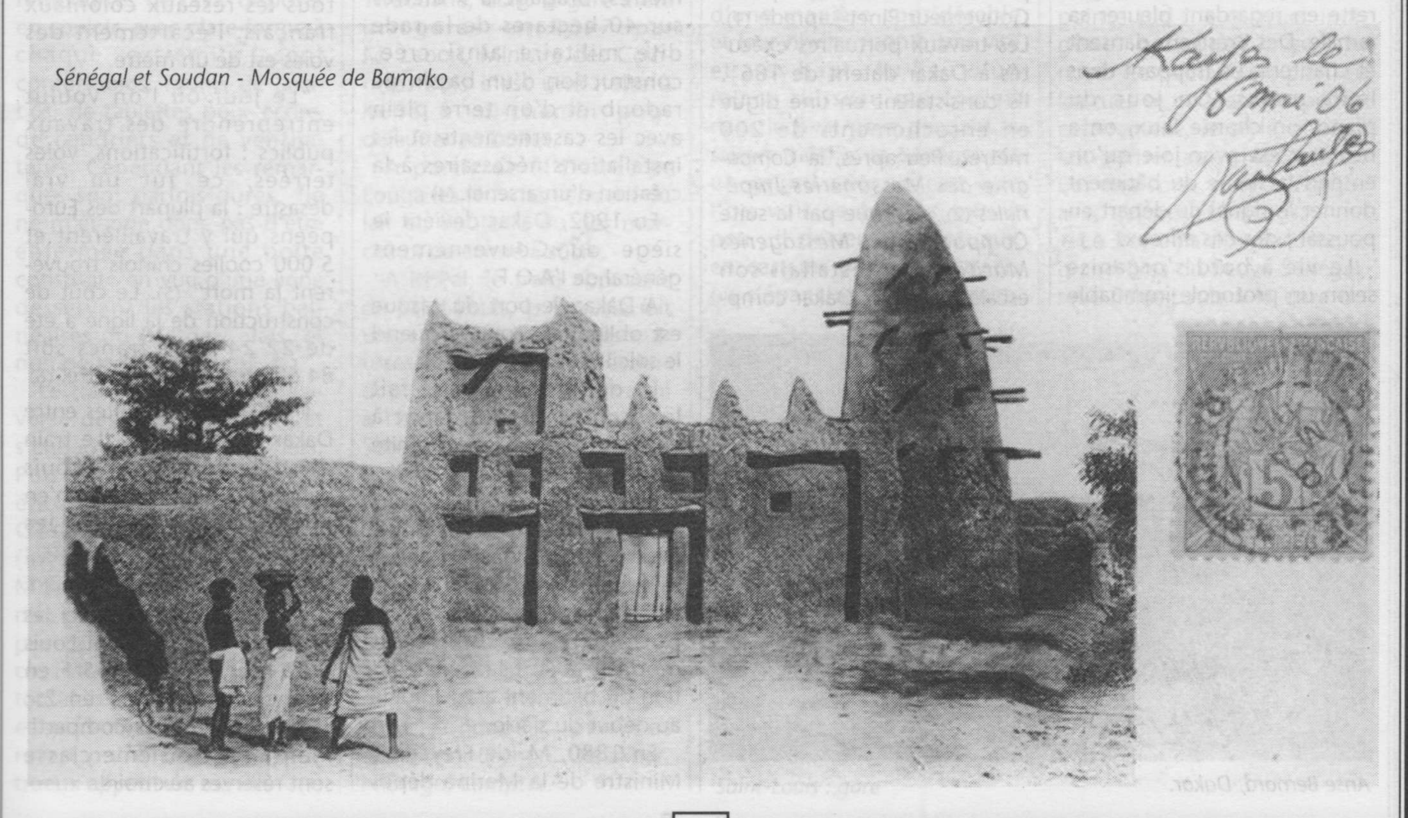


Sénégal. Paquebot Magellan en rade de Dakar

PARIS DAKAR BAMAKO 1898

D'ac, pas d'ac, le rallye Paris Dakar fait couler beaucoup d'encre, de salive et d'argent. Les conflits entre les fanas de la Mitsubishi ou de la Citroën des fans du désert et de la vitesse avec les écolos et les tiers-mondistes sont nombreux. La mort d'une enfant renversée par un bolide devient une anecdote.

Si pour rejoindre Dakar au départ de Paris le 1er janvier il faut 3 semaines en voiture en passant par le Maroc ou la Lybie, le Niger, le Mali, la Mauritanie, n'oublions pas que rejoindre Bamako à la fin du 19ème siècle était aussi un voyage fantastique, un vrai rallye, utilisant tous les moyens de locomotion de l'époque. Nous allons essayer de nous glisser dans les bagages du voyageur et nous emprunterons les textes de ces hommes et de ces femmes qui prirent le chemin du Continent noir vers 1900.



Sénégal et Soudan - Mosquée de Bamako

Les communications France Sénégal sont fréquentes et rapides mais se font uniquement en bateau

Les paquebots des *Messageries Maritimes et la Compagnie des Chargeurs Réunis* desservent Dakar au départ du Havre et de Bordeaux. De Bordeaux la durée du voyage varie de 7 jours et 16 heures à 13 jours. Les escales traditionnelles pour les bateaux desservant le Brésil puis l'Argentine étaient La Corogne, Leixoës (avant port de Porto), Lisbonne, puis Dakar escale imposée par la nécessité de faire du charbon, l'autonomie du navire étant insuffisante pour assurer la traversée vers le Brésil.

A Bordeaux, les voyageurs gagnaient le bateau ancré ou amarré au quai par un petit vapeur le *"Gironde et Garonne"* de la Compagnie fluviale *"Bordeaux-Océan"*. L'accès se faisait par une porte ouverte dans la cloison étanche, à la hauteur des galeries des premières, sous le pont couvert.

On peut s'imaginer les instants d'avant le départ : les camarades venus dire au revoir sont repartis contraint par l'heure des trains. Sur le quai, un capitaine d'artillerie fume rageusement sa cigarette en regardant pleurer sa famille. Des Brésiliens dansent et chantent, en frappant dans leurs mains. On joue du piano, on chante faux, on a bu, et c'est avec joie qu'on entend la sirène du bâtiment donner le signal du départ en poussant des cris affreux.

La vie à bord s'organise selon un protocole immuable et pointilleux, les affinités jouent, mais pas question de mélanger les torchons et les serviettes, chacun est traité selon son rang. Les tensions naissent, les militaires insupportent les civils qui font un peu trop valoir leurs faits d'armes auprès des dames, les commerçants sont la cible de tous.

Le premier vapeur a toucher la Côte Occidentale d'Afrique sera un trois-mâts à hélice de la **Compagnie Maurel et Prom**, *l'Aquitaine* en 1854. En 1857, **Victor Régis** envoie deux vapeurs sur cette côte où, faute de ravitaillement en charbon, on n'envoyait que des voiliers. En 1861, le *Guienne*, vapeur à roues des Messageries Impériales touche à l'escale charbonnière de Dakar en route vers le Brésil et La Plata. De petites compagnies françaises, Pascal Buhau de Bordeaux, **Deves et Chaumet**, Paul Darcourt viennent essayer l'intérêt du commerce.

Dakar

La ville est fondée en 1857 par le capitaine de vaisseau Protet, commandant supérieur de Gorée, le premier plan cadastral est établi par le Gouverneur Pinet-Laprade (1). Les travaux portuaires exécutés à Dakar datent de 1861. Ils consistaient en une digue en enrochements de 200 mètres. Peu après, la *Compagnie des Messageries Impériales* (2), devenue par la suite *Compagnie des Messageries Maritimes*, y installait son escale. En 1891, Dakar comptait 3 000 habitants, l'urbanisme est inexistant et les quartiers connaissent une croissance sauvage et la propreté laisse à désirer. Il n'y a aucun monument important. "En dehors de la ville, sur les hauteur de la pointe Manuel se trouvent de jolies casernes pour nos troupes et un hôpital magnifique". (3) Cependant la facilité des liaisons avec Bordeaux permet de s'y procurer une foule de comestibles frais, on y trouve même des cerises.



Dakar (Sénégal) : la gare



Anse Bernard, Dakar.

En 1892, la longueur de la digue (jetée sud actuelle) est doublée. En 1898, la Marine vient installer le point d'appui de la Flotte et des travaux importants s'ensuivent : prolongement de la jetée sud sur 130 mètres, construction de la jetée nord sur 2 080 mètres, dragage à 9 mètres sur 40 hectares de la rade dite militaire ainsi crée, construction d'un bassin de radoub et d'un terre plein avec les casernements et les installations nécessaires à la création d'un arsenal. (4)

En 1902, Dakar devient le siège du Gouvernement général de l'A.O.F.

A Dakar, le port du casque est obligatoire, même quand le soleil est voilé...

Le débarquement se fait longtemps par un canot à voile qui aborde à l'extrémité du wharf.

Après un rapide séjour administratif en ville, le voyageur va gagner la gare, pour rejoindre Saint Louis. La gare est d'abord située près du port dans un bâtiment modeste avant la construction du bâtiment actuel édifié au début du siècle.

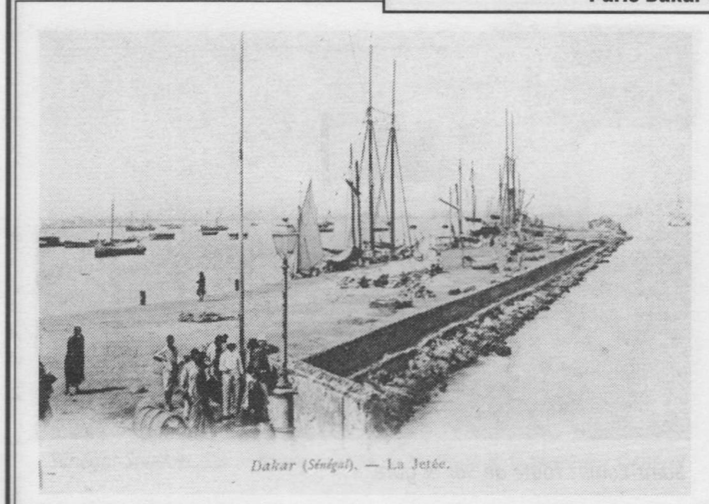
En 1880, M. de Freycinet, Ministre de la Marine déposait devant le parlement un projet de loi relatif à la construction d'un chemin de fer de Dakar à Saint-Louis et de deux autres voies ferrées, l'une reliant cette première ligne à Médine, près de Kayes sur le haut Sénégal, l'autre Médine au Niger.

La première ligne construite fut celle de Dakar à Saint-Louis. Concédée à une société privée, la *Compagnie des Batignolles*, en 1882 et terminée en 1885, elle est a l'origine du développement économique du Cayor, région désertique rapidement transformée en terre productrice de grandes quantités d'arachides par l'afflux de travailleurs agricoles venus peupler les escales poussées comme champignons le long de la voie ferrée. Comme tous les réseaux coloniaux français, l'écartement des voies est de un mètre.

"Le jour où l'on voulut entreprendre des travaux publics : fortifications, voies ferrées, ce fut un vrai désastre : la plupart des Européens qui y travaillèrent et 5 000 coolies chinois trouvèrent la mort" (5). Le coût de construction de la ligne a été de 22 244 000 francs soit 84 600 francs le kilomètre. (6)

Il y a 18 ou 19 haltes entre Dakar et Saint-Louis. Le train quotidien pour Saint-Louis partait à 7 heures mais il n'en existe pas moins pour les marchandises deux tarifs : grande et petite vitesse !...

"Pour les curieux, voici les prix : de Dakar à Saint-Louis (263 kilomètres) 31,65 F en 1ère classe ; 21,15 F en 2e ; 14,55 F en 3e. Les compartiments de troisième classe sont réservés aux noirs.



Dakar (Sénégal) : la jetée.


Afrique Occidental (Sénégal) Dakar : la gare

Les wagons ont des fenêtres munies d'un système de volets articulés disposés en auvent à l'extérieur qui interceptent les rayons du soleil tout en ménageant un courant d'air. Les compartiments rembourrés de crin, disposés en couloir, avec plate-forme à chaque extrémité, sont confortables, munis de lavabos, de tablettes pour écrire, de cendriers et de ventilateurs. Cependant les remarques sont parfois dures, "Je ne m'étonne donc pas d'être enfermée dans une boîte construite en vue d'une ligne desservant les stations balnéaires du Pas de Calais, et non pour les tropiques". (7)

Le train longe la rade, traverse des dunes de sable et s'engage entre les cocotiers. Puis se seront les baobabs énormes, les tamariniers. C'est l'entrée dans le Cayor. (arrêt à Tiaroye, halte à M'Baou). Retour au bord de mer pour un arrêt à Rufisque, port d'exportation des arachides (8): "La gare consiste toutefois en un simple hangar et son buffet (?) ne nous attirerait point sans le monstrueux appétit de ma fille". (9)

Arrêts à Pout où l'on vend des bananes, puis à Sébikotane (marché important), Thiès où la petite gare est gracieuse. On croirait presque un cottage, avec sa volière, ses plantes grimpantes". (10), Tivaouane, dont la gare a été inaugurée en 1897 par M. Lebon, Ministre des Colonies. Puis c'est une halte à Kellé à mi-chemin pour déjeuner au buffet.

A partir de N'Dande et Louga les femmes vendent du lait en bouteille ou des morceaux de canne à sucre.

A M'Pal, le train approche de Saint-Louis, la brousse fait place à la plaine, à des cultures maraîchères, à des jardins. Le train s'arrête en gare à 17h30 en face du village de Sor ou Bouëtville. La gare ressemble aux petites gares de France et est située au milieu d'un groupe de maisons assez pittoresques, un café en terrasse s'anime au moment de l'arrivée des trains, c'est le point de rendez-vous des promeneurs de Saint-Louis. Un peu au-delà, d'autres villages sont occupés par les tirailleurs : Leyhon, Dialakhar, N'Diago, Lampsar.

C'est à quelques milles de l'embouchure du Sénégal que se trouve la ville de Saint-Louis construite sur une île de sable, entre les bras du fleuve.

Le Sénégal est après le Niger, le plus grand fleuve de la côte occidentale d'Afrique, sa longueur est de 1800 kilomètres. Le Baffing ou Sénégal, prend sa source à quelques kilomètres au nord-ouest de Téliko en Guinée, sur le versant est de la montagne dont sort le Kounkouré ; son cours encaissé et torrentueux est dirigé vers le nord-est.

A partir de Kayes, située à 37 mètres au-dessus de la mer, il se continue par une succession de biefs séparés par des barrages de sable ou de rochers.

Le Sénégal, qui coule entre deux rives distantes de 300 à 800 mètres formant un fossé profond de 10 à 12 mètres, est soumis, comme tous les fleuves des pays tropicaux, à des crues et décrues périodiques tenant au régime des pluies. La crue arrive à son maximum, à Saint-Louis, vers le 1er novembre.

"Au commencement de l'hivernage, le fleuve Sénégal subit une remarquable et curieuse transformation... A la fin de mai ou au commencement de juin..., le Sénégal et la Sénégambie s'enflent d'une manière considérable et leur niveau monte très vite et très haut. Au lieu d'un mince ruisseau qui coulait dans le haut pays pendant la saison fraîche, le Sénégal est un grand cours d'eau que l'on voit se former peu à peu ; il devient torrentueux en certains passages rétrécis ou s'épanche sur les terrains qui l'avoisinent ; il déborde en maints endroits, et l'on peut voir en quelques jours, par exemple à Bakel, les gués où l'on passait à sec un mois avant être tout à coup recouverts de 10 à 15 mètres d'eau. A un ruisseau tranquille et insignifiant a succédé un fleuve énorme, impétueux et déchaîné, sur le quel de grands navires peuvent naviguer sans crainte". (11)

C'est à l'extrémité méridionale de la Langue de Barbarie qu'est située son embouchure devant laquelle on peut voir le phénomène de la barre. Le mouvement des eaux du fleuve et des vagues de l'océan produisent un ressac assez violent pour faire courir de sérieux dangers aux embarcations et être un grave obstacle à la navigation maritime.

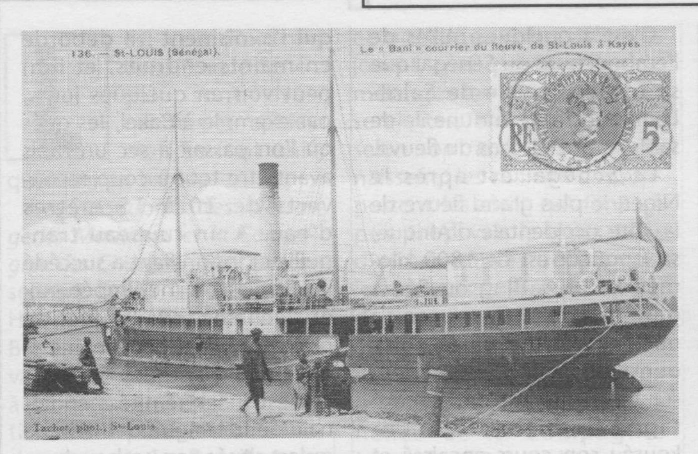
Saint-Louis

La construction de Saint-Louis remonte à 1626. Le site, intéressant par sa position stratégique à l'embouchure du fleuve, est protégé par la barre côté océan. La ville, qui est bâtie sur une petite île de 3 kilomètres de longueur, sur 500 mètres de largeur, est séparée en deux quartiers distincts : le quartier européen, occupant le centre et la pointe sud ; le quartier indigène, occupant la pointe nord. Respectant un plan où les rues se coupent perpendiculairement, le style général fait penser aux villes arabes. Les maisons sont à étages avec galeries et balcons.

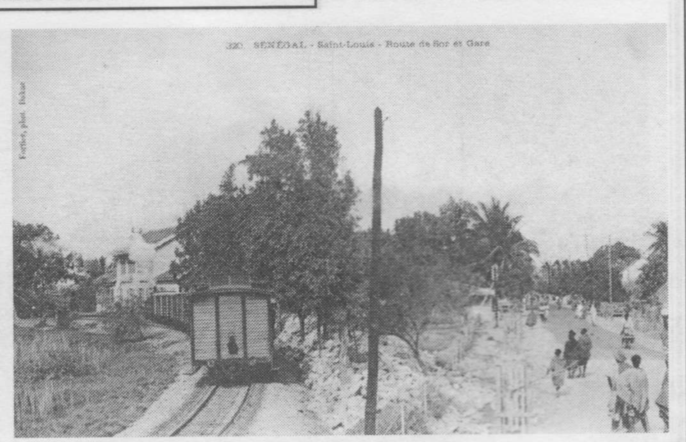
Le Pont Faidherbe, sur le grand bras du fleuve Sénégal, relie Saint-Louis à la gare du



Saint-Louis : gare



Le "Banl" courrier du fleuve, de St-Louis à Kayes



Saint-Louis : route de Sor et gare

chemin de fer de Dakar. L'île jusqu'à la construction du pont métallique, était reliée au continent par un pont de bateaux.

C'est un pont entièrement métallique, à pile centrale tournante, franchissant les 600 mètres du Sénégal qui séparent Sor de l'île N'Dar ou Saint-Louis. Le pont devait franchir le Danube en Autriche-Hongrie...mais fut refusé par le gouvernement viennois. Il fut donc affecté au service de Saint-Louis.

Trois autres ponts relient la ville à la langue de Barbarie et au gros faubourg de Guet N'Dar qui donne accès à l'océan (Parc de Saint-Louis), habité par des pêcheurs. Ces ponts sont importants puisqu'ils commandent les communications de la ville, d'un côté avec Dakar et de l'autre avec la Mauritanie. Le faubourg de Sor se trouve sur la rive gauche du fleuve à l'extrémité du pont, au milieu de l'île du même nom.

Après ce court séjour à Saint-Louis,. Notre voyageur pour rejoindre son poste doit remonter le fleuve Sénégal par bateau puis à pied ou à cheval rejoindre son affectation. Le trajet représentera plus de 2 000 kilomètres.

La navigation sur le fleuve

Les difficultés d'accès du fleuve en raison d'une barre souvent impraticable avaient amené dès 1882 la construction du chemin de fer. De même le caractère saisonnier du trafic dans le haut fleuve devait conduire à l'établissement d'une ligne reliant directement Dakar à Kayes. Dès 1825, un "pyroscaphe" naviguait sur le Sénégal. Des vapeurs de haute mer circulent sur le Sénégal jusqu'à Kayes pendant la courte période des hautes eaux (juillet à octobre) qui correspond à l'hivernage, ainsi d'ailleurs que les vapeurs du service fluvial de la Compagnie des Messageries Africaines ou de la société Devès & Chaumet qui, en saison sèche, ne dépassent pas Podor. Des cotres, des chalands et grandes pirogues assurent seuls, alors le trafic au delà de cette escale. "Sauf dans la partie torrentielle de leurs cours, ces rivières sont accessibles à la moyenne et à la petite batellerie - une petite pirogue chargée à 300 kg cale 12 cm. Un chaland moyen ou une grande pirogue pouvant porter 4 tonnes ne calent que 45 cm".

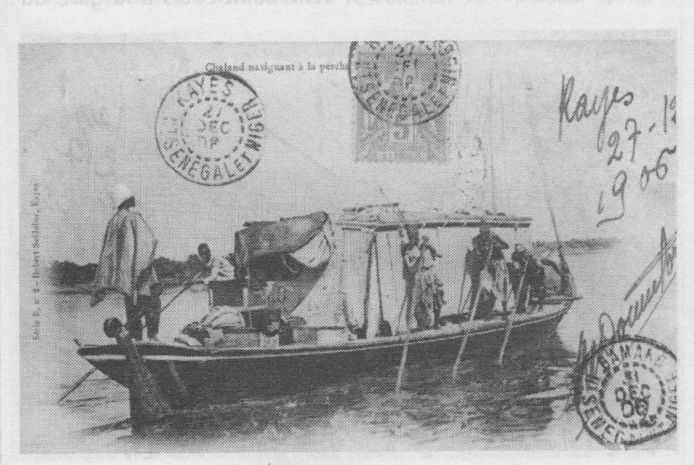
La durée du voyage variait de 5 à 14 jours. Il existait trois classes.

La Compagnie des Messageries africaines qui avait son siège à Bordeaux possédait deux vapeurs de rivière, le *Bani* et le *Borgnis Desbordes* calant respectivement 2m.80 et 1m.80 en charge moyenne, et une série de chalands en fer dont plusieurs de cent tonnes.

Le bateau avec ses roues à aubes et son pont couvert pouvait ressembler à un yacht de plaisance. Ressemblance toute extérieure, car en dehors de la cargaison des marchandises, il rassemblait une cargaison humaine des plus diverses. Le bateau tirait une remorque de chalands, véritable petite flottille marchande, transportant un stock d'approvisionnement, ou de voyageurs ayant loué une barque sur laquelle ils se sont installés. La vie s'organise à bord du bateau et des chalands. Les femmes cuisinent ou lavent à même le pont métallique. Les nattes étendues servent de tapis de prière, d'espace de jeux ou de matelas. Tous les ustensiles traditionnels de l'Afrique y sont présents : fourneaux, bouilloires, bassines, baluchons et paquets...

De Saint-Louis à Kayes en première classe, nourriture comprise, le tarif est de 160 francs. En troisième sans nourriture, il est de 30 francs. Un supplément de nourriture de 10 francs par jour était demandé en cas d'arrêt forcé, en cas de stationnement de plus de 24 heures, en cas d'échouement, quarantaine ou autres cas de force majeure.

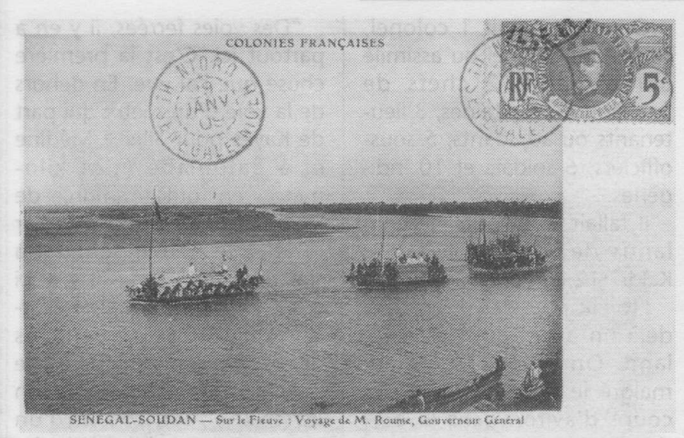
Les deux vapeurs à fond plat et roue arrière, Sikasso et Tombouctou, en service depuis 1899, effectuent les transports du personnel aux



Chaland navigant à la perche



Moyen de locomotion de Kayes à St-Louis



Sénégal-Soudan. Sur le fleuve voyage de M. Roumé, Gouverneur Général

époques où les vapeurs de rivière de la Compagnie des Messageries africaines ne peuvent remonter jusqu'à Kayes. Leur rôle est d'assurer à chaque instant la liaison entre le terminus atteint par les bateaux de la compagnie et l'escale la plus en amont possible sur le fleuve. La liaison de cette dernière escale avec Kayes ou Ambidédi est assurée par les chalands du service colonial.

Notre voyageur ne semble pas avoir conservé un excellent souvenir de ces étapes :

"Celles de Saint-Louis à Kayes, que la lenteur de la navigation du Sénégal rend bien vite monotones... " (12)

" Il est évident que les différentes parties de cette colonie sont loin de présenter une valeur égale ; : il y a entre le Sénégal, par exemple et la Côte d'Ivoire, autant de différence qu'entre l'Espagne et la Belgique (13)".

50° à l'ombre

"600 kilomètres environ séparent Saint Louis de Kayes : sur la moitié de son parcours le fleuve s'étale sinueusement sur un plateau déboisé, presque désert, qui peut être considéré comme le point du globe le plus chaud qui soit habité par des Européens. Les courbes thermiques des postes de Podor, Saldé, Kaéaïdi, accusent, dans les mois de mai et juin, des températures de 48 et 50 degrés à l'ombre, à l'abri de toute réverbération. De plus l'eau du Sénégal, souillée de détritus organiques, voient vivre à sa surface des millions de moustiques générateurs du paludisme et de la fièvre jaune. C'est dans ce parcours qui, suivant les saisons, varie de 15 à 40 jours, que beaucoup de soldats français morts au Soudan ont contracté les germes de leur maladie" (14).

"Depuis Podor, les bords du Sénégal sont plus pittoresques, le fleuve coule entre des berges hautes de quinze à vingt mètres, généralement abruptes. De grands arbres morts baignent dans l'eau. La rive droite ne nous appartient pas, sauf un point : Kaéaïdi."

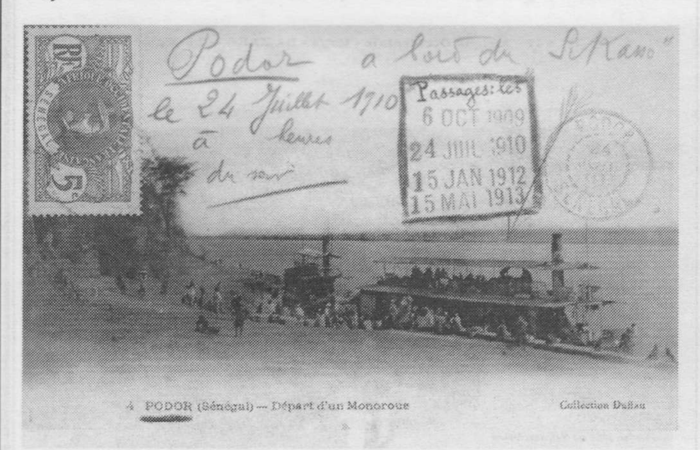
C'est à Bakel que les difficultés commencent :

"Au fur et à mesure que l'on remonte, les eaux sont de plus en plus basses. A Bakel, on laisse trois chalands calant trop. Nous prenons sur le nôtre tous nos bagages, plus six caisses d'argent. Deux jours après les barrages commencent. Il faut faire entre les bancs de sable des circuits macaroniques, avec trente laptots (15) attelés à un seul chaland ; puis il faut aller chercher les autres, etc. On ne fait pas beaucoup de chemin dans la journée,... nous sommes nous-mêmes dans l'eau pour pousser les chalands." "Les trois derniers jours de navigation se passent au milieu des rapides de Moussala et de Tambokané ; les chalands touchent et raclent partout ; de tous côtés pointent rochers et arbustes. Le 30 avril, nous arrivons à Kayes à la voile, après avoir failli nous couler sur un rocher. Quand il y a du vent, il faudrait qu'il soit absolument impossible de marcher, pour que les noirs ne mettent pas à la voile. Il faut avouer que leur métier à la cordelle ou à la perche, dans les mauvais passages de sables ou de rapides, est dur. Parti de Mafou le 9, nous sommes à Kayes le 30. Cela fait trois semaines de chaland. Ce n'est pas trop, paraît-il, à cette époque de basses eaux. (16)"

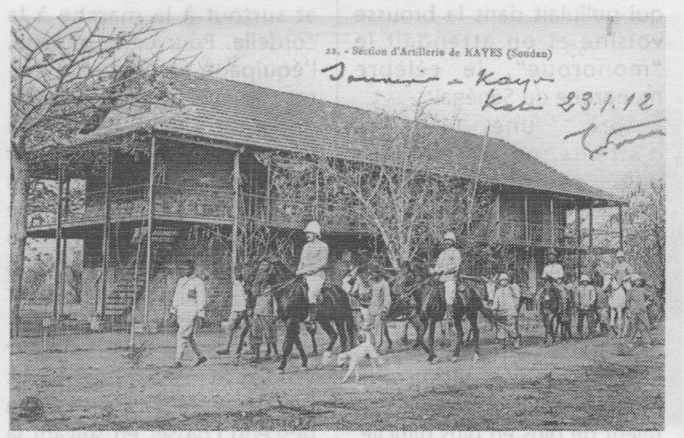
Autre écho du Commandant Galliéni : "Parfois les laptots chargés de conduire ces chalands descendent à terre, sur l'une ou l'autre rive du fleuve, et cheminent en haut des berges escarpées en tirant une longue cordelle attachée au sommet du mât. Mais l'épaisse végétation qui embarrasse les bords s'oppose quelquefois à un semblable moyen ; il faut alors se servir de rames et de longues perches à l'aide desquelles les laptots, tels que les bateliers de nos canaux en France, pousse le chaland sur les eaux du fleuve."

Podor

"La navigation est facile, on ne trouve pas de mauvais coudes. Au dessus de Podor, le largeur du fleuve diminue considérablement. Des coudes brusques obligent les marins à mouiller et à élonger des amures ; les remous de courant créent des difficultés dans les manœuvres on est souvent obligé de pousser la berge avec des perches pour arriver à se tirer d'affaires. Les bancs de roches que l'on rencontre çà et là, peuvent être franchis en toute sécurité pendant le jour. En réalité le fleuve n'offre aucun danger sérieux. Il faut seulement se méfier de l'échouage pendant la décroissance des eaux. Les premiers voyages dans le haut-fleuve, en juillet, sont difficiles à cause des courants qui sont très violents... On peut naviguer la nuit dans le fleuve lorsqu'il fait clair de lune. On aura toujours à voyager la nuit, car, sans cela, le voyage serait trop long pour les Européens... Les navires quelle que soit leur dimension, ne naviguent pas dans le fleuve sans pilote. La marine a les siens, qu'elle forme elle-même ; ils ont le grade de sergent ou de sergent-major. On en trouve de très bons dans le commerce auxquels ont peut se fier.



A Podor (Sénégal) : départ d'une monoroue



Section d'artillerie de Kayes (Soudan)



Kayes : départ du courrier du fleuve.

Toutefois, il ne faut avoir en eux qu'une confiance limitée pour toutes les opérations et manœuvres de navigation proprement dites, telles que mouillages, appareillages, échouages, etc.. Ce ne sont pas en effet, des marins ; ils ne sont bons qu'à vous guider en rivière. Ils ne se rendent pas compte des distances, pas plus que du temps. (17)"

"Dans des conditions normales, on est confortablement installé sur ces bateaux, mais très souvent l'administration y embarque deux ou trois fois plus de passagers qu'ils ne doivent en contenir ; dans ce cas le voyage devient un supplice".

D'autres voyageurs commenteront ce voyage :

"Podor ! le lieu le plus chaud du globe avait écrit Élysée Reclus. On s'en souciait peu. La vie coloniale, rêvée, souhaitée, commençait. On installait son "picot" et ses caisses dans un caravansérail à l'usage des passagers près de la berge très haute, car la période des basses eaux était venue. La popote s'organisait, on essayait ses fusils sur le gibier qui pullulait dans la brousse voisine et on attendait le "monoroue", le célèbre monoroue du Sénégal...

Après une semaine d'attente, on le voyait, ou plutôt on l'entendait arriver par delà les coudes du fleuve, à grands coups de sifflet. Ses passagers débarqués, ses marchandises déchargées, on embarquait puis le vapeur repartait et, après quelques jours d'une navigation uniquement diurne et qui s'avéraient de plus en plus difficile, s'arrêtait près d'un village, lorsque le niveau des eaux ne lui permettait plus d'avancer.

Kayes, porte du Soudan

On débarquait sur un banc de sable, et on attendait les chalands de l'Intendance qui amenaient au monoroue le convoi descendant... Finalement, on prenait place sur les chalands et tout doucement, on avançait vers Kayes, porte du Soudan mystérieux. Il fallait presque un mois pour y accéder à cette époque de l'année..." (18)

Les Services de l'Intendance des troupes coloniales à Kayes entretiennent une flottille de chalands en bois pour le transport aux basses eaux des personnels des services militaires et civils, et éventuellement des particuliers. Ces chalands assurent en principe la liaison des monoroues avec Kayes et Ambidédi.

"Les chalands qui nous emmènent à Kayes sont des barques de dix à douze mètres de longueur, quatre de largeur et à fond plat. Ils ont un mât qui sert à la voile et surtout à la marche à la cordelle. Pour cette marche, l'équipage étant de six laptots, le chef reste à la barre, un laptot à l'avant est muni d'une perche pour éviter d'atterrir ou d'échouer. Les quatre autres tirent avec une corde qui est attachée au sommet du mât. On part vers cinq heures du matin. Il fait frais. Immédiatement les chalands s'égrènent, suivant leur vitesse de marche ou les biceps de leurs laptots. On descend chasser en suivant la berge (19)".

On embarquait 1 colonel, lieutenant colonel ou assimilé par chaland, 2 chefs de bataillon ou capitaines, 3 lieutenants ou adjudants, 5 sous-officiers, 6 soldats et 10 indigènes.

Il fallait trois jours de chalands de Djouldé Diabé à Kaïdi. (12 au 15 avril 1894).

"Je l'ai accompagné et j'ai déjà un avant-goût du chaland. On y dormirait bien, malgré le ralentissement des coups d'aviron dans le bordage, les appels des noirs qui s'excitent ; on y dormirait bien sans les moustiques. Enfin, en mettant des gants, et un mouchoir sur la figure on peut s'endormir à moitié (20)."

Voies ferrées

Kayes est avant tout la ville du Chemin de fer...

Le Parlement décida le 24 février 1881 de voter des crédits au budget colonial pour commencer les travaux de la voie ferrée. L'ingénieur Arneaudeau et le personnel civil les poursuivent jusqu'en 1884. De 1885 à 1890, avec des moyens de fortune, la ligne est continuée jusqu'à Bafoulabé sous la direction de l'Artillerie de Marine et du colonel Galliéni. En 1892, le 5e génie prend la direction de l'exploitation et des travaux.. De 1899 à 1904, grâce à un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations, on arrive au kilomètre 252 et l'on construit le pont de Toukoto. En 1906, le génie était remplacé par une administration civile. Les plus fortes locomotives sont de 27 tonnes à vide.

"Des voies ferrées, il y en a partout ici. C'est la première chose que j'ai vue. En dehors de la voie d'un mètre qui part de Kayes pour aller à Médine et à Bafoulabé (124 kilomètres en tout) - amorce de la ligne qui doit un jour joindre le fleuve Sénégal à son frère le Niger, - il y a ici d'autres voies du même écartement qui desservent les divers magasins militaires, le plateau, l'hôpital et la maison du colonel, sans parler d'un Decauville qui dessert également celle-ci. On ne voit donc que des rails, car en dehors des voies, ils servent aussi de charpentes aux baraques, de tuteurs, de poteaux, de rampes, de je ne sais quoi.

A chaque pas on se heurte à cette ferraille. Il y en a oubliés dans l'herbe, de noyés au bord de l'eau ; bref, ça ne sent pas l'ordre ; ça sent le gaspillage plutôt". (21)

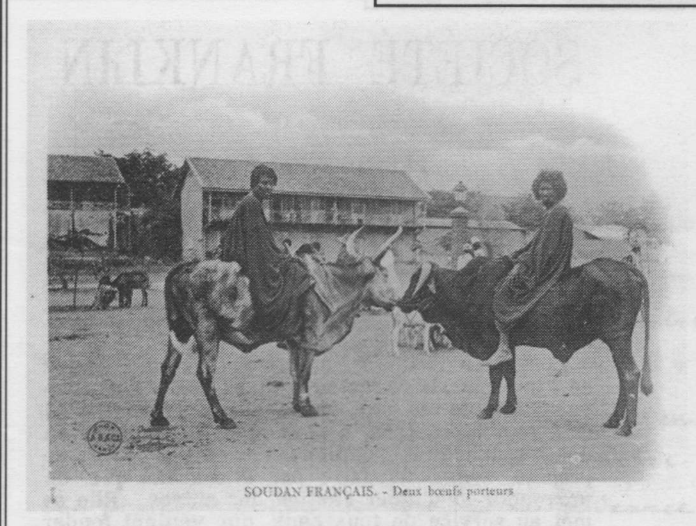
Le moyen de déplacement le plus utilisé est donc "un lory qui est un simple wagon plate-forme, que des nègres poussent sur la voie ferrée".

"Car, si la voie d'un mètre finit à Bafouladé, où le Sénégal est formé par le confluent du Backoï et du Baffing, la communication ferrée recommence sur la rive droite du Backoï par un chemin de fer à voie étroite dont les locomotives vont jusqu'à 38 kilomètres et les rails (donc les lorries) jusqu'à Dioubeba, (43 kilomètres en tout) (22).

"Tantôt, nous avons expédié interprète, domestiques, porteurs, ânes, moutons, chevaux et bagages sur l'autre rive du Backoïe. Le bac ne fonctionnant plus, les animaux ont traversé le fleuve à



Bamako : le Niger



Deux bœufs porteurs

la nage, attachés aux pirogues de leurs conducteurs. Tout le monde campe là-bas en nous attendant."

A Bafoulabé, les voyageurs quittaient le train. Les colis et les charges étaient transportés par voitures ou porteurs. Les voitures, dites Lefèvre, du nom de leur fabricant parisien, sont à deux roues et tout entières en fer : brancards, roues et caisse. Celle-ci détachée, fait chaland au besoin et permet de franchir les marigots au temps des crues. (23) C'était le moyen de transport indispensable et inévitable pour atteindre le Niger après le terminus du train de Kayes à Gioubeba. Le matériel et les vivres étaient transportés par des voitures Lefèvre, les hommes voyageaient à cheval pour les officiers et a pied pour la troupe.

"Toutes les rivières africaines ont un caractère commun. En des points précis de leurs cours, elles s'insinuent à travers des portes rocheuses qui forment des barrages presque infranchissables, tantôt cataractes immenses, comme celles du Felou, de Gouina, de Billy, tantôt cascades, comme on en rencontre fréquemment dans le massif du Fouta, tantôt enfin simples rapides parsemés de blocs de rochers."

"Vers neuf heures du matin, nous débouchions sur la rivière au point où les eaux, resserrées entre deux berges rocheuses, sur une largeur de soixante mètres environ, s'écoulent en cascades successives en formant les chutes de Bily. Le Bakoye y tombe d'une hauteur de douze à quinze mètres. La cataracte a beaucoup d'analogie avec celle de Gouina... La chute est verticale, les roches sont à surface plane et lisse et souvent creusées par l'eau et le sable, créant ainsi de petits ruisseaux souterrains, dont le grondement vient se mêler au bruit des eaux tombant avec fracas dans le bief inférieur" (24)

"Les littérateurs, les voyageurs d'un jour se mirent de la partie, ils dramatisèrent avec force détails les étapes sans eau, le grelottement de la fièvre, l'insomnie des nuits torrides, la tristesse de la brousse et surtout ces cimetières de Diamou ou de Kita, où sont alignés, uniformes et mornes, les tombes des petits soldats restés là-bas". Kati était le centre militaire le plus important de l'époque. Bamako n'était qu'un village sur le fleuve.

Après avoir traversé Kati, le centre militaire le plus important de la région, alors que Bamako n'est qu'un village sur le fleuve, Le voyageur arrive enfin à Bamako (25) par le point F. Il domine le fleuve et la plaine du Niger. "Bamako est en pays Bambara, c'est un beau village plus grand et plus populeux que Kita, auquel le Niger apporte la vie (décembre 1894)... le marché est aussi modeste que celui de Kita. Les achats sont faits surtout par échange avec des cauris, qui sont la petite monnaie ; la pièce de cent sous qui commence à être connue sert de bague aux élégantes. Bamako avec ses cases de terre, ses grandes avenues, ses places baignées de lumière vive semble une ville de rêve. Le soir, un décor inattendu : toute la montagne de la rive droite brûle. ce ne sont pas des feux de la Saint-Jean. Ce sont des feux de brousse, le moyen le plus communément employé par les indigènes pour fumer leurs champs". (26)

Bamako, pour beaucoup n'était qu'une étape avant de gagner Kankan, Séguiri ou Tombouctou.

Jean-Michel Bergougniou

(1) Biarnès Pierre, Les Français en Afrique noire, De Richelieu à Mitterand, Armand Colin

(2) Les paquebots de la ligne du Brésil y trouvaient un dépôt de charbon et un hôtel sur le port (1866).

(3) J. Bouteiller

(4) Sarrault, Albert, La mise en valeur des Colonies françaises, Payot, Paris.

(5) Barot "Afrique occidentale française, Inventaire de ses ressources quelques années plus tard Victor Ségalen, lui aussi Médecin de Marine, ira en Chine recruter des coolies pour creuser les tranchées de Verdun...

(6) Sarrault, Albert, La mise en valeur des Colonies françaises, Payot, Paris.

(7) Madame Paul Bonnetain, Une Française au Soudan (sur la route de Tombouctou) (du Sénégal au Niger) Librairies Imprimeries Réunies, 1894

(8) Il a été exporté du Sénégal, en 1892, 46 millions et demi de kilogrammes d'arachide du Cayor, c'est-à-dire pour près de 12 millions de francs. Il convient d'ajouter à ces chiffres près de 15 millions de kilogrammes d'arachides de la Petite Côte, valant un peu plus de 2 millions et demi de francs.

(9) Madame Paul Bonnetain, déjà citée

(10) Madame Paul Bonnetain, déjà citée

(11) J. Bouteiller

(12) La Gaule africaine, p.2

(13) Barot, L'Afrique Occidentale française et ses conditions d'habitabilité.

(14) Barot, L'Afrique occidentale française, l'inventaire de ses ressources

(15) Matelot noir recruté pour la navigation sur le fleuve.

(16) Général Gouraud, Au Soudan, Éditions Pierre Tisné, 1939

(17) J. Bouteiller

(18) Terres lointaines l'Ouest Africain Français A.O.F. et Togo G. Spitz

(19) Général Gouraud, Au Soudan, Éditions Pierre Tisné, 1939.

(20) Général Gouraud, Au Soudan, Éditions Pierre Tisné, 1939 p.50.

(21) Madame Paul Bonnetain, déjà citée

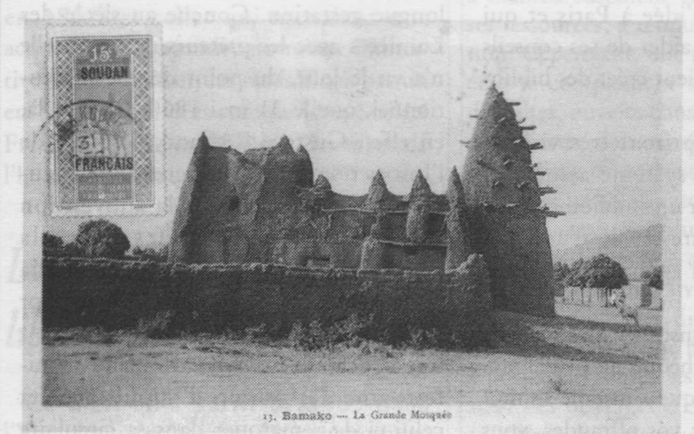
(22) Madame Paul Bonnetain, déjà citée

(23) Madame Paul Bonnetain, déjà citée

(24) Commandant Galliéni.

(25) Le siège du gouvernement de la colonie qui était à Kayes a été transporté à Bamako-Koulouba entre le 19 et le 23 mai 1908. J. Meniaud

(26) Général Gouraud, Au Soudan, Éditions Pierre Tisné, 1939.



Bamako : la Grande Mosquée



La vallée du Niger



Portraits de Fauchereau.

SOCIÉTÉ FRANKLIN

POUR LA

PROPAGATION DES

BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES

1, Rue Christine, Paris.

La Société Franklin, autorisée par le Ministre de l'intérieur, le 16 septembre 1862, et dont les nouveaux statuts ont été approuvés les 19 avril 1864 et 6 septembre 1866, a pour objet la propagation des bibliothèques populaires en France. Elle se propose moins de faire par elle-même que de provoquer et d'aider l'action des autres. Elle se met au service de tous ceux qui veulent fonder des bibliothèques populaires; elle les renseigne sur ce qui a été fait et leur donne son avis sur les améliorations désirables; elle examine les livres, publie des catalogues et un Bulletin mensuel, nomme des Correspondants en France et à l'étranger. Elle intervient directement, dans les limites de ses ressources, par des dons de livres.

La Société Franklin n'appartient à aucun parti, à aucune école; elle a pour unique but de propager le goût de la lecture, pour unique règle les lois éternelles de la morale, pour unique moyen d'action la puissance de l'association mise au service de l'initiative individuelle.

Statuts de la Société

Un exemple de bibliothèque populaire dans l'Yonne au XIXe siècle (1)

Dans un de ses nombreux discours, Edouard Laboulaye (2) rapporte qu'au XVIIe siècle, les classes sociales étant bien séparées, le problème de l'instruction populaire ne se posait pas (3).

Dans la France des années 1860, tout le monde est partisan de l'éducation populaire. Mais tout le monde ne peut possèder des livres. Ce problème difficile en apparence, l'association le résout de la façon la plus simple. Elle favorise ainsi l'essor des bibliothèques populaires qui avaient été avant 1860 de rares initiatives privées. Supprimer la dépense de la lecture, ou du moins la rendre insignifiante, c'est là l'objet des bibliothèques populaires.

L'exemple américain

Le premier qui ait songé au système associatif est Benjamin Franklin (4). Simple ouvrier imprimeur, il fit a ses douze compagnons, cette remarque : “Si nous avons chacun un volume, et que chacun le met en commun, cela fait douze volumes pour chacun” (5). Ainsi fut fondée la bibliothèque de Franklin, dont l'idée lui était venue en 1731. Elle est devenue par la suite la grande bibliothèque de Philadelphie qui comptait en 1865 quatre-vingt mille volumes (6). L'idée semée par Franklin s'est ensuite développé en France au siècle suivant parce que l'état de la société en faisait ressentir le besoin, grâce notamment à Jean-Baptiste Girard (7), un ouvrier lithographe qui en eut l'idée à Paris et qui était toujours prêt à aider de ses conseils avisés ceux qui voulaient créer des bibliothèques.

Les ouvriers comprirent très vite les bienfaits à tirer du système associatif. Quant on veut fonder une bibliothèque, la première chose à faire est de réunir des hommes dévoués qui apportent des livres et un peu d'argent, puis de lancer des souscriptions pour constituer un catalogue sans lequel la bibliothèque ne peut fonctionner. C'est ainsi que s'installe le mot d'ordre : “Multipliez vos offrandes, vous verrez comme nous marcherons !” (8).

L'instruction populaire en France s'inscrit dans le projet de régénération des classes laborieuses conçu par la bourgeoisie dirigeante lorsqu'elle découvre, vers 1840, les méfaits de la société industrielle et la condition malheureuse du prolétariat. A cette attitude, répond l'attente de la classe ouvrière, son désir de quitter une condition humiliante, de conquérir par l'instruction la dignité, le respect de soi.

La bibliothèque populaire a connu une longue gestation. Conçue au siècle des Lumières avec les prêteurs de livres, elle n'a vu le jour, du point de vue institutionnel, que le 31 mai 1860. Ce jour-là, en effet, Gustave Rouland, Ministre de l'Instruction publique, signait une circulaire qui subordonnait la subvention accordée aux communes pour la construction des écoles primaires à la présence dans le devis d'une somme pour l'achat d'une armoire destinée à recevoir une collection de livres. Rouland manifeste une déclaration d'impuissance et celui-ci de remarquer dans sa circulaire que les bibliothèques scolaires étaient

Monsieur,

Je suis heureux d'avoir à vous informer, au nom de la Société Franklin qu'une Mention honorable vous a été décernée par notre Conseil d'Administration.

Vous recevrez par la poste en même temps que votre diplôme le numéro de notre Bulletin contenant le compte rendu de la séance solennelle où cette récompense a été publiquement proclamée.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président de la Société Franklin,

Ad. d'Eichthal

Lettre du Président

comme un essai d'organisation des bibliothèques communales. Le Ministre souligne la nécessité d'initiatives privées et locales : *"[...] cette organisation [celle des bibliothèques communales] présente des difficultés qu'un concours multiple de volontés et de sacrifices permettrait seul de résoudre complètement"* (9).

Les créations des bibliothèques populaires avaient été jusqu'alors des initiatives isolées. Pendant les années soixante, elles furent encouragées et soutenues par des sociétés d'un type nouveau fondées à cet effet sur le plan régional ou national. Il y en eut de deux sortes : celles qui créaient et géraient des bibliothèques, constituant ainsi des réseaux de lecture populaire (la Société des Amis de l'Instruction fondée en 1861) et celles qui menaient une action de propagande, stimulant l'initiative locale et aidant les réalisations par un ensemble de services communs (la Société Franklin fondée en 1862 en l'honneur de l'homme politique américain).

La bibliothèque populaire libre de Branches

Ce n'est qu'à partir de 1865 dans l'Yonne que les besoins d'instruction des paysans se font sentir. Certains s'inquiétaient que la population des campagnes décrût au profit des grandes cités. L'ouvrier des campagnes ne pouvait plus exister seulement pour boire, manger, dormir et obéir en esclave. L'opinion publique reconnaît la nécessité de répandre l'instruction dans les masses. Il n'existait avant 1865 que deux sortes d'institutions dans l'Yonne : les conférences publiques et les bibliothèques communales. Ce n'est qu'à partir de 1866 que le concept de la bibliothèque populaire apparaît dans la presse.

Ainsi donc, la constitution d'une bibliothèque populaire dans cette ville est lancée en 1866. Le produit des droits d'entrée des conférences publiques données l'hiver 1865 à Auxerre était destiné à la créer. Mais un sinistre financier qui lui a malheureusement enlevé une partie de ses ressources, a rendu difficile cette création. Cependant, une telle institution, qui était le complément nécessaire des cours d'adultes, ouverts dans toutes les écoles, et dont l'exemple avait été donné dans tant de localités, ne pouvait être retardée. C'est pourquoi la presse (10) déclare que cette création serait des plus utiles à toutes les classes de la société qui y trouveraient, non seulement des livres élémentaires où l'enseignement des diverses parties de la science est mis d'une manière intéressante à portée de toutes les intelligences, mais aussi des ouvrages d'un ordre plus élevé ou d'une lecture plus attrayante, dans toutes les branches de la littérature ancienne et moderne. Les souscripteurs seraient donc les bienvenus afin de venir en aide à cette œuvre et ceux-ci seraient admis à emprunter les livres selon leur convenance. De plus, ces livres, dont le catalogue serait publié, seraient prêtés à tout le public, soit gratuitement, soit moyennant une rétribution des plus modiques, selon que le déciderait la réunion des souscripteurs.

En conséquence, le maire d'Auxerre lança un appel à toutes les personnes désirant avoir à leur disposition des livres pour leur instruction et leur agrément, et généralement à toutes celles s'intéressant aux progrès de l'instruction générale. Elles sont invitées à envoyer à la mairie un bulletin de souscription pour une somme annuelle de cinq francs. Si tout va bien, les souscripteurs seront convoqués pour arrêter la rédaction d'un règlement et nommer une commission d'administration. Le projet de l'ouverture d'une salle de lecture publique à Auxerre, n'est donc pas abandonné. Il est même prévu que la salle chauffée et éclairée serait ouverte chaque soir.

Finalement, en même temps que cet appel, est lancé dans la presse par le maire d'Auxerre, un inconnu jusqu'alors, nommé Ferdinand Fauchereau (11) jusqu'alors inconnu, fondé le "Cercle local de la société d'instruction populaire de Branches", le 30 septembre 1866 et la bibliothèque populaire libre (12) de Branches le 15 décembre suivant qui fut la première dans l'Yonne. Fauchereau répond ainsi à une double demande : d'abord il crée un Cercle local, organe dont le but est de favoriser l'instruction populaire et qui peut centraliser plusieurs bibliothèques populaires, ensuite une première bibliothèque, lieu où le paysan peut se retrouver pour lire.

Comprenant que les campagnes éprouvent un besoin d'instruction, il met donc en place le philanthropique projet de fonder une bibliothèque dans une commune de cinq cent quatre-vingt habitants. Cela se traduit par un succès éclatant qui fait des jaloux parmi ses détracteurs. Mais en dépit de toutes les malveillances, l'œuvre prospère et fait tâche d'huile puisqu'elle sert d'exemple à d'autres sociétés du même type. Dès 1867, dans une commune voisine, à Appoigny, se fonde une bibliothèque populaire sur les indications du bouquiniste Fauchereau. Il contribue également à l'organisation de trois autres bibliothèques populaires, une à Venoy, une autre à Montallery, une autre encore à Bleigny-le-

Carreau, des communes au départ très réfractaires à toute idée de progrès dans l'instruction populaire. L'enthousiasme de Fauchereau est donc excessivement communicatif et sa propagande entraînante.

Le bouquiniste n'est pas seul à fonder la bibliothèque de Branches. Ils sont treize pour remédier à la disette de livres. Tous de bonne volonté, ils s'entendent pour acheter en commun quelques ouvrages. Chaque sociétaire doit verser à son entrée l'humble somme de un franc puis une cotisation mensuelle de quinze centimes, seules sources d'alimentation.

La bibliothèque qui démarre avec 38 volumes et 13 membres en 1866, compte 1 638 ouvrages, essentiellement des livres d'histoire et des romans, et 92 membres en 1902. La majeure partie des lecteurs se recrutent parmi les cultivateurs et dans toutes les tranches d'âge. Le destin de cette bibliothèque populaire ainsi que celle des autres est des plus obscure, soit elles disparaissent dans leurs ensembles au début du vingtième siècle, soit elles sont transformées en bibliothèques d'un autre genre.

Néanmoins, par la fondation de son Cercle local et de la bibliothèque populaire libre de Branches, Fauchereau répond au besoin d'instruction des masses qui peuvent se retrouver le soir ou le dimanche pour lire. Ainsi, grâce à ce premier pas, peuvent être recensées dans l'Yonne plus de quatre cents bibliothèques populaires libres en 1902, fondées sur le modèle de Ferdinand Fauchereau (13).

L'action de Fauchereau

Rapportant les mouvements des bibliothèques dans toute la France et même à l'étranger, le *Bulletin de la Société Franklin* atteste la fondation de la bibliothèque populaire de Branches cinq ans après sa création : "Le Cercle parisien de la ligue de l'enseignement, qui fait paraître son 3[e] bulletin, annonce la fondation [d'une] bibliothèque populaire à [...] Branches (Yonne)" (14). Le nom du fondateur n'y est même pas mentionné.

Ferdinand Fauchereau n'a donc pas eu l'importance supposée au sein de la Société Franklin. Il n'y a écrit aucun article et son nom n'apparaît jamais, excepté lorsque la Société lui décerne une mention honorable le 14 avril 1876 pour ses actions dans l'instruction populaire de l'Yonne.

BIBLIOTHÈQUES POPULAIRES.

Fondation des bibliothèques.

M. Fauchereau, fondateur de bibliothèques populaires dans l'Yonne. — M. Ferdinand Fauchereau est tonnelier. Habitant dans la commune de Branches, arrondissement de Joigny, il s'occupait il y a six ou sept ans déjà, et nonobstant le peu de bon vouloir des autorités locales, d'y fonder une bibliothèque. M. Fauchereau n'avait guère qu'une vingtaine d'années à cette époque, et, le premier dans l'Yonne, il s'occupait cependant d'organiser l'enseignement populaire. Aujourd'hui et grâce à la bonne direction donnée à cette bibliothèque, aux cotisations annuelles qu'il a su organiser, Branches a de 350 à 400 volumes et peut servir de type aux autres communes.

Depuis un an environ, M. Fauchereau habite Auxerre, et il a su, à côté de notre ville, dans la localité de Venoy, où son père exploite une tuilerie, et à côté de Venoy, organiser trois bibliothèques populaires : une à Venoy, une seconde à Montallery, hameau de 300 habitants, distant de 4 kilomètres de Venoy ; une troisième dans la commune voisine de Bleigny-le-Carreau. Chacune de ces bibliothèques commence avec une quarantaine de volumes. Je dois ajouter que ces trois localités étaient absolument réfractaires jusqu'ici à toute idée de liberté et de progrès, et que selon moi, il faut que M. Fauchereau ait une propagande bien entrainante pour avoir réussi sur ce point. Enfin, à Venoy, grâce à M. Fauchereau et à un de ses collaborateurs du pays, nous avons des lectures faites périodiquement et qui peuvent réunir une centaine d'habitants. — A. Savatier-Laroche, avocat à Auxerre, *secrétaire* de la Société pour la propagation de l'instruction populaire dans l'Yonne.

Articles de la Société

Enfin, l'unique article consacré à Fauchereau se trouve dans le *Bulletin de la Société Franklin* du 15 mars 1872 pour ses créations de bibliothèques populaires dans l'Yonne.

En définitive, l'action de Fauchereau reste départementale, ce qui ne signifie pas qu'elle soit insignifiante : elle mérite notre attention car il a également œuvré au sein d'une structure associative, la "Société pour la propagation de l'instruction populaire dans le département de l'Yonne", un organe départemental du second type qui menait des actions de propagande, et dont il est un des principaux artisans, aux côtés du Préfet de l'Yonne, M. Ribière, et de son secrétaire général, M. Moiset. Il faut savoir, en effet que la bibliothèque populaire, fondée sur l'initiative de quelques individus, est apparue avant les Sociétés qui l'encourageaient.

Frédéric-Gaël Theuriau

(1) Tous les renseignements de cet article se trouvent développés dans trois ouvrages de l'auteur : *Sur les traces de "Grand-père Fauchereau"*, Tours, chez l'auteur, 1997 ; *L'Instruction populaire en France et dans l'Yonne au temps de Fauchereau : 1860-1870*, Tours, chez l'auteur, 1997 ; *Dictionnaire de la littérature populaire en France et dans l'Yonne au XIXe siècle au temps de Ferdinand Fauchereau*, Tours, chez l'auteur, 1998.

(2) Laboulaye est membre de la Société Franklin.

(3) Il s'agit du discours prononcé à Versailles dans la salle du jeu de paume en décembre 1865 sur le sujet suivant : "Les bibliothèques populaires". L'auteur a regroupé ses discours dans un ouvrage intitulé *Discours populaires*, Paris, Charpentier et Cie, 1869.

(4) Homme politique américain (Boston, 1706 ; Philadelphie, 1790).

(5) Citation d'Edouard Laboulaye dans les *Discours populaires*, op. cit., lors de son discours sur "Les bibliothèques populaires".

(6) In *Discours populaires*, ibid., lors du discours prononcé par Laboulaye au Conservatoire des arts et métiers de Paris, le 27 avril 165, à la première séance générale de la Société Franklin, sur le sujet suivant : "La jeunesse de Franklin".

(7) Girard (1821-1900), le premier en France, a fondé en 1861 la Bibliothèque des Amis de l'Instruction.

(8) In *Discours populaires* de Laboulaye, op. cit..

(9) Voir Noël Richter, *Les Bibliothèques populaires*, Paris, Cercle de la librairie, 1878.

(10) Il s'agit de *La Constitution* de l'époque (journal de l'Yonne), disponible à la B. M. d'Auxerre, 1865-1868 et 1873-1874.

(11) Etienne Fauchereau (dit Ferdinand) est né à Neuilly (Yonne) en 1838 et mort à Auxerre en 1916.

(12) Il existe deux sortes de bibliothèques populaires : les libres n'ont aucune subvention de l'Etat ; les non libres s'attendent, en revanche, à ce que le pouvoir ait un droit de regard.

(13) Tous ces renseignements sont le fruit de longs mois de recherches aux Archives Départementales d'Auxerre, dans les "faits de librairie", dans de volumineux dossiers non classés où les documents sont le plus souvent mélangés.

(14) In *Bulletin de la Société Franklin*, Paris, 1864-1933, bulletin du 15 septembre 1871, n° 32. Il se trouve à la Bibliothèque du Protestantisme à Paris.

Un petit livre noir de la religion

Dans les Archives de Touraine, la cote L 598 désigne un petit fascicule de 22 pages édité à l'occasion de la *Fête de l'ouverture du Temple de la Raison, célébrée à Tours le décadi 20 frimaire de l'an deux de la République françoise une et indivisible.* Le cahier comporte plusieurs textes écrits dans cette langue charmante, dont le XVIIIe siècle a le secret. L'un d'entre eux propose, sous forme d'un *Aperçu,* une sorte d'inventaire macabre, afin d'exalter la vertu de la raison par la dénonciation des crimes de la religion.

Il faudrait ignorer complètement le "débat" qui sévit présentement pour pouvoir résister à la tentation de reproduire cet inventaire, tant celui-ci apparaît comme une espèce de démarche qui annonce des livres "blancs" ou "noirs" des temps contemporains. Mais au-delà des analogies habituelles (toujours suspectes, ne serait-ce qu'en raison du principe selon lequel comparaison n'est pas raison), le regard sur ces *crimes du fanatisme* peut amener à s'interroger sur le fond et à contribuer à une mise en perspective historique des crimes aussi réfractaires à l'entendement que ceux du nazisme ou du stalinisme. A propos de celui-ci, Léon Trotsky n'écrivait-il pas qu'il était *le produit de la vieille société,* pour constater qu'*il faut en vérité une totale indigence intellectuelle et morale pour identifier la morale réactionnaire et policière du stalinisme avec la morale révolutionnaire des bolcheviks.* Si l'obscurantisme ne revêt plus sa forme ancestrale, perdue dans l'aboutissement d'un état d'esprit qui continue d'investir les sociétés depuis la fin du XIXe siècle. Le flot du spiritualisme mystique fait reculer la culture laïque, la confiance dans la raison, au bénéfice de l'irrationnel "que nous avons vu à l'œuvre au temps de l'affaire Dreyfus" et qui "légitime les pratiques mystiques qui se développent dans l'Eglise : miracles, apparitions", comme le constate Madeleine Rebérioux. La guerre ensuite, en détournant les conquêtes de la science et des techniques vers l'immense tuerie, aggrave le désenchantement et creuse la "dépression culturelle", au détriment de la raison et de la pensée libre. G. Minois note dans son livre sur l'Eglise et la guerre comment les Eglises nationales ont exalté le grand massacre, qui *est une occasion pour Dieu de manifester aussi sa bonté, où la proportion de sauvés est beaucoup plus grande qu'en temps de paix, car la mort du soldat le rapproche du martyr et efface nombre de péchés.* C'est sur ce terreau que sont nés les régimes dits totali-

*) *Apperçu des pertes qu'a faites l'espèce humaine par les crimes du fanatisme.*

Les hébreux ont été les premiers fanatiques du monde connu. S'il est permis à la raison d'adopter leurs annales, ils ne disputent qu'aux Espagnols conquérans du nouveau monde la gloire d'avoir été les plus grands destructeurs de l'espèce humaine. Si l'on calcule tout le sang infidèle qu'ils se vantent d'avoir répandu depuis les fameuses plaies de l'Egypte jusqu'à la ruine de Jérusalem, on peut, sans crainte de se tromper, évaluer ce carnage continu pendant quinze cent ans, à cinq millions d'hommes ci . 5,000000

De plus ils se masacrèrent entre eux pour obéir à leurs prophètes.

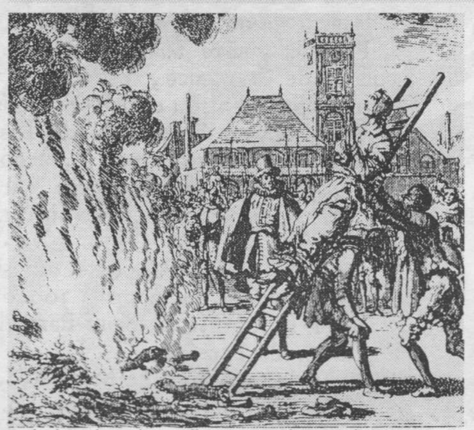
L'adoration du veau d'or en fit égorger, par la main des lévites 23 mille 23000

Le crime de l'Israélite qui coucha avec la fille de Madian, coûta la vie à 24 mille hébreux 24000

On peut placer ici les 42000 de la tribu d'Ephraïm égorgés au passage du Jourdain, par ceux de la tribu de Galaad, pour n'avoir pu prononcer le mot de Schiboleth . 42000

On peut y joindre la destruction entière de la tribu de Benjamin pour punir le libertinage de quelques jeunes gens de Gabaa. Or, en admettant avec le Pentateuque (exode, cap. 12.), que les hébreux sortirent de l'Egypte au nombre de 600 mille hommes, sans les femmes et les enfans, ce qui suppose près de deux millions d'ames, on peut évaluer la ruine de la tribu de Benjamin à une perte de 150000 hommes 150000

Ce n'est point abuser de l'art des calculs que de compter, pour cette foule innombrable d'hébreux égorgés par l'ordre des prophètes parce qu'ils adoroient l'être suprême dans les hauts lieux, pour tant le malheureux punis de mort parce qu'ils maudissoient les oints du Seigneur, ou qu'ils regar-


Le bûcher. (dessin d'un greffier en marge d'un acte d'accusation de 1611 / d'une supposée sorcière en 1571 / Photo Viollet.)


Au nom du Christ : la question de l'eau


"Sous le signe de la croix, du revolver et du poignard, symboles du serment oustachi"


Cérémonie officielle dans l'église de Saarbrücken à l'occasion du rattachement de la Sarre à l'Allemagne après le référendum du 13.01.1935.



L'acte sacrilège du 3 juillet 1418, rue aux Ours, à Paris. A l'angle de la rue aux Oües et de l'ancienne rue Salle-au-Comte, se trouvait une statuette de la Vierge. Le 3 Juillet 1418, un mercenaire suisse, ivre et qui venait de perdre au jeu sa chemise, frappa l'effigie de plusieurs coups de couteau. Aussitôt, la statue se mit à saigner d'abondance ; Le soudard, raconte Du Breul, "fut mené par devant Monsieur de Marle, chancelier de France, et par arrest de la Cour du Parlement, fut conduit audict lieu, et là, estant lié à un poteau devant l'image, fut frappé d'escourgées depuis six heures du matin jusques au soir, tant que les entrailles lui sortoient, et eut la langue percée d'un fer chaud".

taires de l'entre-deux-guerres, dont l'esprit, le dénominateur commun ne se comprennent pas vraiment, à notre sens, si on ne les situe pas dans le mouvement séculaire. *Partout dans le monde, des courants mystiques se créent,* écrit P. Mabille, un médecin proche des surréalistes : *ici, pour renforcer le christianisme, ailleurs dans d'autres directions. Les peuples se rangent fanatiquement derrière un homme ou derrière un système idéologique, au point de renoncer à toute liberté de jugement et jusqu'à avilir la dignité humaine* (Thérèse de Lisieux, Allia, 1996, p. 10-11).

A l'échelle politique, il n'est guère de ces régimes où l'argument religieux, "spirituel" ne serait omniprésent : voyez la Hongrie, avec la "pensée nationale-chrétienne", la Roumanie et sa "ligue de défense chrétienne et nationale", et aussi le Portugal, l'Espagne, l'Italie... D'après un livre d'H. Fabre (L'Eglise catholique face au nazisme et au fascisme. Les outrages de la vérité, EPO, 1995), Hitler lui-même se situe dans le mouvement millénaire lorsqu'il déclare au sujet du traitement infligé aux juifs : *J'apporte ma contribution à ce qui a été fait depuis 1 500 ans.* Les aveux arrachés, les caves et les tortures dans la Russie de Staline semblent bien relever de la même matrice médiévale que la "croisade" antibolchevique et le feu destructeur (purificateur) dans le nouvel ordre européen nazi.

Ce regard proposé en introduction à l'étrange inventaire qui suit, ne voudrait pas apparaître comme une auto-flagellation, dans la mesure où l'on est nécessairement le "produit" de sa propre civilisation, mais un effort d'actualisation et de lucidité, à l'opposée de regards souvent complaisants.

Julien Papp

doient l'arche d'alliance, pour tant de guerres civiles causées et fomentées par la religion, depuis le regne de Saül jusqu'à la fin de celui d'hérode, deux millions d'hommes .	200000
Le massacre qu'ils firent sous trajan dans l'isle de Chypre et dans la Cyrenaïque, coûta la vie à 22000 Romains .	22000
Le monde, proscrit et dévasté par les juifs, ne s'en est que trop vengé ; il périt dans le Sac de Jérusalem 1337490 hommes	1337490
La révolte du messie Barchochebas, sous Adrien, fit périr environ 600000 juifs par le fer ou par les supplices	600000
Quant aux autres persécutions que la synagogue à subies dans notre continent depuis Adrien jusqu'à nous, c'est-à-dire, dans l'intervalle de 1500 ans, en réunissant tous les calculs des tables que j'ai dressées, je vois monter le nombre des juifs morts de faim, pendus, noyés, brûlés, etc. pour le crime de s'être fait circoncire, à plus de 3000000	3000000
L'établissement de la religion musulmane, et sa propagation avec le fer des califes, a fait massacrer, soit en Europe, soit en Asie, 3000000 d'hommes	3000000
Le massacre des manichéens dans la Perse, centre du culte d'Arimane et d'Oromaze, dût coûter la vie à 200000 hommes ; c'est à Cabade qu'on doit cette proscription . .	200000
Le massacre des manichéens dans l'empire grec, sur un édit imaginé par Théodore, ne fut que de 100000 hommes	100000
Le schisme des donatistes, la querelle sur le mot de *consubstantiel*, les dissentions des iconoclastes, suivant un homme de génie qui s'est caché sous le nom du célèbre Trenchard, ont fait périr 360800 hommes	360800
Les séditions occasionnées par les prêtres qui se disputèrent pendant plusieurs siècles les patriarchats et la chaire de St. Pierre, enlevèrent 20000 hommes	20000
Pour le massacre de Saint-Brice, comptons 50000 hommes	50000
Pour les croisades contre les musulmans, suivant le calcul qui en a été fait, 2350000	2350000
Un de nos grands hommes fait monter, dans une croisade des chevaliers teutoniques qui dévasta tous les bords de la mer Baltique, le nombre des morts à 100000	100000
Pour les croisades contre les empereurs, suivant les mêmes tables, 300000 hommes	300000
Pour le massacre des Albigeois, 100000 hommes . . .	100000
Pour le grand schisme d'Occident, 50000	50000
Pour la guerre fanatique des Hussites qu'occasionna le concile de Constance, 150000	150000
L'établissement du christianisme dans les Indes, a coûté la vie, suivant Barthelemi de Las Cazas, témoin de la conquête du nouveau monde, à douze millions d'hommes. En supposant ce calcul exagéré, il cesse de l'être en n'y ajoutant rien depuis l'époque où écrivoit ce prêtre pacifique jusqu'à nous	12000000
Pour la guerre religieuse occasionnée le siècle dernier par nos moines au Japon, 300000 hommes . . .	300000
Pour la journée de Saint-Barthelemi, 100000, suivant l'opinion de Perefixe.	100000
Pour le massacre de Mérindol, 18000.	18000
Pour celui d'Irlande, 200000.	200000
On a massacré un million de Vaudois en différens tems, s'il en faut croire les remarques de Gavin sur la bulle des croisades.	1000000
Dom Louis de Paramo comptoit cent mille victimes de l'inquisition en 1589 : on peut aisément tripler ce nombre, en comptant de l'érection de ce tribunal jusqu'à l'année où cet ouvrage est composé.	300000
Le total des victimes connues du fanatisme peut donc monter ..... ma main tremble ..... écrivons cependant ..... à trente-trois millions quatre-vingt-quinze mille deux cent quatre-vingt-dix hommes.	
Total	33095290

(Philosophie de la nature, Tome 6, page 335 et suiv.)

Emile Légé

Français commandant de la résistance polonaise, témoin de la soviétisation de la Galicie

Grâce à une amie polonaise, ancienne résistante de l'Arma Krajowa (Armée du pays), je me suis lancé à la recherche d'un livre rare. Les grandes bibliothèques parisiennes ne le possèdent pas. Par hasard j'ai réussi à dénicher ce livre mystérieux : les souvenirs d'un français devenu commandant dans la Résistance polonaise. Son titre : J'étais un partisan. Livre imprimé à Menton à deux reprises (1953 et 1954) avec une préface du général Anders.

Emile Légé appartenait au 43e régiment d'infanterie coloniale. Fait prisonnier en 1940 après un baroud d'honneur qui lui vaut d'être tabassé par les Allemands, il est expédié au Stalag 2-A (Neuebrandenburg). Envoyé ensuite à Brème, Légé tente de s'évader une première fois ; repris, il est envoyé au Stalag X B à Sandbostel puis au camp de représailles de Rawa-Ruska où il arrive au terme d'un voyage de 9 jours à 70 dans wagon de marchandises. Émile Légé réussit sa nouvelle évasion et gagne Lvov (Lemberg) la capitale de la Galicie où il réussit à contacter la résistance polonaise qui le prend en charge et l'intègre dans ses rangs. Au fil des mois, on lui confie des responsabilités : il devient le commandant Louis.

Ils sont quelques Français à faire comme lui. Il s'agit d'évadés des camps ou de l'organisation Todt ou encore des "Malgré-Nous", ces Alsaciens-Lorrains enrôlés de force dans la Wehrmacht. Certains participent à l'insurrection de Varsovie à l'été 1944 : quatre d'entre eux ont combattu dans le quartier de Powisle, un sergent de l'armée française connu sous le pseudonyme de "Roland" est tombé place Wilson, un aspirant évadé d'un camp de Prusse-Orientale Bernard de Roquefeuille. Leur souvenir a été conservé par les combattants polonais. Plusieurs autres Français du camp d'internement de la rue Gesia où étaient rassemblés des Juifs ont aussi pris part au combat dans les rangs de l'Armia Krajowa (1). La situation d'Émile Légé est différente. En 1944, il assiste à l'arrivée de l'armée rouge à Lvov. Ce témoignage exhumé prolonge celui de Louis Suarez que nous avons publié dans Gavroche en novembre-décembre 1999. Voici quelques extraits de son récit :

Je réfléchissais. Comment cette bande armée pouvait-elle remporter des succès ? Plus tard, je compris leur méthode. En URSS, la vie humaine n'a aucune valeur, car le bétail humain est très nombreux. Dès lors, la tactique militaire est simple : envoyer des masses d'hommes sans s'occuper des pertes. Donc, des millions de soldats s'avançaient en raz de marée, submergeant tout, tuant, pillant, violant tout ce qui était sur leur chemin. Quand l'endroit où ils se trouvaient était complètement nettoyé, c'était simple : en avant, plus loin !...

L'Armée passée, arrivaient les civils : les gros bonnets, les membres du NKVD [la police politique] et ceux-ci se chargeaient de "liquider" tous ceux qui avaient pu échapper aux premières hordes. [...]. "Le théâtre [de Lvov], dernier îlot de résistance ennemie dans la ville était maintenant à nous. Bel-Abbès [un ancien sergent de la légion étrangère] monta sur le toit et bientôt le drapeau polonais flottait fièrement au vent. La bataille continuait sur une montagne dénommée la "Montagne du Château". Elle était située un peu en dehors de la ville et dominait celle-ci. En cet endroit, se trouvait aux prises avec les Allemands un régiment polonais, renforcé d'artillerie et de tanks soviétiques ; le combat, dans ce dernier fut assez bref et, le 27 juillet 1944, nous pûmes annoncer triomphalement la prise de la ville libérée presque exclusivement par les forces de l'armée secrète polonaise. [...] Sous le prétexte d'une conférence d'information en vue de préparer une base d'entente ayant

pour but de régler les conditions de séjour de l'armée rouge sur le territoire polonais, préparer la formation d'une armée polonaise autonome qui, sous le commandement du gouvernement polonais de Londres, se battrait aux côtés de l'armée rouge, tous les officiers de notre état-major furent convoqués au Q.G. de l'armée soviétique. Là, après un semblant d'entente ayant pour but de les rassurer, ils furent tous arrêtés sous la menace des armes des agents de la police secrète et emprisonnés avec, comme motif : sont agents des capitalistes de l'Ouest.

Aussitôt après cet acte inqualifiable, une nouvelle vague de terreur déferla sur la Pologne, instaurée cette fois-ci par de "prétendus alliés". D'abord les drapeaux polonais qui flottaient sur les édifices publics furent remplacés par des drapeaux soviétiques. Toute la province de Galicie fut déclarée comme rattachée au territoire de l'URSS. Maintenant, la situation était nette. En détruisant le nazi, nous avions préparé la place à un nouvel agresseur ayant les mêmes buts, les mêmes procédés. La Gestapo avait fait place au NKVD [...]

Très vite, Émile Légé se voit de prendre contact avec les autorités soviétiques.

Après bien des difficultés et de longues attentes, nous nous trouvâmes en face du chef de la police du NKVD de la ville, le colonel Knich. À nos saluts, celui répondit par un signe de tête. Il était assis à son bureau et il nous laissa debout devant lui. Tout de suite, une longue conversation eut lieu entre ce colonel et madame Vassaux (qui parlait assez bien le russe). Plus tard, elle me raconta qu'il l'avait interrogée sur son passé pendant l'occupation allemande, lui demandant son opinion sur le gouvernement Pétain et aussi ce qu'elle pensait du gouvernement français qui était alors en fonction. Que pensait-elle, en particulier, de De Gaulle ? Heureusement, cette dame savait être prudente et tenir sa langue. Je compris bientôt qu'il était question de moi. [...]

Je répondais de mon mieux et l'interrogatoire continuait toujours.

– À quel régiment serviez-vous ? Quand avez-vous été fait prisonnier ?... Où cela s'est-il passé ?... Quels camps de prisonniers avez-vous faits ?... Les circonstances de vos évasions ?... Comment êtes-vous entré au maquis ?... Avec qui étiez-vous ?... À ces dernières questions, je donnai des renseignements fantaisistes et seulement les pseudonymes de mes chefs que je savais être déjà connus par les Soviets.

"Au fur et à mesure et tandis que cet interrogatoire se poursuivait, le colonel paraissait satisfait. Il me fit signer un papier qui, je crois, était la relation de cet interrogatoire puis, appuyant sur un bouton, un planton se présenta que le colonel me fit signe de suivre. Je pénétrai dans un nouveau bureau où un officier m'attendait. Je sus plus tard qu'il était le capitaine Iwanov... Il prit la feuille de papier que lui tendait le planton, me fit signe de m'asseoir et s'absorba quelques instants dans la lecture de cette mystérieuse note. Pendant ce court moment, j'inspectai les lieux. Accrochés au mur, au-dessus et derrière le bureau, deux immenses portraits paradaient. L'un représentait Staline, l'autre Béria, je crois. L'aspect de la pièce était luxueux, d'épais tapis recouvraient le parquet. [...] Cet officier me sembla sympathique au premier abord, bien que je me sentisse quelque peu méfiant en contemplant le gros mauser négligemment posé sur le bureau à portée de main et servant de presse papier. Il relava la tête en souriant amicalement et m'interrogea en allemand : Parlez-vous bien allemand ?



Lwow. Vue générale. 1934

– Pas à la perfection, mais je me débrouille.

– Je suis content de vous connaître, en tant qu'ami de la France, une nation qui fit la première révolution, je sais ensuite que vous vous êtes évadés des camps nazis et que vous avez organisé des maquis, ce dont je vous félicite particulièrement, car par vos actions, vous avez rendu un très grand service à l'armée rouge.

Il sorti un étui de sa poche et me tendit une cigarette à bout cartonné. Il continua : Quels étaient vos chefs ?

Je répondis : Les seuls que je connaisse étaient le colonel Tomarch et le capitaine Draza.

– Nous connaissons le capitaine Draza, le Serbe, et nous savons également que c'est un agent des capitalistes.

Je dressai l'oreille, méfiant. Il continua : – Mais pour le colonel, je voudrais connaître son véritable nom, car Tomarch n'est qu'un pseudonyme. Vous connaissez aussi probablement son adresse actuelle ?

Évidemment que je connaissais tout cela ! Mais ce salaud me prenait-il pour un mouchard ? [...]

– Vous savez certainement que nous avons arrêté les chefs de l'État-Major polonais. Ils étaient tous des fascistes sous les ordres anglais et américains.

Je ne répondis pas à cette monstrueuse accusation. J'étais effrayé par les paroles de cet officier, un des chefs de la police soviétique... Voilà nos alliés ! Maintenant qu'ils se sentent forts et près d'être victorieux, ils dévoilent leur odieuse trahison. Quelle énorme faute les alliés anglo-saxons ont-ils commise en faisant confiance à ces porcs !...

J'avais envie de répondre à celui-ci : Pourceau !... Le drap de ton uniforme, l'auto où tu te pavanes, les camions qui transportent tes soldats et le ravitaillement, la viande en conserve que tu mages, la farine dont tu te nourris, tout cela est américain (2)...

Nous eûmes une longue conversation sur différents sujets. Il me demanda notamment si j'étais communiste !... Naturellement !... Cette question !... J'étais en ce moment un pur communiste (qui ne l'eût pas été à ma place ?). Ne l'étais-je pas depuis mon plus jeune âge ? Mon père également l'étais et, s'il avait encore insisté, je pense que je lui aurais assuré que les arrières-grands-parents avaient été des communistes !

Émile Légé envoie plusieurs lettres au général Catroux, ambassadeur à Moscou pour l'informer de sa situation, prévient le colonel Tomarch du fait qu'il est recherché par la police politique soviétique. Quatre mois plus tard, celle-ci réussit à arrêter plusieurs officiers de la clandestinité polonaise et les emprisonne dans les caves d'une villa où ils sont sauvagement torturés.

Quelques mois passèrent, pendant lesquels je pus observer tout à loisir les méthodes employées par les Staliniens pour assurer leur emprise ainsi que leur manière de soumettre la population à leur tyrannie. Ils commencèrent tout d'abord par faire arrêter et disparaître ceux qu'ils appelaient les “ennemis de classe” : officiers, avocats et toute personne ayant une profession libérale, membres des associations patriotiques ou religieuses, les fonctionnaires, enfin toutes celles soupçonnées d'être non communistes. Personne n'échappait à cette “épuration”, les pauvres comme les riches, les primaires comme les intellectuels, les jeunes comme les vieux. Ils procédaient par étapes, classe par classe, quartiers par quartiers, avec une méthode implacable. Chacun savait que, tôt ou tard, ce serait son tour. Le soir, vous vous couchiez libre, et le lendemain vous vous retrouviez en prison pour bientôt disparaître du nombre des vivants. La moindre parole dite : se plaindre du ravitaillement, se plaindre de la misère, se plaindre du régime, c'était suffisant. (La Pologne avait maintenant un soi-disant gouvernement, imposé et mis en place par les Russes, le comité de Lublin. Composé de citoyens soviétiques et de quelques traîtres à la solde de Moscou.).

Dans les écoles, les gosses étaient entraînés au mouchardage. Un père devait se méfier de ses enfants et de tous. Ils avaient pris à leur service les anciens valets des nazis, les miliciens ukrainiens, ceux-ci avaient à choisir ou bien la balle dans la nuque ou bien servir leur nouveau maître. De temps à autre, ils relâchaient une de leur victimes, mais à la condition qu'elle dénonçât un nombre de X personnes chaque semaines (généralement quatre ou cinq), de sorte que ce nouveau mouchard était obligé de dénoncer des gens qu'ils ne connaissait que de noms pour des délits imaginaires.

Pour les hommes, la seule chance de leur échapper était de s'engager dans l'armée communiste du général traître Berling ou, si vous n'aviez pas été admis dans cette armée, de devenir un mouchard de la police, mais cela jusqu'au jour où connaissant trop de choses, c'était à votre tour d'être épuré. Pour les femmes, la chose était la même. Mais malheur à elles si elles étaient belles ! Car elles seraient immanquablement remarquées par un membre du parti ou de la police, à qui elles ne pourraient rien refuser si elles tenaient à leur liberté ou à leur vie. [...]

Une fois sur mille, pour donner une apparence de légalité à leurs actes, ils traduisaient une personne devant le tribunal du peuple, mais presque toujours c'était la condamnation à mort avec, comme motif : bourgeois réactionnaire. [...] On peut se rendre compte de la terreur qu'éprouvait ce pauvre peuple polonais continuellement traqué. [...] dans les usines, pour cinq minutes de retard au travail, ou bien si vous n'atteigniez pas la norme obligatoire de production, vous pouviez être inculpé de sabotage, cela était puni de la peine des travaux forcés pour une période pouvant aller jusqu'à dix ans. Un ouvrier commettant une maladresse dans son travail n'entraînant qu'une conséquence bénigne, par exemple le bris d'un rouage d'une machine ou bien tout autre chose peu grave, pouvait être accusé de complot contre l'État et alors, dans ce cas, c'était la peine de mort. [...]

Un jour, grand branle-bas dans la ville et parmi les Français. Un général fran-

Le général Wladyslaw Anders (1892-1970) fut blessé lors de la campagne de septembre 1939. Arrêté par le NKVD, la police politique soviétique, il est emprisonné deux ans, notamment à la Liubianka à Moscou. Après l'invasion de la Russie soviétique le 22 juin 1941, la signature du traité Sikorski (gouvernement légal de Londres) et Maïski (ambassadeur soviétique) prévoyant la libération des soldats polonais internés en camps en URSS, lui permet de recouvrer la liberté. En URSS, il crée l'armée polonaise qui regroupe des soldats mais aussi des femmes et des enfants. Les soviétiques refusant d'équiper ces soldats, le général Anders réussit à leur faire gagner la Perse puis l'Égypte. Le IIe corps d'armée polonais se bat en Italie, aux côtés des troupes françaises. L'armée Anders s'illustre à Monte Cassino et libère Bologne. Demeuré à l'Ouest, le général Anders est déchu de sa nationalité par les autorités communistes. Il est l'auteur de *Mémoires* (La Jeune Parque, 1948) et d'un livre sur le massacre par le NKVD des officiers polonais à Katyn : *Katyn* (éditions France-Empire, 1950).

çais est arrivé, il est descendu avec sa suite à l'hôtel Intourist. [...] Le haut personnage qui met toute la ville en émoi en redonnant quelques espoirs aux Polonais, est le général Petit, chef de la mission militaire en URSS ; il arrive de Moscou, accompagné d'un lieutenant d'ordonnance, de sa femme, de sa fille et du premier secrétaire de l'ambassade de France. Nous nous réunissons donc tous, une quinzaine de Français que nous sommes là-bas et allons nous présenter au général. Chacun à notre tour, nous pénétrons dans son bureau. Quand vient mon tour, j'entre, me mets au garde à vous et me présente militairement. [...] Sur son invitation, je lui dis quel était le numéro de mon régiment en 1940 et lui relate la manière dont j'ai été fait prisonnier, mes évasions et comment j'ai participé au maquis polonais. Lorsque j'arrive à ce sujet, le général me demande :

– Étiez-vous en communication avec l'Armée rouge ?

– Non ! Les Russes ne nous ont jamais fourni aucune aide. Pourtant j'avais avec moi 150 soldats et officiers soviétiques, évadés des camps allemands et que nous avons hébergés. La seule aide que nous avons reçue a été les parachutages effectués par des avions anglais.

Je devinai qu'il n'était pas très satisfait de ma réponse :

– Légé, vous ne paraissez pas avoir une très grande sympathie pour les Russes, c'est que vous les connaissez mal. J'ai vécu parmi eux, j'ai visité le front, c'est un peuple admirable... Avant la guerre, j'ai eu l'occasion de voyager en Amérique du Sud et je connais très bien les Américains, je vous assure qu'aucune comparaison n'est possible...

Et il continua sur ce thème ! J'étais complètement abasourdi par ce que j'entendais. Comment se pouvait-il qu'un général français me fit un discours de cette nature. J'étais un simple lieutenant et je n'avais pas à discuter des opinions d'un général. Il continua :

– Vous vivez depuis longtemps parmi les Polonais, ce qui fait que vous avez épousé leurs querelles. En tant que Français, ce qui se passe avec ces gens ne nous regarde pas, et je vous donne l'ordre de cesser tout rapport avec eux.

Je répliquai :

– Mais, mon général, ce sont pourtant des alliés !

Il répondit :

– Ceci ne nous regarde pas. D'après les nouveaux accords internationaux, la Galicie est devenue territoire de l'URSS et les Russes sont libres d'y faire ce qu'ils veulent." [...]

Pour la première fois de ma vie que j'avais un entretien avec un général français en mission, j'étais dégoûté. Mes amis polonais, nos alliés de la première heure, pouvaient mourir dans leurs prisons [...].

Le lendemain, comme il se doit pour un "tovaritch général", nous apprîmes que le chef de la mission militaire française avait fait, en compagnie de sa femme et de sa fille, un repas gargantuesque et bien arrosé, comme invités d'honneur à la table des gros bonnets soviétiques de la ville. Il fit cadeau à une vieille Française dans le plus complet dénuement, de cinq magnifiques pains blancs que l'on n'aurait pu retrouver nulle part à cette époque., là-bas. C'était le surplus de sa réserve personnelle "comme haute personnalité marquante de très haute qualité.

Le général Ernest Petit (1888-1971) que vient de rencontrer Émile Légé est un ancien condisciple de Charles de Gaulle à Saint-Cyr. Celui-ci lui consacre quelques lignes dans ses Mémoires de guerre : "De notre côté, nous avons envoyés à Moscou, en liaison militaire [en janvier 1942], le général Petit. Les Soviets lui avaient tout de suite marqué un parti pris de bonne grâce et de considération : conférences d'état-major, visite au front, réception par Staline lui-même. J'eus, d'ailleurs, à me demander par la suite si le but de leurs avances à Petit n'était que professionnel."

Les doutes du chef de la France libre, Émile Légé auraient pu les lever en lui rapportant quelle fut l'attitude du personnage qui devait devenir président de l'association France-URSS et finir sénateur apparenté communiste, en ayant prêté son concours à la propagande communiste lors du procès de Kravchenko contre Les Lettres françaises *en 1949. Toute honte bue, il déclare :* "c'est parce que ce régime s'est toujours astreint à donner satisfaction aux besoins et aux aspirations légitimes du peuple qu'il a été fort...", *se gargarisant de ses rencontres avec Staline.*

La situation devient dangereuse pour Émile Légé : son appartement est perquisitionné alors qu'il organise trois mois durant le transfert des armes qu'il avait fait cachées par ses soldats au profit de la résistance ukrainienne de l'UPA. Les Soviétiques évacuent la population des villages polonais de l'autre côté de la frontière, en Pologne, privant ainsi la résistance de son appui naturel. Bientôt il envisage son rapatriement. Il est arrêté par le service de contre espionnage de l'armée rouge : passé à tabac, il est tout de même libéré. Le départ est décidé : après de multiples démarches, Émile Légé obtient un laissez-passer qui lui permet de pour gagner Odessa en compagnie d'un ami français, évadé de guerre comme lui : Clément Loof. D'Odessa, tous deux regagnent la France ; 19 jours de trains pour atteindre Strasbourg le 25 août 1945. De son expérience, Émile Légé tire une leçon :

"Le massacre à peine terminé, le nazi terrassé, un autre ennemi plus cruel nous menace déjà !"

J.L PANNE

RAWA-RUSKA

L'histoire de ce camp de représailles peut être abordé au travers l'émouvant livre de Pierre Gascar, *Le Temps des morts* (Goncourt 1953, Gallimard, réédition 1998. Les premiers prisonniers de guerre y arrivèrent en avril 1942. Ils furent 26 000 à internés. En août 1942, les Français y sont alors 3 243. Les conditions de détention sont très dures (1 500 calories par jour). Elles sont encore plus dures dans les 39 kommandos qui en dépendent. Deux anciens détenus ont publié en 1946 *Rawa Ruska, camp de représailles des prisonniers évadés.*

(1) J'emprunte ces quelques informations au livre de Stanislaw Kopf, *Byc Wolnym/Pour être libre*, Varsovie/Paris 1944, Ars Print production, 1995.

(2) On oublie trop souvent de dire que l'armée rouge fut généreusement équipée par les Alliés. Au total, l'aide alliée à l'armée rouge fut décisive Jusqu'en 1945, les seuls États-Unis lui livrent 2 000 locomotives, 375 000 camions, 52 000 jeeps, près de 4 millions de pneus, 35 000 motocyclettes, 415 000 appareils téléphoniques, 15 millions de paires de bottes, 4 millions de tonnes d'aliments, des machines-outils pour 500 millions de dollars et des matières premières pour 2,5 milliards, de l'essence à haute teneur d'octane.

Hommage à l'un des grands témoins méconnus de ce siècle

Nicolas Lazarevitch*

Mal connu des historiens, trop souvent resté dans l'ombre d'un Boris Souvarine ou d'un Pierre Pascal, Nicolas Lazarévitch est un ouvrier autodidacte, homme de combat et de militantisme, d'engagement et de fidélité, ami d'Albert Camus et Simone Weil, qui fut aussi capable de doutes, et d'évolution dans ses choix politiques, ce qui confère à son parcours intellectuel et moral une densité particulière.

Né en 1895 à Jupille, village minier des alentours de Liège, de parents russes ayant appartenu au groupe révolutionnaire *"La Volonté du Peuple"* et réfugiés en Belgique, il entre tôt dans la vie active et se retrouve ouvrier électricien à l'âge de 16 ans. Il fréquente rapidement les milieux libertaires qui prônent le syndicalisme d'action directe ; *"Le sabotage"* d'Emile Pouget est alors son livre de chevet.

A moscou en 1919

En 1914 il est déçu par l'impuissance de l'Internationale lors de l'entrée en guerre et se retrouve en 1917 en Hollande où il rencontre des déserteurs de différentes nationalités réfugiés dans ce pays neutre. Saluant la Révolution d'Octobre, il décide de se rendre en Russie et après diverses pérégrinations arrive à Moscou en janvier 1919. Engagé dans l'Armée Rouge, il est rapidement mis à la disposition de l'Internationale Communiste pour participer à la propagande parmi les troupes françaises qui viennent de débarquer à Odessa pour secourir l'Armée blanche de Dénikine. C'est à cette époque qu'il fait la connaissance de Marcel Body, ancien membre de la Mission militaire française rallié aux bolcheviks avant de prendre ses distances et regagner la France en 1927. Dénikine ayant envahi l'Ukraine, il est contraint de passer en Roumanie au cours de l'été 1919 et, après être passé par la Yougoslavie, il se retrouve à Milan l'année suivante peu avant les occupations d'usines, se liant plus particulièrement avec l'anarchiste Francesco Ghezzi, en contact avec Malatesta. Au printemps 1921, via l'Autriche, l'Allemagne et la Lituanie, il retourne en Russie mais refuse de devenir un officiel comme d'autres, décidant plutôt de s'immerger dans le quotidien.

3 ans de camp

Embauché à l'usine métallurgique Dynamo de Moscou, il en sera renvoyé pour s'être élevé contre la campagne d'adhésion collective au syndicat unique menée par la direction. L'année 1922 le retouve en Crimée. C'est le temps de la petite commune fraternelle de Yalta où il fait la connaissance, durant l'été, de Pierre Pascal. Francesco Ghezzi et Boris Souvarine, parmi d'autres, en feront également partie. Il séjourne ensuite en 1923 dans les mines du Dombass avant de revenir à Moscou où devant les menaces de répression suite à l'organisation de protestations publiques contre la trahison des bolcheviks qui ont instauré la NEP, il mène une opposition clandestine, appelant dans des tracts diffusés sous le manteau les travailleurs à s'organiser eux-mêmes, les syndicats officiels ayant abandonné la lutte des classes pour se faire les auxiliaires de l'Etat-Parti. Arrêté en 1924, il est condamné à 3 ans de camp pour *"activité contre-révolutionnaire en collaboration avec la bourgeoisie internationale"* ! Grâce aux efforts de son frère Pierre, sympathisant communiste qui vit également à Moscou, et de Pierre Pascal, relayés au plan international par les milieux syndicalistes-révolutionnaires et les groupes libertaires, il est expulsé en septembre 1926 et arrive en France le 2 octobre.

Témoin

Mais cette expulsion ne marque pas une rupture. Au contraire ses identités russes, anarchiste, ouvrière, s'exacerbent. Il décide de témoigner. Son objectif sera de fournir des enseignements concrets sur la situation en Russie en s'appuyant sur les contacts conservés sur place et la presse soviétique elle-même : "Les lecteurs ne se borneront pas à prendre connaissance des faits. Ces faits ayant troublé leur conscience, ils voudront protester et agir." L'enjeu c'est "le renouveau du syndicalisme, la défense de la classe ouvrière russe, le combat contre le totalitarisme qu'est devenu le communisme". Fin 1926, il publie sa brochure "Ce que j'ai vécu en Russie", qui ne rencontre que peu d'écho dans l'opinion, malgré une tournée à travers la France prise en charge par le "Libertaire", d'autant qu'il n'est pas question de passer alliance avec les réactionnaires au nombre desquels il compte la SFIO. Le PCF tente de le discréditer et il est pris en tenaille entre les écrivains ou journalistes "retour d'URSS" qui occupent le devant de la scène et les organisations suscitées par Moscou pour défendre la nouvelle Mecque et s'arrogeant le monopole du témoignage "prolétarien". Il collabore également avec Voline, compagnon de Makhno exilé en France, à la brochure du *"Comité International de Défense Anarchiste"* de Paris : "Comme au temps des Tsars " "l'exil et la prison, parfois la mort contre les meilleurs révolutionnaires" afin d'*"ouvrir les yeux des milliers de travailleurs occidentaux dupés et poussés sur une fausse route par les fanatiques de l'abominable idée étatiste-révolutionnaire"*. C'est à cette époque qu'il fait la connaissance de celle qui deviendra sa compagne, Ida Gilman, dite Ida Mett, dont le frère sera le compagnon de May Picqueray que lui, Nicolas, avait rencontré à Moscou fin 1922 lorsqu'elle avait été mandatée par le syndicat unitaire des métaux, avec Lucien Chevalier, pour assister au IIe congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Ils sont expulsés tous les deux du territoire français en novembre 1928 pour "troubles répétés à l'ordre public" et retournent en Belgique. Il trouve du travail comme mineur à Liège avant de revenir illégalement en France en 1930.

Espagne et Belgique

Par l'intermédiaire de la revue syndicaliste "La Révolution Prolétarienne", il rencontre Simone Weil qu'il mettra ensuite en contact avec Boris Souvarine qui recherche des collaborateurs pour sa nouvelle revue *"La Critique Sociale"*. Entretemps, il fait paraître *"La Libération Syndicale"*, numéro unique d'abord publié en russe puis en français à l'usage des réfugiés russes et dans lequel, outre les arrestations de militants, il dénonce la détérioration des conditions de travail.

En juin 1931, il décide de se rendre en Espagne où il séjourne jusqu'en novembre et ses reportages sur la situa-

tion sociale mettant en exergue l'importance des anarcho-syndicalistes de la CNT sont publiés dans *"La Révolution Prolétarienne"* et *"Le Cri du Peuple"*. Après un nouveau et bref séjour en France, il passe les quatre années suivantes en Belgique, mettant en pratique les fondements sur lesquels reposent le syndicalisme révolutionnaire : formation et information des militants, solidarité – il accueille chez lui Victor Serge après son expulsion d'URSS -, appels répétés à l'action directe qui s'accompagnent de plusieurs arrestations et condamnations. Parmi la nouvelle génération de militants auprès desquels il fait figure de mentor, le plus marquant, avec lequel il milite d'abord au *"Réveil syndicaliste"* – bimensuel qu'il a fondé en 1933 avec Jean de Boë – puis en France dans différents groupes libertaires, c'est Charles Cortvrint, le futur Louis Mercier. L'été 36 Lazarévitch revient effectivement en France et trouve un travail de correcteur d'imprimerie avant d'être admis au syndicat des correcteurs en avril 1937. Il couvre pour *"Le Libertaire"* les luttes sociales du Front Populaire, prônant le refus du compromis, la mise en place du contrôle ouvrier, le ralentissement de la production et le refus du travail à la chaîne. En 1939, il sera interné au camp du Vernet en Ariège à la fois comme "étranger" et comme "pacifiste". Après l'armistice il réussit à s'enfuir au cours d'un transfert et séjournera un temps dans les Landes. En 1942-43 il se retrouve assigné à résidence dans le Var.

Avec Camus

Après la guerre il revient à Paris et reprend son métier de correcteur et c'est bientôt la rencontre avec Albert Camus. Ce dernier écrit alors dans *"Actuelles"* : *"Il me semble que les hommes qui désirent aujourd'hui changer efficacement le monde ont à choisir entre les charniers qui s'annoncent, le rêve impossible d'une histoire tout d'un coup stoppée et l'acceptation d'une utopie relative qui laisse une chance à la fois à l'action et aux hommes."* Ils se retrouvent en effet ensemble dans un groupe syndicaliste-révolutionnaire proche de la *"Révolution Prolétarienne"* – où Camus a été introduit par son amie Rirette Maîtrejean, l'ancienne compagne de jeunesse de Victor Serge - : les Groupes de Liaison Internationale. Ceux-ci publient en août 1948 un manifeste *"Europe-America"*, signé par des intellectuels américains proches des revues new-yorkaises *"Partisan Review"* et *"Politics"*, considérant *"le stalinisme comme le principal ennemi en Europe"* et affirmant : *"Nous voulons aider toutes les tendances visant à la formation d'une nouvelle "gauche" qui soit indépendante à la fois des gouvernements soviétique et américain."* Lazarévitch va aider Camus dans ses travaux de documentation sur les terroristes russes du XIXe s. pour sa pièce *"Les Justes"* dont la dimension morale apparaît comme un contrepoint aux *"Mains Sales"* de Sartre. Et c'est dans la collection *"Espoir"* dirigée par Camus aux éditions Gallimard qu'il publie en 1950 avec Lucien Feuillade un choix de textes, *"Tu peux tuer cet homme... scènes de la vie révolutionnaire russe"*, qui à travers une série de témoignages historiques expose les contradictions de l'action révolutionnaire terroriste et son échec final. Les liens entre les deux hommes perdureront comme en font foi les treize lettres de Lazarévitch à Camus qui, outre une véritable amitié, reflètent un respect mutuel et une sympathie critique de l'œuvre de l'écrivain.

La "Réalité russe"

En 1950, âgé maintenant de 55 ans, le "militant" va de plus en plus faire place à l'"informateur" et au *"passeur"*. Face au formidable prestige acquis par l'URSS au sortir de la Seconde guerre mondiale, il faut continuer à combattre le plus terrible des mensonges, celui de la "réalisation" du socialisme dans ce pays. En l'espace de huit ans, en s'appuyant sur une petite équipe – sa femme Ida Mett, Jean Rounault qui a connu les camps soviétiques et Jean Bernier rencontré dans le milieu souvarinien -, Lazarévitch va publier 60 numéros, consistant à chaque fois en une vingtaine de feuillets dactylographiés et agrafés, de la *"Réalité Russe"* basée sur la lecture systématique de tout ce qui dans la presse officielle soviétique contredit l'image idyllique de la société. L'accumulation de faits présentés à chaque fois comme des critiques ponctuelles et exceptionnelles – incompétence, mépris envers les travailleurs, pénurie, corruption, clientélisme - , lui permet de démontrer la fausseté des communiqués victorieux avancés par la propagande communiste. Il lit dans les retards de production et tous les exemples de mauvaise volonté des ouvriers et paysans à accomplir leur travail autant de signes de ce qu'il qualifie de "résistance passive" qu'il espère voir se transformer en retournement du peuple contre le régime. Isolé face à la machine de propagande du PCF, il élargit ses contacts. Par l'intermédiaire de Louis Mercier, devenu l'un des responsables du Congrès pour la Liberté de la Culture, il fait paraître des traductions de la presse soviétique dans les revues *"Preuves"* et *"Les Amis de la Liberté"*. Il s'associe aux différents réseaux créés autour de Boris Souvarine, collaborant au Beipi et à *"Est-Ouest"*, et prend langue avec le mouvement solidariste russe. Ce qui l'amène à côtoyer des personnalités aussi sulfureuses et marquées à l'extrême-droite que Georges Albertini et Suzanne Labin, et toute cette nébuleuse anti-communiste est suivie, et parfois financée en sous-main, par les services de renseignement américains... Il participe également aux tentatives de rassemblement des minorités syndicales qui aboutissent à la naissance en avril 1955 de *l'"Union des Syndicalistes"* qui s'élargira ensuite en *"Commission Internationale de Liaison Ouvrière"*.

Etudiant à 60 ans

Toujours avide d'apprendre, il s'inscrit à près de 60 ans aux Langues Orientales puis à la Sorbonne où, grâce à l'entremise de Pierre Pascal, désormais directeur du département de russe, il devient assistant à l'Institut d'Etudes Slaves. Il va accueillir avec ferveur le mouvement de Mai 68, prononçant une conférence sur l'autogestion dans la Sorbonne occupée et fréquentant les réunions du groupe *"Informations Correspondances Ouvrières"*.

Militant hors série, homme de réseaux, inlassable propagateur de l'autonomie ouvrière, Nicolas Lazarévitch était aussi un "homme à part" comme l'a rappelé Louis Mercier lors de sa mort survenue à la veille de la Noël 1975 : "Après la solidarité des combats, Nicolas partageait avec quelques autres, aussi passionnés et de difficile compagnie que lui, la fraternité des solitudes".

J.J. Gandini

* Compte tenu d'une journée d'études organisée au Panthéon le 19 novembre 1999 par le Centre de Recherche sur l'Histoire des Slaves et le Groupe d'Etude et d'Observation de la Démocratie.

Le Géode dirige une revue trimestrielle "Communisme" qui dans son numéro 61 a publié les interventions de :

Marie-Pierre Rey "Quelques éléments d'introduction".

Sylvain Boulouque "Itinéraire d'un syndicaliste-révolutionnaire".

Sophie Cœuré "Retour d'URSS ou l'échec d'un témoin".

Olivia Gomolinski "Milieux, réseaux et amitiés".

Christine Fauré "Albert Camus, Nicolas Lazarévitch et le populisme russe".

Laurent Coumel "La réalité russe".

Celle de Charles Jacquier "La répression contre-révolutionnaire en URSS" est restée inédite.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

MAIRIE DE L'OBSERVATOIRE
(XIVᴱ ARRONDISSEMENT)

AVIS

De mauvais citoyens poussent l'indélicatesse jusqu'à dégrader et même s'approprier du bois, des planches, du plomb, du fer et autres matériaux appartenant à l'Etat.

Le Comité en a fait arrêter les auteurs qui auront à rendre un compte sévère à la justice.

Nous espérons que des faits aussi regrettables ne se reproduiront plus, et nous engageons tous les bons Citoyens à réagir de toute leur énergie contre ces actes qui flétrissent la République.

Les Membres du Conseil de Légion :
A. ROQUEJOFFRE, HÉBERT, CHARBONNEAU, DIEU, JULIEN, SEBOURG.

Le Chef de Légion :
HENRY, LUCIEN.

Les Membres de la Commission provisoire :
J. MARTELET, BOYER, HOURTOULE.

Paris, le 25 mars 1871.

(5123) Paris. — Imp. A.-E. Rochette, Boulevard Montparnasse, 90.


Lucien Henry

Lucien Félix Henry, colonel de la Commune, condamné à mort et artiste australien

Lucien Félix Henry, est né à Sisteron le 22 mai 1850 à 4 heures, rue du Glisoir. Il est le fils de Toussaint André Henry, 44 ans et de Marie Suzanne Rosalie Élizabeth Laplane, 27 ans.

On ne connaît pas grand chose de sa famille et de son enfance. Sa mère s'est retrouvée rapidement veuve et n'a aucune ressource.

Son frère aîné s'est engagé pendant la guerre de 1870 et il est décédé d'une maladie qu'il y aurait contractée. Son jeune frère né en 1860 (?) est "frappé d'idiotisme". Sa mère a en charge "une jeune fille dans un orphelinat". L'un de ses oncles se prénomme Félix ("Tonton Félix").

La montée à Paris

A 17 ans il arrive à Paris et fréquente le milieu des peintres, il sert chez un confectionneur de mannequins et pose comme modèle chez un professeur de dessin, Sabet et pour le peintre Pierre-Charles Comte1. En janvier 1869 sur la recommandation de Comte, Gérome (2) le fait inscrire parmi ses élèves aux Beaux-Arts mais il ne peut suivre tous les cours car "il doit se créer des ressources en dehors de l'école".

En 1870, il ne répond pas à l'appel sous les drapeaux dans les Basses Alpes et est déclaré insoumis mais il s'engage dans la garde nationale.

Paul Delion (alias Paul Boudre) le décrit comme "un grand jeune homme aux cheveux châtains, longs et abondants, aux yeux bleus, au nez aquilin figure en somme fière et intelligente" (3). Il réside rue Saint-Médard dans le Vᵉ arrondissement et il a pour maîtresse, une "sorte de fille publique qui a été cantinière dans un bataillon fédéré."

Théodore Sapia


Il milite dans les milieux blanquistes, par exemple au "Club Démocratique Socialiste du XIVᵉ arrondissement", il participe avec Théodore Sapia (4) et Jules Martelet (5), au lancement du journal La Résistance (6) et assiste aux réunions du club de la Maison-de-Dieu dans le XIVᵉ, chez un nommé Paysan.

Partisan de la Garde nationale

Lucien Henry est partisan de la "Commune" et déclare adhérer aux statuts de la Fédération de la Garde nationale élaborés dans des réunions préparatoires les 15, 16, 17 18 février au Tivoli-Vauxhall, 16 rue de la Douane et 19, 20 février chez Courty (7) le président provisoire et adoptés le 24 février par 2000 délégués représentant 200 bataillons à la salle Vauxhall. Une Commission provisoire

fonctionne depuis le 15 février qui prend un certain nombre de décisions, par exemple de rassembler les canons et de les mettre à l'abri.

Le 3 mars, au cours d'une assemblée présidée par Bergeret (8) et devant laquelle Arnold (9) délégué du Xe fait l'exposé de l'action de la Commission provisoire depuis le 24 février, un Comité exécutif provisoire est élu qui prend le titre de Comité central. Le même jour, le gouvernement nomme le général d'Aurelle de Paladines (10) au commandement en chef de la Garde nationale, cette mesure est évidemment très mal accueillie et entraîne une proclamation du Comité central le 4 mars.

Le 7 mars, Lucien Henry préside une réunion de gardes nationaux au club du 10 de la rue de la Maison-de-Dieu au cours de laquelle il propose une plateforme d'engagement pour les candidats à la délégation au Comité central les soumettant à "un mandat impératif" pour "défendre la Révolution", la mort étant promis" à tout prétendant, protecteur ou propagandiste de la monarchie" et il est rappelé que "le droit d'association est garantie par la Révolution". La plateforme indique en conclusion que les candidats doivent être "socialistes, démocrates et révolutionnaires". Cette position est largement approuvée par les participants et adoptée par le Conseil de la légion du XIVe (11).

Le 10 mars, une nouvelle assemblée de délégués adopte une proclamation réaffirmant le caractère libre et démocratique de la Garde nationale, lance un appel à l'armée régulière l'invitant à fraterniser et refuse toute autorité au général d'Aurelle de Paladines. L'assemblée invite le Comité provisoire à "provoquer dans le plus bref délai la mise à exécution et le fonctionnement des statuts, de manière à ce que, sortant du provisoire, la Fédération soit enfin constituée d'après le principe tutélaire du suffrage universel."

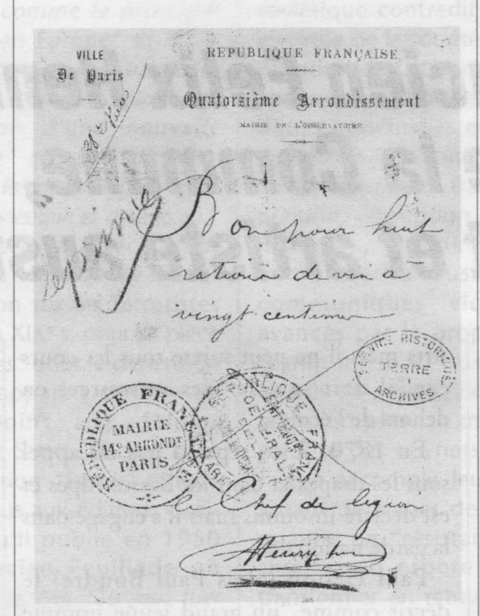
La réunion du 11 mars

C'est dans ce contexte que le 11 mars, se tient une assemblée générale des délégués de la Garde nationale du XIVe avec pour ordre du jour, l'organisation de la Garde nationale dans l'arrondissement, la désignation d'un état-major et d'un chef de légion, la nomination d'une commission militaire (12).

La réunion est présidée par Félix (13), les assesseurs sont Charbonneau (14) et Descamps (15) (orthographié Decaen) et le secrétaire, Sapin (16). Duval (17) pour la légion du XIIIe et les chefs de huit bataillons sont présents.

Un premier problème de procédure est soulevé par Langlais (18) pour savoir si un délégué "a le droit de faire une observation de sa place. Le citoyen Henry affirme ce droit. Un vote de l'assemblée le confirme à l'unanimité."

La commission provisoire de la Garde nationale suite à l'adoption des statuts le 24 février a été chargée de préparer l'élection d'un comité central définitif. Or il semble que certains délégués du XIVe sont hostiles et expriment un certain nombre de désaccords avec les statuts et la mise en place du Comité central.



Bon de réquisition signé Lucien Henry.

Billioray (19) rendant compte de la dernière réunion du comité provisoire "fait valoir le peu de confiance que ce comité doit nous inspirer et motive sa démission par la teneur des statuts qui sont complètement réactionnaires, il termine en disant qu'il est impossible de remplir un mandat républicain, socialiste et révolutionnaire avec de pareils éléments". Il ajoute "que ces mêmes membres ont dû se faire nommer à nouveau et apparaîtront au sein du comité définitif. Il ajoute que jeudi il sera trop tard. Il repousse l'admission au Comité des Chefs de bataillon et ne veut pas d'élections à 5 ou 6 degrés."

Avoine fils (20) "déclare donner sa démission pour les mêmes motifs que son collègue le citoyen Billioray [...]"

Ledux (ou Ledrux) (21) proteste contre les démissions "et déclare qu'il faut que le comité central se constitue à la hâte, provoque une Assemblée générale et fasse disparaître par ce fait le comité provisoire qui n'a pas notre confiance et ne le mérite pas."

"Le citoyen Henry dit que nous sommes édifiés sur les membre du Comité et que nous devons parer immédiatement aux événements en nommant un chef de légion comme le XIIIe arrondissement. Il engage l'assemblée à maintenir les pouvoirs de ses deux délégués Billioray et Avoine fils et à agir de suite en n'attendant pas la trahison de M. Arnold et consorts. Il propose :

1° - De maintenir les pouvoirs des deux délégués pour qu'ils ne trempent en aucune façon dans les mains du Comité central actuel.

2° - La nomination d'un Etat-Major dans le 14e arrondissement. Remettre les forces dans les mains d'un seul et faire appel aux autres arrondissements pour qu'ils agissent de la même façon."

Après un débat entre Suresne (22) et Billioray, ce dernier propose "de conserver son mandat ainsi que son collègue si on repousse les statuts." Cette proposition est approuvée à l'unanimité.

Lucien Henry propose alors "la nomination d'une commission de dix membres pour prévenir les divers arrondissements qu'il faut élire les membres du comité central et agir immédiatement."

Charbonneau fait une autre proposition en déclarant "que cela peut se faire par la voix des deux délégués au Comité central" et c'est cette proposition qui est retenue.

Billioray propose alors l'élection d'un chef de légion et Duval explique comment cela a été fait dans le XIIIe arrondissement.

Deux candidats Henry et Descamps sont proposés mais ce dernier se désiste en faveur du premier.

"Le citoyen Henry est proposé. Il est jeune, ardent, républicain sincère, révolutionnaire énergique, nul ne remplit mieux que lui les conditions exigées." Sa candidature est soutenue par Avoine fils.

Il est nommé chef de légion du XIVe (23) à l'unanimité "au cri de Vive la République" et une commission militaire de huit hommes est désignée : Hébert (24), Charbonneau, Roquejoffre (25), Ledrux, Dieu (26), Verret (27), Dusleau (ou Dursaut ?) (28), Julien (29).

Lucien Henry conclut la réunion en demandant "25 hommes pour 7 heures du soir" et en convoquant les "délégués pour lundi, à midi pour entendre le rapport du chef de légion et des délégué au Comité central."

Chef de légion

Le 11 mars au soir, il s'installe de manière permanente dans un poste qu'il a établi sans autorisation, 91 rue de la chaussée du Maine. Sollicité par le maire de quitter les lieux, il refuse en disant "qu'il ne reconnaissait pas son autorité, qu'il avait la force pour lui et qu'il s'en servirait"

Le 14 mars, en qualité de chef de légion, il invite "certains officiers" à faire procéder à l'élection de délégués au Comité central de la Garde nationale et les convoque au club de la Maison-de-Dieu pour le jeudi 16 mars. La convocation est signée : "le chef de légion Henry". Cette convocation le met en conflit avec un chef d'escadron d'état-major de la Garde nationale, commandant du 8e secteur, Lunel, qui fait savoir dans un ordre du jour communiqué aux bataillons des VIe et XIVe arrondissements que "les officiers qui donneraient leur adhésion à un ordre quelconque du soi-disant chef de légion de l'arrondissement, nommé par les délégués d'un comité central illégalement constitué serait privé de leur solde."

Le 15 mars au Vauxhall, une nouvelle assemblée de 1325 délégués de la Garde nationale représentant 215 bataillons vote les statuts, élit comme général, Garibaldi à la place d'Aurelle de Paladines et nomme le Comité central définitif, Billioray pour le XIVe en est membre.

Le 16 mars, Henry fait afficher une proclamation ayant pour objet de démontrer l'utilité du Comité central et la nécessité de "maintenir dans toute son intégrité la Garde nationale." Quelques unes de ces affiches sont arrachées par les commissaires de police, Thomas de Colligny et Honorat.

Dans la nuit du 17 mars, averti "sans doute qu'un mandat d'arrestation était lancé contre lui", il se rend accompagné d'une escorte au club de la rue de la Maison-de-Dieu dont toutes les issues sont gardées par des "factionnaires" et "où personne ne pouvait pénétrer sans un mot d'ordre donné."

Le 18 mars : "Il fait aborder le drapeau rouge"

Le 18 mars au matin, des barricades sont construites "sous ses ordres" et il les "fait armer de pièces de canons". Des gendarmes qui passent par la rue de la chaussée du Maine sont arrêtés, malmenés et amenés devant Henry qui les fait libérer après avoir confisqué leurs armes. Des voitures sont fouillées et des convois de munitions sont pillés sous sa direction.

Vers quatorze heures, le poste de l'ancienne barrière de l'Enfer et la gare de Sceaux sont occupés.

Dans l'après-midi, Lucien Henry "coiffé d'un chapeau garibaldien et ceint d'une écharpe rouge" à la tête d'une bande de fédérés s'installe à la mairie du XIVe déjà envahie par des insurgés., il fait procéder à l'arrestation de Thomas de Colligny et de Honorat à qui il reproche d'avoir empêché l'avant veille, l'affichage des actes du Comité central, il les traite de "mouchards" et de "vermines". L'ordre d'arrestation est signé : "Général Henry, chef de légion".

Le lendemain, 19 mars, Thomas de Colligny affirme que Henry, accompagné de 5 ou 6 hommes est venu lui offrir de le remettre en liberté avec "une belle position" s'il consentait à "servir leur cause". Devant son refus, Henry aurait affirmé "qu'il ne l'oubliera pas" et "qu'il le fera soigner". Thomas de Colligny est écroué à la Santé dont il ne sortira que le 24 mai. Honorat est remis en liberté une dizaine de jours après son arrestation "grâce à un malentendu". Le même jour, Henry tente de convaincre un détachement d'infanterie de se joindre à l'insurrection et devant son refus, procède au désarmement des hommes tout en leur accordant un laissez-passer.



Organisateur

Les jours suivants, il obtient d'un capitaine d'armement au 46e bataillon pendant le 1er Siège, Lespinasse, la livraison des armes qu'il avait conservées. Il fait afficher un avis enjoignant à tous les détenteurs d'armes et de munitions d'en faire immédiatement le versement à la mairie.

Il fait partie de la Commission provisoire du XIVe qui comprend également : Avoine fils, Julien, Boyer (30), Florent, (31) Garnier (32), Hourtoule (33), Jules Martelet, Pérève (34) et Pouget (35). On trouve son nom au bas de plusieurs affiches, par exemple le 22 mars, ordonnant "aux Chefs de Postes de faire des rondes de deux heures en deux heures, de procéder à l'arrestation des teneurs de jeux sur la voie publique, de confisquer l'argent dont ils seraient détenteurs au profit des indigents", le 25 mars, condamnant la dégradation et l'appropriation de matériaux appartenant à l'Etat : "de mauvais citoyens poussent l'indélicatesse jusqu'à dégrader et même s'approprier du bois, des planches, du plomb, du fer et autres matériaux appartenant à l'Etat [...]".

Le 20 mars, il prescrit au chef de la gare de l'Ouest de ne laisser passer aucun militaire même muni de papiers.

Le 21, il se rend à la gare à cheval et y installe un poste de garde. Il visite les trains, saisit des armes et empêche les voyageurs de se rendre à Versailles.

Le 28, se tient une réunion des délégués des compagnies de la XIVe légion. On ne possède pas le procès-verbal de la réunion, on sait seulement que Charbonneau insiste sur l'action du Comité central pour empêcher les soldats de l'armée régulière de gagner Versailles et il les invite à "à retourner dans leur foyer pour cultiver la terre qui en a tant besoin."

Cette mesure est mise en application puisque le 30 mars, Henry remet au chef de gare l'ordre du Comité central suivant :

"Faire arrêter tous les trains se dirigeant sur Paris à Ouest-Ceinture ; mettre un homme énergique avec un poste nuit et jour ; cet homme devra avoir une poutre pour monter la garde ; à l'arrivée du train, il devra (le) faire dérailler s'il ne s'arrête pas."

D'après un témoin, Henry lui-même donne l'ordre de faire dérailler les trains s'il y a lieu.



Pour paraître tous les jours, à partir du Dimanche 18 décembre 1870

LA RÉSISTANCE

ORGANE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE

JOURNAL DE LA LIGUE RÉPUBLICAINE

Résistance à outrance — Grand format à 5 Centimes — Affranchissement des travailleurs par eux-mêmes

Politique — Économie Sociale
Nouvelles — Variétés
Feuilleton — Compte rendu des Réunions
Bourse & Avis divers

AVIS
Il importe que le parti républicain socialiste ait pour drapeau un journal quotidien.
Nous nous adressons particulièrement aux travailleurs qui tous doivent collaborer à notre œuvre.
BERTIN. — SAPIA.

BUREAUX DE VENTE ET DE RÉDACTION
12, Chaussée du Maine; 40, rue des Blancs-Manteaux, et 19, rue du Faubourg-Saint-Denis

961. — Paris. Assoc. gén. typogr., 19, faubourg-Saint-Denis (Berthelemy et Cie)



Placard annonçant la parution de "La Résistance".

Le 2 avril, il se rend au fort d'Issy pour s'assurer de la distribution des munitions.

Châtillon, le 3 avril : l'arrestation

Le 2 avril, les troupes versaillaises lancent une offensive par surprise sur Courbevoie. Personne ne s'attendait à cette attaque et la Commission exécutive (36) décide d'une contre-offensive pour le 3 au matin. Les Fédérés sont répartis sur trois colonnes, Bergeret et Flourens (37) à droite, Eudes (38) au centre et Duval à gauche qui attaque sur Châtillon.

Le 3 avril au matin, Lucien Henry réunit sur la place de la mairie toutes les compagnies de marche de la légion et engage ses bataillons au côté de Duval aux combats de Châtillon.

Les deux premières colonnes de Bergeret et Eudes ayant rapidement abandonné, Flourens étant tué, Duval et ses troupes sont encerclés et ils doivent se rendre. Les Versaillais fusillent Duval et son chef d'état-major et tous ceux qu'ils considèrent comme des déserteurs. Les survivants dont Henry et Elisée Reclus (39) sont emmenés à Versailles et promenés sous les insultes et les coups.

On possède une lettre d'un témoin qui a vu Henry le 5 avril (40) :

Paris le 5 avril 1871,

Aux membres de la Commune de Paris

J'arrive encore tout ému, indigné des faits horribles que j'ai vus de mes yeux. Les prisonniers sont reçus à Versailles d'une manière atroce, ils sont frappés sans pitié. J'en ai vu des sanglants, les oreilles arrachées, le visage et le cou déchirés comme par des griffes de bêtes féroces. J'ai vu le colonel Henry en cet état et je dois ajouter à son honneur, à sa gloire, que méprisant cette bande de barbares, il est passé fier, calme marchant stoïquement à la mort. [...]

Barrère41

Ironie de l'histoire, le 4 avril, l'affiche suivante est placardée sur les murs du XIVe :

*Mairie de l'Observatoire XIVe*

L'existence de la République est en danger. Ordre est donné à tout citoyen de suspendre provisoirement le travail pour courir aux armes et repousser les chouans qui viennent nous attaquer.

Tout citoyen qui ne se conformerait pas à cet ordre serait regarder comme traître à la République et passible des peines réservées aux traîtres.

Tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous

Le chef de Légion Henry Lucien

Pour les membres de la Commission

Pouget

La condamnation

Paul Delion rapporte que le bruit de son évasion aurait couru et qu'il est en attente de jugement à Belle-Ile.

Il est traduit devant le 19e Conseil de guerre. Douze chefs d'inculpation sont retenus contre lui :

"Avoir dans un mouvement insurrectionnel,

1° - porté les armes apparentes étant revêtu d'uniforme militaire

2° - occupé une maison habitée avec le consentement du propriétaire pour faire attaque ou résistance envers la force publique

3 ° - saisi des armes et munitions par le pillage des magasins de l'Etat et par le désarmement des agents de la force publique

4° - provoqué comme complice à l'envahissement à l'aide de violence et menace d'une maison d'habitation ou servant d'habitation (le commissariat de police du XIVe arrondissement)

5° - envahi un édifice public (mairie du XIVe arrondissement)

6° - fait ou aidé à faire des barricades

7° provoqué ou facilité le rassemblement d'insurgés par la distribution d'ordres, de proclamations ou par le port d'un drapeau

8° - volontairement employé comme chef d'une réunion séditieuse avec rébellion un moyen pour entraver la marche des convois, de faire sortir des rails

9° - commis un attentat dans le but soit de charger ou détruire soit d'exciter à la guerre civile

10° - exercé un commandement dans les bandes armées

11° - s'être rendu complice d'arrestation, détention et séquestrations illégales l'une des dites détentions ayant duré plus de un mois

12° commis le crime d'embauchage en provoquant des militaires à passer aux rebelles armés.

(application des articles 5, 6, 7, 8, 9 de la loi du 24 mai 1834, 16, 17 de la loi du 15 juillet 1845, 59, 50, 87, 91, 96, 341, 342 du code pénal, 5 de la loi de 1848, 1er de la loi du 16 juin 1850, 208, 187, 135 et 267 du code de justice militaire.)"

Lucien Henry se défend en disant qu'il a accepté le grade de chef de légion qu'à la suite de pressantes insistances et qu'à la condition qu'il lui serait adjoint une commission militaire pour le diriger et sanctionner ses actes."

Il ajoute qu'il n'aurait eu l'initiative d'aucune mesure et n'aurait été que l'exécutant. Il n'aurait joué qu'un rôle peu important sur le champs de bataille de Châtillon."

Il est condamné à mort par le 19e Conseil de guerre le 18 avril 1872.

Sa mère vient à Versailles pour arracher sa grâce et obtient l'intervention de quatre parlementaires, Michel, de Ventavon, Du Chaffaut et Allemand (41). Il est gracié le 21 mai, sa peine est com-

muée en déportation en enceinte fortifiée, le 22 juin.

Selon Gaston Da Costa, Henry est enfermé avec lui et une dizaine de condamnés, vers la fin juin 1872, rue de Noailles à Versailles, dans "deux caves de la caserne éclairées par deux étroits soupiraux." (42).

La déportation

Lucien Henry est probablement interné au fort de Quelern, au sud de la rade de Brest, en effet son nom ne figure pas sur la liste des internés de l'arrondissement de Rochefort établie par Louis Bretonnière et Roger Pérennès (43), or seuls des internés originaires de ces deux lieux ont été transportés par Le Var comme nous allons le voir. Parmi les fédérés internés à Quélern, se trouve Elisée Reclus arrêté en même temps que lui et qui laissera plusieurs témoignages sur son séjour.

Il est déporté en Nouvelle-Calédonie par Le Var (matricule 480) (44). 254 communards embarquent à Brest le 27 septembre 1872. Le 29, le bateau prend la direction des Trousses où il embarque 325 déportés détenus dans l'arrondissement maritime de Rochefort. Le 10 octobre, il lève l'ancre sous la conduite du capitaine de frégate Lemosy. Le 27 octobre, il arrive à Gorée au Sénégal pour une première escale de trois jours. Le 16 novembre, il est au large du Brésil, 124 personnes sont atteintes du scorbut et un déporté est décédé. Le 24 novembre, Le Var fait escale près de l'île de Santa-Catarina, trois hommes tentent une évasion, deux sont repris, un autre se noie. De nombreux transportés sont malades. Le 4 février 1873, le navire est au large de Sydney en Australie, il arrive à Nouméa le 9 février 1873.

En Nouvelle-Calédonie

Comme condamné à la déportation en enceinte fortifiée, il se retrouve à la presqu'île Ducos. Il entreprend une activité artistique pour avoir "un droit de cité dans la République des Arts" et s'exerce "beaucoup à faire le portrait à l'huile". Selon ses propres mots : "J'en ai plusieurs sur le chevalet et je suis en train de faire un tableau tiré de l'enfer de Dante, Françoise (Francesca) de Suimini."

Il érige le mausolée à Emma Piffault (45) et présente à l'exposition de Nouméa des 16 et 17 mars 1876, un tableau intitulé "Hamlet et le fossoyeur" qui reçoit la mention honorable et dont il estime la valeur à 5000 F. Il le présente avec un autre à l'exposition intercoloniale de Sydney de 1876 et obtient un prix.

Bien qu'il indique à sa mère, "je ne gagne rien ou du moins presque rien en fait d'argent" il lui "envoie mensuellement une partie du produit de ses travaux".

Son casier de déportation mentionne qu'il a un "caractère doux et soumis", qu'il est "animé d'un bon esprit", a "une bonne conduite" et de "bonnes fréquentations" et qu'il est de "bonne moralité".

Il est indiqué qu'il est "atteint de phtisie pulmonaire très avancée".

Pour avoir manqué l'appel en août et en octobre 1874, il est condamné respectivement à un et huit jours de prison.



Terre cuite de Lucien Henry (vraisemblablement un pot à tabac) fabriquée en Nouvelle-Calédonie.

Sa mère avec qui il correspond (on trouve dans son dossier une lettre de la presqu'île Ducos du 12 juillet 1876), envoie de Marseille, deux lettres de demande de grâce le 8 avril et le 21 juin 1876, les demandes sont appuyées par des interventions de parlementaires, Thourel (46), de Ventavon. Lui-même demande sa grâce le 19 juin 1876 en écrivant qu'" Il espère que sa conduite pendant les années qui viennent de s'écouler lui sera un titre à la clémence qui doit atteindre ceux qui comme lui ont amèrement regretté d'avoir été mêlé à l'insurrection parisienne."

Elle est d'abord rejetée par deux fois, le 1er juillet 1876 et en avril 1877. Il est proposé à la remise entière de sa peine, par l'administration pénitentiaire le 17 décembre 1878, qu'il obtient le 1er janvier 1879. Il est amnistié le 15 janvier suivant. Il est autorisé à résider en Nouvelle-Calédonie. Il décide de se rendre en Australie.

Un grand artiste australien

Deux raisons peuvent expliquer le départ de Lucien Henry vers l'Australie :

- En déportation il a mûri, il s'est forgé un projet professionnel, dans la lettre à sa mère du 12 juillet 1876, il écrit : "[...] c'est en forgeant qu'on devient forgeron et je finirais quelque beau jour par me réveiller si non avec un talent, à nul autre pareil du moins un droit de cité dans la République des Arts". Sa réussite aux expositions de Nouméa et de Sydney, lui ont fait connaître l'Australie et les possibilités qu'elle offre : "[...] je m'étais dit que si je restais en Australie au jour où je serai libre ce ne serait qu'au cas où dans quelques années je pourrais amasser de quoi nous faire un nid comme nous le rêvons tous les deux [...]"

- La seconde raison est certainement la veuve du Dr Rastoul (47), Juliette Lopez (ou Lopes) née Lebeau qu'il épouse à Sydney, le 6 janvier 1880 selon le rite presbytérien. Nous ignorons totalement les circonstances de leur rencontre, nous savons seulement qu'elle est expulsée de Nouvelle-Calédonie avec son fils et sa fille en 1874 après l'évasion de Rochefort, elle arrive à Sydney, le 19 août 1874 par Le Egmont. Se sont-ils rencontrés en Nouvelle-Calédonie ? Ont-ils correspondu ? Nous ne le savons pas.

Il participe à de multiples activités artistiques et devient enseignant de modelage et de dessin d'abord à la Sydney Mechanics' School of Art puis en 1883 au Sydney Technical College En 1884 il gagne 250 £ par an pour un enseignement de "Geometry, Perspective, Freehand, Drawing and modelling" plus une partie des frais de scolarité des étudiants ; en 1886, il réclame une augmentation de salaire pour son travail d'enseignement et de préparation et donne aussi des cours privés. Il intervient dans de nombreuses conférences et expositions. En 1888, il est l'un des organisateurs et participant actif de l'Exposition internationale de Melbourne. Il est l'un des fondateurs en 1884 de la Art Society of New South Wales et reconnu comme l'un des premiers utilisateurs d'un motif

de décoration tirée d'une plante australienne, le waratah et en général de l'utilisation de la flore et de la faune australienne comme motif de décoration. Il est l'auteur notamment des vitraux de la mairie de Sydney représentant le Capitaine Cook et du chandelier qui décore le Australia Hôtel de Sydney. Poursuivi pour bankruptcy par son beau-fils sous l'influence de sa mère qui a aussi intenté une procédure de divorce contre lui, le 25 mai 1891, il part pour Paris après un grand banquet organisé en son honneur et se remarie avec une de ses élèves, Fanny (ou Francis) Harriet Broadhurst âgé de 28 ans.

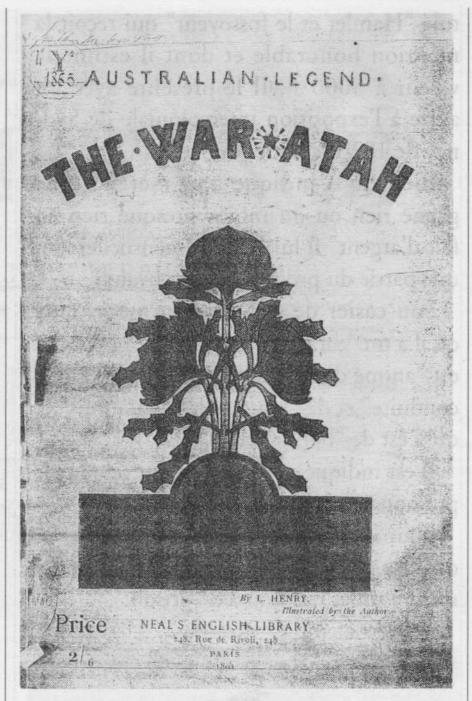
Le retour en France

Il publie The Legend of the Waratah [Paris], Neal (1891) - 56 p., dédié à un syndicaliste australien, Fred J. Broomfield. Le couple s'installe à Saint Léonard dans la Haute Vienne dans une maison située en haut du chemin du Pavé. Sa femme accouche d'un garçon prénommé Harry-André, le 17 juin 1892 mais décède 10 jours plus tard. Il se rend à Londres en 1894 puisqu'il y dépose un testament (annulant un précédent testament de 1893) chez M. Mills Sollicitor, 4 Chancery Lane, qui fait de son fils son légataire universel.

Sa mort et sa succession

Il achète une concession au cimetière et une maison, rue Aumonière à Ménouard. Il décède à son domicile, le 10 mars 1896. André Constant, cafetier à Saint Léonard est désigné comme tuteur de son fils. La valeur de la succession est estimé 84942, 69 F pour les meubles (auxquels il faut retrancher un débit de 849,60 F pour des titres vendus avant son décès et ajouter les revenus de location de sa maison estimés à annuellement à 300 F).

Il est prévu pour le mois d'**avril 2001** une exposition sur Lucien Henry au Powerhouse Museum de Sydney intitulé ***"Lucien Henry and Centenary of Federation - The Commonwealth of Australia will be 100 years in 2001"*** présentant plusieurs œuvres de lui détenues dans des collections publiques ou privées.



Henry publie ce livre de contes à son retour en France en 1891.

Plusieurs de ses créations sont exposées au Museum of Applied Arts and Sciences et au Powerhouse Museum de Sydney.

Son fils

Harry-André Henry s'est rendu en Australie. En 1928, il publie avec deux autres auteurs un ouvrage juridique sur l'infraction de "bankruptcy" (en souvenir de son père ?) (48). Il décède à Sydney le 4 juin 1962.

Pierre-Henri Zaidman

(1) Pierre-Charles Comte, 1823-1895, élève de l'école des Beaux-Arts à Lyon puis à Paris.

(2) Jean Léon Gérome, 1824-1904, sculpteur et peintre.

(3) Paul Delion – Les membres de la Commune et du Comité central – Alphonse Lemerre (1871) – 446 p. (p. 338).

(4) Théodore Emmanuel Sapia, né en 1838, blanquiste, il collabore à La Patrie en Danger et fonde la Ligue républicaine de Défense nationale à outrance (Henry semble y avoir adhéré). Délégué au Comité central des Vingt arrondissements et signataire de la seconde Affiche Rouge, il est tué place de l'Hôtel-de-Ville lors de l'émeute du 22 janvier 1871.

(5) Jules Martelet, né en 1843, peintre en bâtiment, membre de l'Internationale, élu du XIVe arrondissement à la Commune, il se réfugie en Suisse.

(6) La Résistance (organe démocrate et socialiste. Journal de la Ligue Républicaine) eut 12 numéros du 4 novembre au 19 décembre 1870. Selon Robert Le Quillec : "Le n°1 était sous titré "Organe démocratique et social du 14e arrondissement". Le journal étend son action à toute la capitale sous l'impulsion de Sapia, mais demeure toujours partisan de la "lutte à outrance". Sa rédaction est hétéroclite ; aucun article n'est signé. Il soutiendra la candidature de Blanqui à la mairie du XXe arrondissement."

(7) Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier de Maîtron ne donne aucun renseignement sur ce Courty, on sait qu'il est commerçant et domicilié, 169 rue de Turbigo dans le IIIe.

(8) Jules Henri Marius Bergeret, né en 1830, sert dans l'armée pendant 14 ans puis travaille comme placier en librairie et correcteur d'imprimerie, capitaine au 8e bataillon pendant le Siège, il est membre du Comité provisoire, puis du Comité central et est désigné comme chef de la XVIIIe légion, il est ensuite élu par le XXe à la Commune et fait partie de la Commission exécutive.

(9) Léon Georges Arnold, architecte, sous-inspecteur des travaux de la Ville de Paris de 1864 à 1871, membre de la Garde nationale sous le Siège, 34 ans en 1871, secrétaire du Comité central et membre de la Commune, élu du XVIIIe arrondissement, il arrive en Nouvelle-Calédonie le 4 mai 1873 par L'Orne, il tente une évasion en 1874 et est condamné à 10 mois de prison, il continue son métier en détention et obtient un prix. Après l'amnistie, il devient architecte de la Ville de Paris.

(10) Général Louis Jean Baptiste d'Aurelle de Paladines, 1804-1877, militaire, il participe à toutes les campagnes du règne de Louis-Philippe et de l'Empire, élu dans deux départements le 8 février, il est nommé au commandement de la Garde nationale.

(11) La légion du XIVe comprend les 46e, 103e, 104e, 136e, 146e, 202e, 217e et 243e bataillons de la Garde nationale plus deux unités "franches", "Les Volontaires de Montrouge" et "Les Eclaireurs de Montrouge".

(12) Le procès-verbal de la réunion trouvé dans les papiers de Charbonneau est reproduit par René Rousseau dans Les oubliés de la Commune. Pierre Charbonneau; Jules Martelet. Présentation de René Rousseau. Avant-propos de Marcel Cerf - Editions ICG (1994) - 152 p. (p. 27-30).

(13) Jacques Léon Félix, menuisier, responsable du service des munitions dans la légion du XIVe, il est condamné en même temps que Henry à la déportation en enceinte fortifiée.

(14) Pierre Charbonneau, alias Sauvêtre, 41 ans en 1871, menuisier, membre de l'Internationale, il appartient au 109e bataillon et habite rue St Jacques,il arrive en Nouvelle-Calédonie le 2 novembre 1872 à bord de La Guerrière (matricule 138), Charbonneau est connu pour la querelle et le duel qui l'ont opposé à Ducos près du cimetière, à Henri Bauër, l'histoire est rapportée par Bauër lui-même dans Les Mémoires d'un jeune homme (Charbonneau = Carbonnel) et dans L'Echo de Paris. Les témoins de Charbonneau furent Renard et Mair.

(15) Baptiste Descamps, né en 1836, ouvrier mouleur, sergent-fourrier pendant le Siège, élu du XIVe au Conseil de la Commune, il est acquitté par le 3e Conseil de guerre.

(16) Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier de Maîtron ne donne aucun renseignement permettant d'identifier clairement ce militant.

(17) Emile Victor Duval, né en 1840, ouvrier fondeur, président de la mutuelle de sa corporation, blanquiste et membre de l'Internationale, il est condamné à 2 mois de prison le 8 juillet 1870, il anime le Club Démocrate socialiste du XIIIe arron-

dissement, délégué au Comité central des Vingt arrondissements, il participe aux émeutes du 31 octobre et du 22 janvier. Il est nommé chef de la légion du XIIIe et est élu du XIIIe au Conseil de la Commune. Il est fusillé le 3 avril sur les ordres du général Vinoy après les combats malheureux de Châtillon.

(18) Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier de Maîtron identifie plusieurs militants du nom de Langlais ou Langlois.

(19) Alfred Billioray, peintre, 30 ans en 1871, élu du XIVe au Conseil de la Commune, membre de la commission des Services publics puis des Finances, membre du Comité de Salut Public fut condamné par le 3e Conseil de guerre à la déportation; gravement malade, il tente une évasion en 1875 et est déporté en Nouvelle-Calédonie de la commission des Services publics puis des Finances, membre du Comité de Salut Public fut condamné par le 3e Conseil de guerre à la déportation; gravement malade, il tente une évasion en 1875 et est déporté en Nouvelle-Calédonie (matricule 869) où il meurt le 22 février 1877.

(20) Maximilien Avoine dit Avoine fils, né en 1847, sculpteur ornementiste, il habite 26, rue Vandamme, membre de l'Internationale dans la section de Montrouge, signataire du manifeste contre la Guerre, il est garde national pendant le Siège et est élu au Comité central, condamné à mort par contumace par le 3e Conseil de guerre, il se réfugie à Londres.

(21) Ledux (ou Ledrux), typographe, condamné en 1864 pour abus de confiance, membre de l'Internationale, il habite 113, chaussée du Maine ou 20 rue Vandamme, il combat dans le 136e bataillon pendant le Siège, 31 ans en 1871, lieutenant-colonel, il est élu au commandement du fort de Vanves, condamné à mort par contumace par le 3e Conseil de guerre, il se réfugie à Londres et milite avec les blanquistes.

(22) François Charles Suresne, né en 1829, serrurier, il habite 12 rue du château, condamné à 2 mois de prison pour vol en 1860, il est sergent au 146e bataillon pendant le Siège, simple garde après le 18 mars, il est condamné par le 8e Conseil de guerre, sa peine est commuée en 8 ans de détention et remise en 1879.

(23) En application de l'article 5-2° des statuts de la Fédération, Lucien Henry est par conséquent membre du Comité central de la Garde nationale : "Art. 5 - Le comité central est formé : 1° [...]; 2° D'un chef de bataillon par légion, délégué par ses collègues."

(24) Paul Constantin René Hébert, né en 1837, négociant, dans l'armée de 1855 à 1860, lieutenant au 146e bataillon pendant le Siège, il est domicilié 34, rue de la Gaîté, capitaine responsable de la discipline la légion du XIVe, il démissionne le 27 avril, condamné par le 10e Conseil de guerre à 5 ans de détention sa peine est commuée en 5 ans de prison.

(25) Alexandre Julien Roquejoffre, intendant dans la XIVe légion, il appartient au 104e bataillon, il est domicilié au 98 de la rue de la Tombe-Issoire, il est condamné par contumace par le 5e Conseil de guerre à la déportation en enceinte fortifiée, il se réfugie en Belgique, sa peine est remise en 1879.

(26) Louis Auguste Dieu, peintre en bâtiment, il est domicilié rue de la Tombe Issoire, et appartient au 146 bataillon, il est condamné à mort par le 3e Conseil de guerre, sa peine est commuée en travaux forcé à perpétuité.

(27) On ne possède aucun renseignement sur lui, on sait qu'il est domicilié Passage Gourdon et appartient au 202e bataillon.

(28) On ne possède aucun renseignement sur lui, on sait qu'il est domicilié 14 rue de Vanves et appartient au 217e bataillon. Le nom d'un denommé Sebourg apparaît sur une affiche du 25 mars.

(29) On ne possède aucun renseignement sur lui, on sait qu'il appartient au 243e bataillon.

(30) Louis Boyer, typographe, il habite 19 rue Vandamme, il est blessé dans les combats de Châtillon le 4 avril et est fait prisonnier, après une hospitalisation à Versailles, il est emprisonné au château d'Oléron le 6 mai puis au fort des Saumonards

(31) On ne possède aucun renseignement sur lui.

(32) On ne possède aucun renseignement sur lui.

(33) Paul Hourtoule, signataire de la seconde Affiche rouge, il est condamné par contumace à la déportation en enceinte fortifiée par le 10e Conseil de guerre.

(34) Pérève, signataire de la seconde Affiche rouge, fondateur de la Ligue de défense à outrance de tendance blanquiste.

(35) On ne possède aucun renseignement sur lui.

(36) La Commission exécutive de la Commune comprenant : Bergeret, Eudes, Duval, Lefrançais, Pyat, Vaillant et Tridon est chargée de faire appliquer les décrets de la Commune et les arrêtés des autres commissions.

(37)Gustave Flourens, né en 1838, brillant étudiant, professeur, il s'engage en 1866 dans l'insurrection crétoise, condamné à un mois de prison en 1869, il écrit dans La Marseillaise, il est élu à la Commune par le XIXe et le XXe arrondissement, il est membre de la Commission militaire et chef de la légion du XXe.

(38) Emile François Désiré Eudes, né en 1843, étudiant en pharmacie, militant blanquiste, il est élu à la Commune par le XIe arrondissement, il est membre de la Commission militaire et de la Commission exécutive. Il se réfugie à Londres après la Semaine Sanglante.

(39) Elisée Jean Jacques Reclus né en 1830 est très connu pour ses travaux de géographie, lié à Bakounine, il est participe à la fondation de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Interné à Satory après son arrestation, il est condamné à la déportation simple mais après deux pétitions en sa faveur, la peine est commuée en dix ans de bannissement.

(40) Le texte de la lettre figure dans le livre de Georges Bourgin - La Commune 1870-1871 - Flammmarion/Les Editions Nationales (1938) - 449 p. (p. 313).

(41) Camille Barrère fut ambassadeur de France à Rome de 1897 à 1924 et académicien.

(41) Joseph Eugène Michel, 1821-1895, député en 1871.

Louis Marie François Casimir de Ventavon, 1806-1879, sénateur.

César Léon Amaurie Du Chaffaut, 1822-1884, député en 1871 puis sénateur des Basses-Alpes en 1876.

Pierre Léger Prosper Allemand, 1815-?, député des Basses-Alpes en 1871, réélu en 1876 et 1877.

(42) La Commune vécue, 18 mars - 28 mai 1871, vol III. [Paris], Quantin (1903-5), p.248. "Blanquiste militant, ami de Rigault qu'il suivit à la préfecture de police, condamné à mort, peine commuée en déportation, G. Da Costa séjourna à l'île Nou jusqu'en 1880. Son copieux témoignage, même partial et trop influencé par les événements ultérieurs (il suivra Rochefort dans ses errements boulangistes) est essentiel pour l'histoire de la Commune. En fin de 3e volume, liste des insurgé déportés." (Robert LE QUILLEC).

(43) Louis Bretonnière et Roger Pérénnès - L'internement des prévenus de la Commune à Rochefort (1871-1872) - Conseil général de la Charente-Maritime/Université interâges (Nantes) (1996) - 443 p.

(44) Le transport est décrit en détail par Roger Pérénnès - Déportés et forçats de la Commune à Belleville à Nouméa - Ouest-éditions/université-interâges de Nantes - Coll Bibles pour la recherche (1991) - 580 p. (p. 267-269). On possède également le témoignage d'un déporté qui a adressé une correspondance à Henri Messager, un autre déporté depuis Gorée [Henri Messager - Lettres de déportation 1871-1876 - Notes et préface de Jean Maitron. 239 lettres d'un Communard déporté. Ile d'Oléron - Ile de Ré - Ile des Pins. Postface de Charles Vildrac - Le sycomore (1979) - 377 p. (lettre 151, p. 204-206). "Henri Messager avait 21 ans en 1871; il exerça beaucoup de métiers avant et après la Commune, sans beaucoup de succès. Il combattit pour la Commune comme capitaine dans l'artillerie de la Garde Nationale, et fut fait prisonnier au Moulin Saquet. Son fils Charles Vildrac, publie ses lettres écrites de 1871 à 1876, tout récemment retrouvées." (Robert LE QUILLEC)].

(45) Emma Catherine Piffault est la fille du déporté Eugène Piffault. Elle suit son père en Nouvelle-Calédonie et meurt le 2 octobre 1877 à l'âge de 16 ans. Un projet de statue symbolisant la déportation est discuté parmi les déportés et Lucien Henry finit par être désigné. Il semble qu'un autre déporté Jean Milliet (ou Milliez) ait également proposé un projet. Lucien Henry réalise une statue en terre cuite de couleur rouge prise sur les montagnes alentours, sur un piédestal servant de tombeau. L'inscription suivante est gravée : "A la mémoire d'Emma PIFFAULT Morte à l'âge de seize ans Le 2 octobre 1977 Ceux dont elle a partagé l'exil." La statue est dégradée au fil du temps et seule la tête est conservée au Musée de Nouméa.

(46) André Albin François Bruno Thourel, 1880-1880, député.

(47) Paul Emile Barthélémy Philémon Rastoul, médecin, 36 ans en 1871 est garde national au 9e bataillon et préside le club des Montagnards; il est élu au Conseil de la Commune, le 26 mars et nommé Inspecteur général des Ambulances; il est condamné le 2 septembre 1872 à la déportation simple (matricule 1669). Déporté à l'île des Pins, il est autorisé à s'installer à Nouméa avec sa femme et ses enfants mais après l'évasion de Rochefort, sa femme est expulsée, et lui-même renvoyé à l'île des Pins. Il meurt au cours d'une tentative d'évasion avec 19 autres déportés, le 11 mars 1875.

(48) Eugene Francis McDonald, Harry-André Henry et Harold George Meek - The Australian bankruptcy law and practice : embodying the Commonwealth Bankruptcy Act 1924-1928 annotaed and explained and the rules and forms thereunder by E. F. McDonald, H.A. Henry et H. G. Meek - [Sydney], Law Book Company of Australasia (1928) - 821 p.



LIMITES DE LA LIBERTE

Une décision réglementaire a limité l'été dernier la diffusion d'un film dont les images associent la pornographie à la violence. Les défenseurs de la liberté d'expression et du cinéma se sont insurgés. Dans le même temps, la justice française se déclarait incompétente pour limiter la publicité faite sur un site Internet à des produits rappelant le nazisme.

Selon cette contradiction, faut-il s'attendre à voir projeter dans des salles publiques des films à la gloire de Hitler, de Staline, de Pol Pot ou d'autres ?

« La liberté opprime, la loi libère » disait Lacordaire. ❑

HARO SUR LES MÉDIAS

Les médias, dont le rôle de communicateur entre les individus est l'un des phénomènes majeurs du siècle qui s'achève, sont, à présent exclus des événements.

On a évoqué ici l'interdiction d'accès des journalistes et reporteurs aux « théâtres » (sic) d'opérations » comme ceux de la guerre du Golfe (1991), l'opération conjointe au Kosovo (1999), voire, d'autres sites comme le pompage de l'« Erika ». Plus récemment, la zone ou s'est écrasé un « Concorde » d'« Air France » a été bouclée à la Presse dans un premier temps.

A la nécessité pour les opérateurs, civils ou militaires, d'accomplir leur mission sans la présence d'une horde envahissante d'informateurs, s'ajoute, pour ceux-ci à l'obligation d'informer la crainte d'un regard éventuellement. critique. Privés d'information, les journalistes sont alors souvent obligés de recomposer l'événement. Un risque de désinformation supplémentaire qui illustre un peu plus les limites de la liberté d'expression. ❑

RHÉTORIQUE PARANOÏAQUE

C'est sûr, le ridicule ne tue pas comme les guerres ou le terrorisme, fût-il ordinaire, sur les routes.

L'air du temps, sans doute inspiré par les démagogies politiques ou commerciales, développe une emphase dont l'habitude fait oublier la stupidité. Il semble que le langage des sportifs s'illustre dans ce domaine.

On entend dire, à la radio, d'un compétiteur qu'« il est bien dans son mental ! ».

Le quotidien « Sud-ouest » (21 août 2000), peut-être pour souligner le bien-vivre gascon évoque une autre compétition d'une modestie rurale : « venue de Seine-Maritime, la famille X... a imposé sa suprématie, hier, au Fréchou, à l'occasion des vingtièmes championnats du monde de cracher de graines de melon. »

Ailleurs, les « meilleurs » cracheurs de noyaux de pruneau s'affrontent. C'est le calibre au-dessus. ❑

L'UNIVERS TOUJOURS RECOMMENCÉ

L'homme serait-il une erreur de la nature ou le régulateur de ses cycles ?

Il est, en tous cas, certain qu'en laissant se développer une pensée autonome et imaginative, elle a, en quelque sorte, programmé la fin d'un état.

Les spécialistes de recherche pure en physique imaginent un « big crunch » qui serait la conclusion d'une ère commencée par le « big bang ».

Plus réalistes, d'autres surveillent l'évolution de la recherche sur l'antimatière dont les particules pourraient, dans certaines conditions, annihiler celles de la matière dans un gigantesque feu d'artifice.

Et Dieu dans tout çà ? Comptable ou chronométreur ? ❑

COMMERCE

Un fabricant de jouets a mis en vente un jeu qui simule les derniers instants d'un condamné à mort par l'électricité :

« Pour 24 dollars, piles non comprises, les enfants américains - 13 ans et plus, recommande l'emballage - peuvent désormais connaître le frisson du bourreau, grâce à Death Row Mar y [...], la dernière création de McFarlane Toys, dans l'Arizona » rapporte « Sud-Ouest » (24 août 2000). ❑

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Une Commission pour l'an 2000 a eu, avec le Conservatoire National des Arts et métiers, à Paris, l'excellente idée de faire le point sur l'état des connaissances scientifiques à la fin du XXe siècle. Trois cent soixante six conférences (année bissextile oblige) auront ainsi été offertes aux parisiens avec un succès qui a dépassé les capacité d'accueil.

Des résumés ont été publiés : sommaires sur un site Internet, plus substantiels mais épisodiques dans « Le Monde ». « France-Culture » en a diffusé quotidiennement de larges extraits de 11 h 30 à midi.

« La Cinquième », fidèle à sa vocation culturelle, a saisi l'occasion et en a programmé la retransmission, au jour le jour... à 5 heures du matin !

Bel exemple d'incohérence entre l'intention et l'action. ❑

PÉPITE

Dans la boue des programmes de télévision, on trouve, en cherchant, la pépite dont l'éclat fait oublier l'environnement.

Jadis, la RTF et, ensuite, l'ORTF avaient choisi de mettre la culture à la portée du plus grand nombre. Le patrimoine national y avait sa place. L'un de premiers spectacles dramatiques transmis fut d'ailleurs réalisé avec le concours de la Comédie française. La diffusion des œuvres des auteurs classiques était alors une mission. La course à l'audience a révolutionné cette démarche qu'une majorité de téléspectateurs jugeait sévère. La marché privilégie désormais, au nom de l'efficacité commerciale, la passivité des grands nombres plutôt que l'attente d'une qualité offerte et reçue au prix d'un certain effort.

« Arte » a diffusé, en septembre dernier, « Bérénice » de Racine dont le texte et la langue ont été admirablement servis par des stars comme Gérard Depardieu et Carole Bouquet, plus familières des succès commerciaux que de la chiche audience d'une programmation audacieuse, mais, également par. la mise en scène et en images d'un réalisateur discret et talentueux, Jean-Daniel Verhaeghe, qui n'a pas oublié son apprentissage à l'exigeante « École des Buttes-Chaumont ». Quelques jours plus tard, les spectateurs de « Métropolis », sur la même chaîne, ont pu en déguster un savoureux pastiche... plus fort que ceux de Georges Fourest dans « La négresse blonde ». ❑

ILLUMINATION

« Une des faiblesses du service public, dénoncée depuis longtemps, tenait à l'absence d'une institution capable de définir l'horizon stratégique commun et les moyens financiers nécessaires pour l'atteindre. La création de la société holding France-Télévision corrige cette anomalie... » déclare au « Monde » (13 septembre 2000), Marc Tessier, le président de la dite holding.

A-t-il oublié qu'au début des années 70, le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, dans le souci d'assouplir et de sécuriser le fonctionnement de l'ORTF avait mis en place un « contrat de plan pluriannuel » ? Ce souci de libéraliser - au vrai sens du terme - et de sécuriser l'audiovisuel public fut abandonné sous la pression d'une droite qui allait triompher quelques années plus tard. L'une des urgences de la présidence Giscard d'Estaing fut de briser l'unité de l'ORTF. L'actuel Président de la République en fut l'exécuteur. C'était le signal de début d'une déréglementation qui a conduit à l'alignement concurrentiel des programmes et de la gestion, sur le modèle commercial que nous connaissons aujourd'hui. Est-il contestable ?

Il n'est jamais trop tard pour emprunter le « chemin de Damas ». ❑

LOIN DES SENTIERS BATTUS

L'information, c'est comme la bonne publicité, il faut savoir où aller la chercher pour ne pas subir le conditionnement d'une pensée normalisée.

D'un long article publié dans « Le Monde diplomatique » au mois d'août dernier par le sous-

commandant Marcos, chef de l'« Armée zapatiste de libération nationale » (EZLN) (qui étonne par l'étendue et la qualité de ses références intellectuelles : John Berger, Jorge Luis Borges, Vázquez Montalban, Régis Debray, Umberto Eco...) on retiendra cette réflexion : « Les médias sont le grand miroir montrant non ce qu'est une société, mais ce qu'elle doit être. »

La qualité du regard porté sur le monde actuel dénonce le cynisme des nantis * et exorcise le « désenchantement » des intellectuels résignés**. ❑

* Cf. l'essai d'Alain Minc : « WWW. CAPITALISME.FR » (Grasset, 109 F.)
** Cf. l'essai de P.A. Taguieff : « L'EFFACEMENT DE L'AVENIR » (Galilée, 250 F.)

150 ANS APRÈS...

« Enfants trouvés, enfants ouvriers, 17e-19e siècle » *, un livre de Jean Sandrin, nous a fait revivre, il y a une vingtaine d'années, la dureté des conditions de travail des enfants dans l'enfer de l'ère industrielle et découvrir le terrible rapport du Docteur Villermé : « Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, laine et soie » **. Une loi réglementant le travail des enfants fut adoptée, non sans difficultés, en 1841. Elle ne fut réellement appliquée qu'après la guerre franco-allemande de 1870-1871.

C'était, il y a plus de cents ans.

Le Courriel d'information ATTAC (n° 168) du 15 septembre dernier nous apprenait que ces pratiques sont maintenues ; aujourd'hui, dans une Chine « modernisée ». Dans la fabrique City Toys, située aux environs de Shenzhen dans le sud de la Chine « la majorité des 400 travailleurs qui produisent les jeux destinés aux Joyeux Repas (Happy Meals dans les restaurants français) des McDonalds n'ont pas encore 14 ans. La journée de travail est de 16 heures tous les jours de la semaine et ils dorment entassés dans des chambres tout près de la manufacture. »

Encore un effort, camarades, le paradis libéral est en vue ! ❑

* Éditions Aubier-Floréal (1982)
** Publié en 1840. Réddité par EDI, en 1989.

Les notes de lecture de J.J. Ledos

PURGER LES TÊTES

Dans l'univers conformiste que nous imposent des médias consensuels, toute marginalité doit être observée avec attention.

Les initiateurs du film "Pas vu, pas pris" qui dénonçait, il y quelques années, la connivence des sociétés de télévision dans la désinformation, lancent une feuille "PLPL*" qui fustige quelques un(e)s des faux impertinents trop habiles à entretenir l'illusion de la liberté d'expression, alors qu'ils sont les employés de groupes d'affaires dont l'implication dans les médias ne laisse pas de chance à l'indépendance de ses porte-parole : Karl Zéro, employé du groupe Vivendi-Canal Plus, Bernard-Henri Lévy, ami de Jean-Luc Lagardère (Matra), Edwy Plenel, directeur de la rédaction du "Monde", animateur sur LCI, (groupe Bouygues), Michel Field, attrape-gogos à tout-faire.

La liste va sans doute s'enrichir sur cette feuille dont l'indépendance aura ses limites. Faute de ressources, elle disparaîtra. A moins que, pour survivre, elle ne vende aussi son âme. A suivre, en attendant.

** PLPL, BP 114, 30010 Nîme s Cedex 4 <www.plpl.org>..*



L'HORREUR PUBLICITAIRE : "99 F"*

par Frédéric Beigbeder

Ils ne sont pas vraiment nombreux, mais ils ont des convictions solides, les insoumis à la modernité, les intégristes de la publiphobie, les réfractaires à la pensée unique, sans doute grognons chroniques, aigris, atrabilaires, voire frustrés qui refusent la publicité dans les messages de laquelle ils ne voient que du "vent" et une contrainte qu'ils n'hésitent pas à qualifier de totalitaire.

Il manquait à ce concert de contestation un témoignage de l'intérieur des officines où l'on prépare les potions magiques et maléfiques.

Un "défroqué" s'exprime. Frédéric Beigbeder se permet (il semble savoir de quoi il parle) d'aller plus loin. Le totalitarisme qu'il dénonce n'est pas, pour lui, éloigné des méthodes nazies ! Il cite "Mein kampf" : vous désirez la sympathie des masses, vous devez leur dire les choses les plus stupides et les plus crues ou Gœbbels : Les formules sont lapidaires, à la mesure du cynisme qui constituerait, selon lui, la déontologie de la profession. La publicité consiste à On observe, au passage, que si l'auteur n'avait pas fait la tournée des médias pour faire la promotion de son livre, on n'aurait pas eu le désir - mot-clé dans cette activité - de l'acquérir bien qu'il s'agisse d'un véritable besoin et, qu'à ce prix-là, on ne saurait s'en priver.

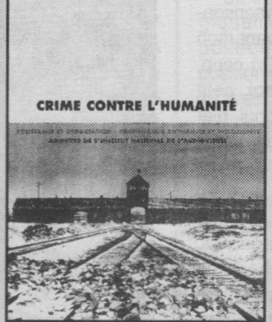
Autre leçon de morale entretenue dans les agences : Il est également recommandé de s'adresser à la « mongolienne-de-moins-de-cinquante-ans ».

On croit deviner que les publicitaires attelés à cette besogne, fort rémunératrice, certes, s'ennuient tant ils cherchent un semblant d'apaisement dans les paradis artificiels.

Frédéric Beigbeder semble avoir découvert qu'il existe une vraie vie, hors la publicité. Tente-t-il, dans un dernier sursaut de nous vendre un nouveau produit ? Enfin, une bonne idée.

J.-J. L.

** Éditions Grasset, prix : 99 F.*
[Justificatif à expédier Frémeaux & associés, 20 rue Robert Girardineau, 94300 Vincennes]



"CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ*"

Au moment où des exactions contre les biens juifs rappellent celles qui se sont déroulées dans l'Allemagne nazie des années 30, il est nécessaire de (re)découvrir les propos antisémites que diffusait, dix ans plus tard, la station collaborationniste "Radio-Paris".

La société Frémeaux Colombini réédite quelques extraits de ces discours qui dénonçaient alors la "malfaisance juive" : "Va t'en donc juif, prends ta besace ! (Jacques de Féraudy)", "nous sommes gangrenés par la pourriture juive (Comte de Puységur)".

Le même album reproduit les diatribes des collaborateurs acharnés à associer l'influence juive ("une propagande commencée en 1789...") et les actions de la Résistance française.

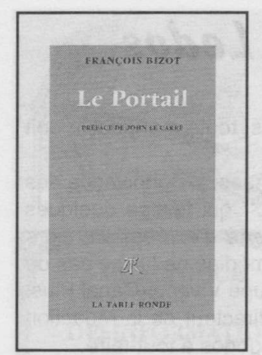
La réédition ne livre pas d'opinions : seulement des propos enregistrés et conservés dans les archives radiophoniques.

[Un autre album publié par le même éditeur évoque la première action de résistance contre l'occupant allemand, place de l'Étoile, à Paris, le "11 novembre 1940" (129 F.)]



J.-J. L.

** Frémeaux & associés, 20 rue Robert Girardineau, 94300 Vincennes, 199 F.*





LE PORTAIL*
par François Bizot, préface de John Le Carré

CHRONIQUES DU GOULAG**
par Jacques Rossi

"Adultes et adolescents furent massacrés sans attendre, publiquement, à coups de dos de bêchoir sur la nuque. Quant aux nourrissons, qui avaient été retirés à leurs mères et mis de côté pendant le supplice, qu'en ont-ils fait? Tu peux te poser la question, hein? Eh bien, leur liquidation fut confiée à un jeune qui était avec eux. Un garçon de quatorze ans! Nous connaissions tous ses parents qui étaient d'un village voisin. Son instruction idéologique ne datait que de quelques mois. Voyant l'adolescent hésiter devant tout le monde, un des chefs – probablement son instructeur – l'approcha, passa le bras sur ses épaules, et l'exhorta à voix basse. Alors camarades, j'ai vu cela de mes yeux : le jeune prit son courage à deux mains, s'avança, agrippa un par un les bébés par le pied et, sans précipitation, toqua fermement chacun des petits corps contre le tronc de l'arbre, le vieux manguier à l'ouest de la place..."

Cette scène hallucinante qui en rappelle d'autres, Jean-François Bizot se l'ai vu rapportée au Cambodge en 1971. Le jeune assassin et ses chefs sont des Khmers rouges : "Ignores-tu que la révolution est pauvre? Que celui qui aime l'Angkar [la direction du parti communiste] doit économiser les balles de son fusil pour combattre l'impérialisme américain?" commente Bizot qui exprime ici, sous un cynisme apparent, le profond dégoût qu'il éprouve pour ce "marxisme-léninisme paroxystique". Car il s'agit selon les Khmers rouges de fonder un monde des modèles communismes antérieurs (Chine, Albanie) tout en les "dépassant" "Je devais rédiger ma déclaration d'innocence. J'ignorais que le document que j'allais produire serait comparé à la minute de mon procès public, qu'il servirait de référence à tout ce que je pourrais dire ensuite, et que j'aurais à en écrire une bonne douzaine d'autres", explique Bizot. L'"expérience" khmère rouge se trouve ainsi reliée aux expériences antérieures que ce soit en Chine, en URSS ou ailleurs car cette pratique de la déclaration obligatoire imposée aux prisonniers est partout présente où le système communiste mondial a opéré.

Prisonnier trois mois durant en 1971, lui qui était venu au Cambodge comme ethnologue en 1965, a assisté à la prise de Phnom Penh. Son livre témoigne de ce temps où le meurtre, le pillage et le mensonge n'étaient pas seulement licites mais méritoires. Face à ses gardiens et aux bourreaux, François Bizot sait qu'il joue sa vie et qu'il a pour seule arme l'intelligence de la situation et la compréhension de leurs dispositions psychologiques. S'il réussit à nous faire sentir la tragédie cambodgienne au travers sa propre expérience, c'est qu'il demeure à jamais un homme meurtri et amer : amer face aux discours idéologiques qui ont contribué à masquer la réalité des intentions communistes au Cambodge : n'a-t-il pas transmis leur programme où ce qu'il advint en 1975 était annoncé? Ce que personne n'a voulu ni croire ni prendre au sérieux. Amer devant l'incommensurable imbécillité des partisans occidentaux des khmers rouges qui mentent sciemment sur la réalité de leur indépendance vis-à-vis des Nord-Vietnamiens. Le livre de François Bizot est un grand livre parce qu'il raconte le saccage d'une civilisation, la destruction d'une culture et d'un génocide au nom d'une idéologie. Il est remarquable aussi par son écriture : l'évocation de la nature éblouissante donne à rêver d'un Cambodge pacifié.

Les lecteurs de *Gavroche* se souviennent peut-être de la longue interview de Jacques Rossi parue en 1990. Jacques Rossi y racontait son itinéraire depuis son enfance polonaise jusqu'à son voyage involontaire au Goulag. "Le choc que j'ai senti au contact du Goulag ce n'était pas tellement la fâcheuse surprise de m'y trouver alors que, il y a peu, je risquais ma vie pour cette même idéologie que le Goulag servait. Non. Ce fut la rencontre avec des millions de paysans victimes de la collectivisation forcée. Les voici, qui, tels des chroniqueurs, me racontent dans aucune rancune l'inimaginable enfer que le parti et le gouvernement leur firent subir. Leurs récits reprenaient exactement ce que disait la presse "bourgeoise" dont je rejetais les "mensongères calomnies" avant mon arrivée en URSS. Du coup, j'en ai eu honte, moi, petit intellectuel étranger qui, hier encore, était fier de servir leurs cruels et cyniques bourreaux", nous disait-il alors. Depuis, il a réussi à faire éditer son *Manuel du Goulag* (Le Cherche Midi, 1997) et vient de publier une série de croquis et de portraits de prisonniers rencontrés au gré des camps. Il fait œuvre de conteur pour mieux faire saisir l'essence du système concentrationnaire et ce qu'il révèle de la société soviétique. Chacune de ces nouvelles vécues conduit à la réflexion. Sans détour, Jacques Rossi livre la sienne. Il n'a pas changé d'opinion au sujet de ceux qui s'évertuent encore à noyer le poisson, c'est-à-dire à contourner la question centrale que pose l'expérience planétaire de l'utopie communisme. Certains historiens soutiennent que l'essence du communisme est complexe, qu'elle n'est pas *uniquement criminelle*. En effet, est-on tenté de dire, elle fut bien plus que cela : liberticide, "culturicide", etc. Pour l'instant contentons-nous d'enregistrer cette déclaration comme un progrès de la conscience. Il y a seulement une dizaine d'années, les petits marquis de la révolution n'aurait même pas admis qu'il fût possible de considérer les expériences communistes comme marquées du sceau de "l'assassinat comme méthode de gouvernement", selon l'expression de Jean-Louis Margolin au sujet du Cambodge. Historiens, encore un effort!...

J.L. Panné

** La Table Ronde, 2000 ; 398 p., 120 F.*
*** Le Cherche Midi éditeur, 2000 ; 233 p. 98 f.*



LE SIECLE DES COMMUNISMES
par Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Sergio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow

Et si le livre noir n'avait pas tout dit...

De nombreux travaux historiques et politicologiques ont en effet réduit le communisme à une illusion, sorte de religion séculière à laquelle auraient adhéré les peuples, et/ou à un système coercitif faisant du crime et de la répression les instruments de sa domination. Les contributions du présent ouvrage démontrent que le communisme est aussi un phénomène pluriel qui s'insère dans une grande variété de contextes géographiques, de séquences historiques et qui touche plusieurs groupes sociaux au cours du XX[e] siècle. Dans ce sens, cet ouvrage analyse "les" communismes autant que "le" communisme.

Pour autant, le communisme s'est vécu au singulier par référence au modèle du "socialisme réel" existant en URSS. Cette référence a suscité une Eglise, des clercs, un appareil, un centre de décision, sorte de "Vatican moscovite" qui a buté en définitive, par comparaison avec l'Eglise romaine, sur l'impossibilité de gérer la diversité en son sein. Comment expliquer alors la forte adhésion qu'a suscité le projet communiste au cours du siècle écoulé? Les études de cet ouvrage montrent qu'on ne peut se contenter d'expliquer le communisme en se livrant à une analyse comparée avec les fascismes quelle qu'en soit la légitimité. Il s'agit aussi de référer le "communisme" à la "démocratie". La séduction que le communisme a pu exercer s'enracine aussi dans la quête d'une représentation politique démocratique que la démocratie représentative réalise, mais imparfaitement.

Cet ouvrage présente successivement un état de l'historiographie sur le communisme (partie I), une approche des différentes étapes de son histoire (partie II) une description historique des différents acteurs collectifs et groupes sociaux qui se sont référés à son projet (partie III) et une analyse des débats actuels sur l'interprétation de ce phénomène (partie IV). En se donnant comme horizon de pensée la diversité des communistes et des communismes, tout en étudiant la chape de plomb qui pro-

gressivement vint enfermer les possibles, cet ouvrage rédigé par des universitaires et des chercheurs du CNRS tente de se prémunir d'une conception par trop idéologique de l'interprétation du communisme. En proposant une chronologie et une sociologie des communismes au cours du XXe siècle, ce livre est appelé à devenir un ouvrage de référence pour les étudiants en histoire et pour ceux qui s'intéressent à l'interprétation du XXe siècle. Un ouvrage qui laisse ouvert le champ des investigations.

Les Editions de l'Atelier - 12, avenue Sœur Rosalie - 75013 Paris - 542 pages - 160 F.



CES ALLEMANDS QUI ONT AFFRONTE HITLER
par Gilbert Badia

Aujourd'hui encore plus d'un demi-siècle après la fin du Troisième Reich, on se demande pourquoi le nazisme a pu, jusqu'au bout, commettre ses crimes sans que le peuple allemand y mette un terme. Autrement dit, pourquoi les opposants au régime hitlérien, malgré leur courage et le sacrifice de leur vie, ont échoué ?

En dépit des recherches approfondies menées en Allemagne dans les années 90, on connaît encore mal, en France, le parcours et les objectifs des divers réseaux allemands de résistance.

Longtemps en Allemagne, comme en France, a été présentée au lecteur une vision sélective et tronquée des résistants allemands au nazisme. Sur la base des recherches les plus récentes, Gilbert Badia, dresse un panorama des principaux réseaux d'opposants à Hitler en Allemagne sans oublier ni la résistance des émigrés allemands en France ni le Comité National Allemagne Libre fondé à Moscou en 1943. S'il s'efforce de décrire la composition sociale, les méthodes et les objectifs de ces réseaux, l'auteur s'interroge sur les raisons profondes de leurs échecs sans sous-estimer la terrible efficacité de la Gestapo.

Cet ouvrage est destiné à tous ceux qui veulent comprendre pourquoi et comment Hitler a pu, douze années durant, faire assassiner les allemands qui dénonçaient ses crimes et tentaient de sauver l'honneur de leur pays.

Les éditions de l'Atelier - 256 pages - 120 F - 12, avenue Sœur Rosalie - 75013 Paris.



COMPRENDRE LA LANGUE DES ŒUVRES CLASSIQUES
*par Bruno Hongre et Jacques Pignault**

Quelques esprits forts** ont fait les délicats** dans les pages du "Monde" à propos de la "Bérénice" de Racine que la chaîne "Arte" a eu l'autorité** de diffuser pour le plus grand profit de l'honnête** homme.

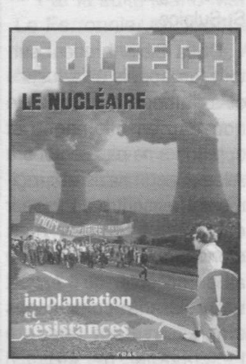
Le retour, pour un soir, à ce qui fut, jadis, le grand dessein** de la RTF puis de l'ORTF doit être salué. Le service public assumait alors la mission culturelle de la télévision et programmait régulièrement les œuvres du répertoire. La "Bérénice", représentée** par Carole Bouquet dont les braves** Gérard Depardieu - Titus - et Jacques Weber - Antiochus - se disputent les appas,** fut un moment de félicité** pour ceux qui avaient encore en mémoire les tirades jadis recordées**. Un vrai régal **

Deux grammairiens érudits, Bruno Hongre et Jacques Pignault, nous éclairent** en publiant un lexique qui rend** l'usage des auteurs classiques, de Corneille à Chateaubriand. Loin d'être pédants**, ils soutiennent** avec autant d'art** que d'industrie** une police** de la langue qui entretenait, alors, la politesse** des esprits. On y redécouvre, avec un égal plaisir, le "sens plus pur [des] mots de la tribu" et les citations des œuvres dans lesquelles ils furent utilisés.

"Ouvrage pur d'une éternelle cause... ?"

J.-J. L.

* Editions Hatier,
** Mot utilisé dans le sens donné par les auteurs du livre.



GOLFECH LE NUCLÉAIRE, IMPLANTATION ET RÉSISTANCES

Ce livre retrace chronologiquement les décisions politiques, les prises de position individuelles ou collectives, les manifestations, les réunions, les meetings et les actions diverses menées jusqu'en 1999 à propos de la centrale électronucléaire de Golfech dans le Tarn et Garonne. Cette petite commune agricole, située en bordure de la Garonne, avait été choisie dès 1953 par l'ED. Ce choix fut confirmé par le préfet de région en 1965 puis adopté à l'unanimité par le conseil général du département en 1967.

L'opposition à cette centrale est une des luttes les plus marquantes qu'ait connu le Sud-Ouest de la France au cours de ces dernières décennies. Ces événements n'étant pas isolés d'un contexte général, ils sont précédés d'une succincte préhistoire des découvertes de l'atome, de la radioactivité, des premiers pas de l'ère nucléaire. Ce livre traite aussi de l'implantation du nucléaire en France, de ses structures institutionnelles, politiques et économiques et des différentes formes de résistances que cela a suscités. Il est complété de quelques dossiers particuliers, les lignes THT, les retenues d'eau, les déchets...

Cette publication a été réalisée à l'aide de fonds documentaires provenant de tous horizons, elle est agrémentée de nombreuses reproductions, d'affiches, de photos et de dessins produits au cours de cette période.

Les auteurs de ce document, libertaires opposés à partir des années 1970 à la nucléarisation du monde, ont souhaité effectuer un " travail de mémoire " mené jusqu'à nos jours et créé ainsi un outil reliant le passé aux réalités sociales et aux résistances d'aujourd'hui.

Un livre fort pertinent sur un sujet vital, qui ne manquera pas de ravir les antinucléaires que nous sommes... pour majorité.

Un fort volume de 600 pages avec 240 illustrations pour 150 francs (port compris).

S'adresser à Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale, BP 492, 31010 Toulouse Cedex 06.



LAURENT OU L'ITINÉRAIRE D'UN PRETRE OUVRIER
par Michel Lemonon

Je connaissais le nom de Michel Lémonon pour l'avoir rencontré dans des journaux ou des comptes-rendus syndicaux, sur le barrage de Donzère-Mondragon vers 1950. Qu'était-il devenu ? Voilà qu'il prend la parole pour racontrer son parcours. Cela m'intéresse : cela recoupe une partie de l'histoire du Vaucluse, l'histoire de l'Eglise, celle des catholiques français, celle du mouvement ouvrier. Avouons aussi que les Catholiques et les contestataires suscitent particulièrement mon intérêt. J'ai connu jadis Christian Corre, un curé qui fut mis en prison pendant la guerre d'Algérie, sans doute pour aide aux Algériens, la presse algérienne lui avait rendu hommage, et que j'ai retrouvé à Alger en 1964. Seul un sectaire, caricature de la pensée libre peut fermer les yeux sur la réalité et les hommes. Comment mieux comprendre les pro-

LES UNIVERSITÉS POPULAIRES EN COLLOQUE À VICHY

Les Universités Populaires de France ont organisé leur rencontre internationale les 4 et 5 novembre dernier à Vichy.

Sur le thème "Le temps du sens, un projet pour l'éducation des adultes", ce colloque international a rassemblé les responsables des Universités Populaires de France, d'Allemagne, d'Espagne et de Suisse.

Un café-philo, un Carrefour Européen et des ateliers ont permis aux représentants du principal mouvement d'éducation populaire des adultes en Europe de faire le point sur les initiatives qu'ils prennent aujourd'hui pour mettre en œuvre le principe de l'éducation tout au long de la vie.

Association des UP de France : 13, rue des Franciscains. F 68100 Mulhouse.

MOIS DE LA PHOTO A PARIS

La photographie et les expositions universelles à Paris de 1867 à 1900.

Exposition proposée par le Centre historique des Archives nationales (Ministère de la Culture, Direction des Archives de France). Commissariat : Mme Christiane Demeulenaere-Douyère, conservateur du Patrimoine-section du XIXe siècle.

Musée de l'histoire de France. Hôtel de Soubise. 60, rue des Francs-Bourgeois. 75003 Paris.

Du 30 octobre 2000 au 31 décembre 2000.

A la fin du XIXe siècle, Paris s'impose comme le "Grand Théâtre" du monde (occidental), où s'affichent aux yeux du reste de l'univers la prospérité et les avancées technologiques issues de la Révolution industrielle. Parallèlement, c'est aussi le lieu où l'Occident met en scène ses représentations idéalisées, voire fantasmées, du reste du monde. L'innovation y cède souvent à la tentation exotique, au pastiche, à la démesure, au "kitsch". Les grandes expositions organisées à Paris de 1855 à 1900 en sont un des meilleurs révélateurs, concentrant toutes les découvertes du siècle et attirant une foule cosmopolite.

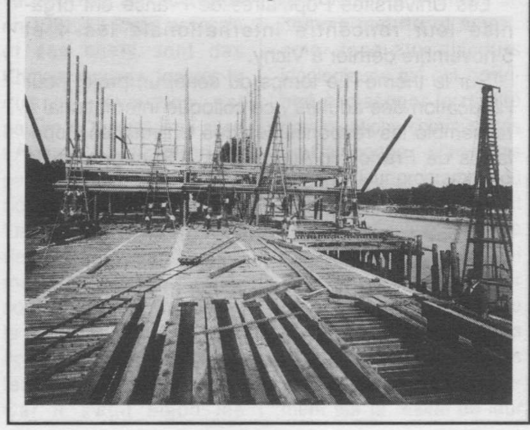
Dès le début, les expositions accordent une place importante à la photographie. Ce médium, d'apparition encore récente, y trouve un terrain à la fois d'application et d'expression privilégié.

Proposée à la curiosité d'un public bigarré, la photographie s'insinue également dans les dossiers de l'administration, chargée de concevoir l'infrastructure des expositions.

Miroir tout autant qu'actrice de ces événements, la photographie a en grande partie contribué à leur aura internationale et historique, à travers le regard croisé des opérateurs tant professionnels (les Fernique, Robert, Mieusement, Nordheim, Petit...) qu'amateurs (17 % des visiteurs de l'Exposition universelle de 1900 y entrent avec un appareil photographique). Du reportage officiel à la photo "souvenir", en passant par le cliché commercial, les visées sont diverses.

Ces multiples rôles de la photographie, le Centre historique des Archives nationales se propose de les éclairer grâce aux documents qui lui sont parvenus des expositions universelles. Le phare de ses collections, unique et inédit, reste sans nul doute le fameux album de l'Exposition de 1867, réalisé pour l'empereur Napoléon III ; il conjugue les dessins aquarellés (élévations, coupes...) de F. Roux et des photographies de Pierre Petit, photographe officiel de l'exposition, et instaure du même coup un va-et-vient permanent entre imaginaire et réalité.

Vue des charpentiers de Paris travaillant sur le Palais de l'économie sociale et des congrès. Cours la Reine.



blèmes qu'en lisant les souvenirs de Michel Lémonon ?

J'ai été rendre visite à Charles Monier, un vieux militant communiste qui a connu Michel Lémonon en 1951 : en fait Lémonon partait quant Monier arrivait à Bollène. Mais au printemps 2000 lors d'une exposition à Bollène-écluse sur le barrage, les deux hommes se retrouvaient. Les quelques indications de Charles Monier éclairent le sujet : les parents de Michel Lémonon ont abrité Elsa Triolet et Aragon pendant la guerre.

Sous le nom de Laurent, Michel Lémonon raconte donc sa propre évolution. Né le 21 mai 1912, après les jeux d'enfants, il prend peu à peu conscience de la réalité sociale, "il rejette en bloc une société qui engendre et accepte la misère" (p. 28), mais il poursuit ses études et va en Allemagne. De retour il entre au grand séminaire de St-Sulpice.

De la Bible il retient surtout les appels à la justice et à l'amour. Il voyage de nouveau en Allemagne et apprend à ne pas confondre Allemands et nazis. Au régiment il rencontre un mineur et en vient à se poser "avec étonnement qu'une société ait pu accepter qu'il existât un prolétariat comme des siècles avaient accepté l'esclavage" (p. 44)... Il entre donc aux mines de la Loire à St-Etienne : cela vaut au lecteur plusieurs pages sur la condition ouvrière replacées dans leur cadre historique. Le voici de nouveau au séminaire, puis vicaire. Mais c'est la guerre, la défaite, l'occupation. Il faut héberger les Juifs persécutés, les sauver et rappeler dans un sermon le 15 août que Jésus et sa mère Marie étaient juifs (p. 93). Il prononce aussi une conférence qui se termine par "le national-socialisme est à rejeter par tout homme, à plus forte raison par tout Français, à plus forte raison par tout chrétien !" (p. 94)

Dommage que tous les membres de l'Eglise n'aient pas été semblables à Michel Lémonon ! "le cléricalisme voilà l'ennemi" Laurent en était plus convaincu encore que Gambetta qui avait prononcé la sentence, car à ses yeux, le cléricalisme était le pire ennemi de l'Eglise" (p. 104).

Toute cette première partie est fort intéressante, pourtant l'essentiel est la vie du prêtre-ouvrier (plus de cent pages). Et le voilà qui presque au jour le jour évoque l'embauche, l'examen médical, les conditions de travail, les conditions de vie, les autres travailleurs, la fraternité, l'adhésion au syndicat (la CGT, car en 1935 il avait adhéré à la CGTU). Beaucoup d'Algériens qui comprennent mal le français. Finalement il est pris pour les caissons. Il "devait comprendre bientôt pourquoi c'était ce genre d'entreprise qui renouvelait le plus fréquemment ses offres d'embauche : nulle part le matériel humain ne s'usait aussi vite" (p. 174) (plusieurs centaines de morts sur le chantier). Laurent est nommé délégué par ses camarades. Pour protester contre les accidents, les ouvriers se lancent dans la grève, d'abord dans son entreprise, puis c'est la grève générale du canl qui va durer un mois. Des évêques exhortent les fidèles à donner généreusement pour les grévistes. "Par contre le vieil archevêque d'Avignon, Mgr de Llobet, se montra sourd et muet à l'appel" (p. 199). Le voilà délégué au Comité d'entreprise à Nantes, et choisi pour représenter les ouvriers du chantier à la Conférence ouvrière européenne contre la remilitarisation de l'Allemagne les 23 et 25 mars 1951 à Berlin. Il est révulsé par le culte de la personnalité (p. 230). A-t-il été manipulé ? Son discours est-il exactement rapporté ? L'évêque pour empêcher tout écart demande à Laurent de s'abstenir de toute activité syndicale et de ne plus être syndiqué (p. 245).

Bientôt, en 1954, les prêtres-ouvriers sont condamnés par l'Eglise. Que faire ? Laurent avait "toujours tenu pour un de ses principaux devoirs d'annoncer la "Bonne Nouvelle". Maintenant il hésitait : son Eglise semblait contester le message qu'il croyait devoir proclamer. Il était monté en chaire exceptionnellement lors d'une fête religieuse pour développer le thème, qui lui tenait à cœur, de la fraternité des peuples..."

"pouvait-il se donner comme le représentant d'une Eglise qui allait peut-être refuser qu'il la représente" (p. 10 et 11). Histoire des prêtres-ouvriers : un passé révolu ? Non, je tire la conclusion de la rencontre d'un militant communiste à la moitié du livre (pp. 191-192) : "des thèses de Karl Marx sur Feuerbach, Laurent avait accepté sans difficulté la onzième "Les philosophes ont interprété différemment le monde, ce qui importe c'est le changer". Le précepte essentiel de notre Père, n'était-il pas que chacun de ses fils soit un agent de transformation ? Même peine, même danger, même volonté d'améliorer sa propre condition et la condition de tous les humains, ces mortels. Même volonté de changer dans le monde ce que l'on devrait et que l'on pouvait changer".

Michel Lémonon s'est marié et, si je comprend bien la postface, a abandonné l'Eglise. La conclusion ci-dessus résume le livre et nous montre la voie.

A vous de le lire, et espérons rencontrer bientôt Michel Lémonon en novembre lors d'une exposition sur le barrage à Bollène, et peut-être à Avignon.

Un dossier des RG sur Michel Lémonon existe aux Archives départementales du Vaucluse, ses données recoupent ce qu'il a écrit. Le préfet signale : "Il s'agit là d'un militant notoire qui pendant de longs mois a donné du fil à retordre aux patrons de l'entreprise où il travaillait en Vaucluse". Et retenons une autre phrase du rapport du préfet de Vaucluse à son collègue de SAvoie alors qu'on pense que Michel Lémonon va aller travailler à la construction du barrage de Tignes : "élément très dangereux sur un chantier".

André Simon

PS. Sur les travaux du barrage on peut lire le document rédigé par Claudette Granoux à partir des notes de son père Maurice Granoux, secrétaire départemental de la CGT dans L'histoire de la CGT en Vaucluse, éditions Vie Ouvrière, 1995.

Lire aussi le roman de Pierre Hamp, Kilowatt.

Editions Karthala, Paris, 2000, 140 F

COLLOQUE

LES PAPES D'AVIGNON ET LA CULTURE

Les papes d'Avignon et la culture tel était le sujet trois jours durant. Je laisse de côté les aspects religieux, même si je ne méprise pas la musique religieuse, mais le temps manque parfois. J'ai aussi été absent à deux exposés sur les dix. Difficile d'en rendre compte, vu la diversité des sujets traités par les spécialistes. Bernard Guillemain rappelle ce que furent les papes d'Avignon, et pourquoi ils s'établirent dans la ville : une Italie en proie aux troubles, déchirée par les luttes entre cités, entre Gibelins, partisans de l'Empereur, et Guelfes, partisans du pape. Donc le 9 mars 1309, par un froid matin, Clément V, candidat de compromis, dont la santé laissait espérer une proche fin, élu depuis 4 ans s'installe à Avignon. Le roi de France Philippe le bel exige les procès du pape Boniface VIII, et de l'ordre du Temple, et la réforme de l'Eglise est nécessaire (elle ne sera jamais faite). Jusqu'en 1378 six papes français vont se succéder. Nous n'allons pas raconter la vie et l'œuvre de chacun. Il faut rappeler leur œuvre de constructeurs : des églises, le palais des papes, les remparts d'Avignon, la chartreuse de Villeneuve, le mécénat (achat de livres, peintures de Mateo Giovanetti, de Simone Martini..., œuvres musicales, avec l'introduction du chant polyphonique à l'aide de chantres de l'Europe du Nord Ouest, un motet est créé à Noël 1342 à la cathédrale des Doms par Jean de Vitry). Tout n'est pas apprécié, d'où les attaques furieuses de Dante et de Pétrarque, contre l'Eglise, "la grande prostituée". "Gascons et Cahorsins s'empressent de boire notre sang" écrit Dante, et Sainte Brigitte de Suède : "Innocent (...) a dévoré les brebis et égorgé les véritables pasteurs".

Ces papes ont-ils une vision "mondiale" ? ils s'intéressent aux voyages des franciscains (Jean de Plan Carpin, Guillaume de Rubrouq) vers la Chine et les chargents d'ambassades. Mme Hayez signale qu'un franciscain, Catala de Séverac (sans doute le lieu d'origine et non un titre de noblesse) a rédigé à Avignon une relation d'un voyage aux Indes (bientôt édité on peut l'espérer). Mme Léonelli explique l'évolution des images des saints et de la Vierge à Avignon : peintures narratives, allégories, Vierge d'humilité assise par terre, pour plaire aux franciscains, Vierge allaitant, proche du peuple, Vierge de Gloire, avec les 12 étoiles de l'Apocalypse : de quoi mieux apprécier notre patrimoine artistique. Deux graves questions : celles des Jubilés et des Indulgences, celle de la Pauvreté. Comment obtenir la rémission de ses péchés ? en partant en croisade : fin du XIIIème siècle, les croisades sont finies. D'où la création du premier Jubilé en 1300 : le voyage à Rome doit jouer ce rôle, tous les cent ans. Mais cent ans c'est long, alors en 1343 Clément VI décide que le jubilé aura lieu tous les 50 ans... encore trop long. Avec le Grand Schisme les Papes de Rome, après le départ d'Avignon, et ceux de la Renaisance pour leurs travaux, ont besoin d'argent et la vente des indulgences peut en procurer. D'où les protestations de Luther et la naissance des Eglises protestantes.

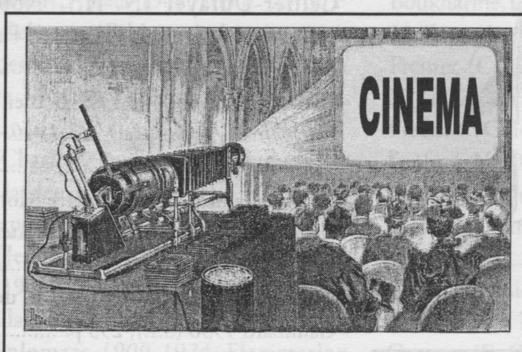
François d'Assise prônait la pauvreté comme le Christ. L'Eglise doit-elle suivre son enseignement ? C'est ce que pensent les Fraticelles (Spirituels franciscains). Sont-ils hérétiques ? un demi siècle de discussions...

Pour ne pas lasser le lecteur, je retiens quelques anecdotes : ainsi la fréquence de la magie, des maléfices et de la sorcellerie avec des images de cire, y compris chez des évêques (celui de Cahors) : est-ce de l'hérésie ? cela peut alors condurie devant l'Inquisition... Un evêque franciscain jette un de ses subordonnées par la fenêtre...

Pour finir un extrait du pape Urbain V sur les écoles : "il leur sera toujours utile d'avoir étudié".

Voilà fort résumées des interventions qui ont duré deux jours, 15 et 16 septembre, devant un public qui a atteint parfois plus de deux cents personnes. Espérons que les actes du colloque seront bientôt publiés et que les curieux pourront ainsi mieux connaître l'histoire d'Avignon et celle des papes.

André Simon



Marret Marius (dit Mario) ni à Clermont-Ferrand le 27.5.1920, décidé le 5.1.2000 à Avignon

Mario Marret a animé le Ciné-club d'Apt dans les années 1955-1960. Il avait réalisé auparavant quelques courts-métrages appréciés : Terre Adélie, 31 minutes, en 1951 retraçait la vie à Port Martin au Pôle sud de l'expédition Paul-Emile Victor de février 1950 à février 1951. C'était son premier film.

Les Pingouins Empereurs, d'une durée de 13 minutes, ont été réalisées en 1952-1953, et le film a obtenu le prix du film de nature à Cannes en 1954, le diplôme de mérite au 8ème festival d'Edimbourg, et une mention à la IIIème semaine de Mannheim. C'est avec humour la présentation des amours, des querelles, des démarches des oiseaux. Un film remarquable écrit le critique.

Par la suite Mario Marret a réalisé d'autres courts métrages : Images d'un été, Le Ferronnier en 1955, Un enfant d'Ireli (en Afrique noire), La piste blanche (sur le Groënland en 1960), Allo Charcot, en 1960 de nouveau en Terre Adélie, Montagnes du désespoir (en Argentine) (toutes ces informations dans la plaquette de Jean Courcier sur le Court-métrage publiée par la FFCC).

Mais là ne s'arrêtait pas l'activité de Mario Marret. C'était un militant communiste, après avoir été anarchiste. Je l'avais rencontré lors de la lutte contre l'implantation des fusées sur le plateau d'Albion. Il était l'un des premiers à avoir répondu à l'appel de René Char : je ne sais si j'ai conservé un double de sa lettre. Et sans doute il a joué un rôle dans la mobilisation de la population d'Apt et du Vaucluse contre ces fusées. J'ignorais cependant une grande partie de sa vie. Le livre de Fabrizio Calvi, Oss, La Guerre secrète en France, Les services spéciaux américains, la Résistance et la Gestapo 1942-1945, Hachette 1990, m'a appris son rôle. Marius Marret était né vers 1919 en Auvergne, après des études au collège Amédée Gasquet à Clermont-Ferrand, il devient serrurier et ferronnier d'art. A côté il s'intéresse à la radio, la fréquentation des réfugiés politiques allemands lui donne envie d'en découdre avec le nazisme. Sous le Front populaire, alors qu'il a à peine 16 ans, il parcourt à vélo les campagnes avec des grévistes ; il est anarchiste, espérantiste, végétarien, anticlérical. Il veut aider les Républicains espagnols et va enquêter au camp d'Argelès-sur-Mer. Vient la défaite et il est admis en septembre 1941 au Groupement de communications radio-électriques d'Hauterive, au service des repérages. Il décide de poursuivre la lutte contre le nazisme et rejoint Alger. Là ses émissions radio, au service de l'OSS (Office of Strategic Services, les services secrets américains) aident le débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942. Par la suite, en août 1943, il est parachuté en France occupée pour relever l'implantation des forces allemandes. Il échappe à la Gestapo, mais finalement est trahi et capturé le 11 avril 1944 à Lyon. Condamné à mort. Il va parvenir à échanger sa vie contre celles de deux agents de l'Abwehr et se fait libérer le 23 août 1944. Sans papiers, va—t-il être exécuté par un groupe FFI ? L'OSS, contactée, le reconnaît... Dans les années 1950, Mario participe aux expéditions de Paul-Emile Victor au pôle sud. Pendant la guerre d'Algérie, il va s'engager aux côtés du FLN. La paix signée il participe à la création de la télévision algérienne, et réalise divers films sur les mouvements de libération des colonies portugaises. Dans le courant des années 1970 il devient psychanalyste...

Mario a été décoré de la Distinguished Service Cross, mais au début de la guerre du Vietnam il renvoya sa décoration aux Américains et publia dans la Marseillaise une lettre ouverte au consul deqs Etats-Unis à Marseille.

Tel fut le destin extraordinaire de ce serrurier auvergnat, cinéaste, agent de l'OSS, militant révolutionnaire, décédé en 2000. J'espère en apprendre plus dans quelques temps et vous en faire part (remerciements à qui aurait des informations).

André Simon

Marie Marret a écrit **Sept hommes chez les pingouins**. Ed. de l'Aube 1997

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Ahnlund (Nils), Gustave-Adolphe. *Traduit du suédois.* Stock 1936, 288 p. .... 60 F

Ambrière (Francis), Les Grandes vacances 1939-1945. *La vie des prisonniers.* Segep 1951, ill. d'Antoine de Roux, 432 p. .... 50 F

Aron (Raymond), La lutte des classes. *Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles.* NRF Idées 1967, 377 p. .... 45 F

Aron (Raymond), Démocratie et totalitarisme. NRF Idées 1965, 374 p. .... 45 F

Bosquet (Alain), Pas d'accord Soljénitsyne. Filipacchi 1974, plaquette de 70 p. ...... 25 F

Burnand (Robert), La vie quotidienne en Frnace en 1830. Hachette 1946, 254 p. .... 45 F

Canelli (Francis), Jean Jaurès contre la guerre. *Drame social en 9 tableaux.* Librairie de l'Acacia 1936, 250 p. .... 50 F

Carbuccia (Horace de), Le massacre de la victoire 1919-1934. Plon 1973, cart. 524 p. .... 50 F

Cellier-Dufayel (N.-H.), Noblesse et préjugés. Le Causeur Universel, Paris 1854, 308 p. .... 60 F

Cerrui (Elisabeth), Je LES ai Bien Connus. *Souvenirs d'Ambassades1923-1940.* Hachette 1950, 316p. .... 60 F

Chambelland (Colette), Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste. Ed. de l'Atelier 1999, 192 p. .... 60 F

Chamberlain (Sir Austen), Au fil des années. Gallimard 1936 (S.P.), 253 p. .... 45 F

Chézal (Guy de), En auto-mitrailleuse à travers les batailles de Mai. Plon 1941, 242 p. .... 50 F

(Collectif), Etudes sur la Révolution de 1848. Tome 2 des Etudes d'histoire moderne et contemporaine 19, Hatier 1948, 308 p. .... 90 F

Coville (Alfred), Les premiers Valois et les débuts de la guerre de Cent ans. Tallandier 1981, 476 p. .... 80 F

Courcoural (Paul), Le "Danger" de l'Action Française. *En réponse à Monsieur Maritain.* Rupella 1928.271 p. .... 50 F

Deschanel (Paul), Gambetta. Hachette 1920, édition sur vergé avec ill. 302 p. .... 60 F

Destrem (Maja), L'été 39. Fayard 1969, 391 p. ill. cart. .... 60 F

Ducasse (André), Les Négriers ou le trafic des esclaves. Hachette 1948, 253 p. ..... 60 F

Duroc (Pierre), Face au capitalisme. *Contribution à l'organisation rationnelle de l'Economie.* Gallimard 1936 (S.P.) envoi à Paul Reclus, 310 p. (défraîchi) .... 60 F

Eichenlaub (René), Ernst Toller et l'expressionnisme politique. Klincksieck 1980 (Université de Hte Alsace, 310 p. index ...... 80 F

Eltsine (Boris), Jusqu'au bout. Calmann-Lévy 1990, 284 p. .... 40 F

Engels (Friedrich), Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande. Ed. Sciales 1946, 54 p. .... 30 F

Fabry (Jean), De la Place de la Concorde au cours de l'Intendance. *Février 1934-Juin 1940.* Ed. de France 1942, 246 p. .... 50 F

Fast (Howard), La Passion de Sacco et Vanzetti. *Roman traduit de l'américain par Renaud de Jouvenel.*Ed. Français Réunis 1954, 268 p. .... 50 F

Fonvieille-Alquier (François), Les Illusionnaires. *Mai 1968.* Laffont 1968, 195 p. .... 45 F

Fraser (J.-F.), Panama l'œuvre gigantesque. Roger et Cie éd. s.d. 246 p. ill. et cartes (défraîchi) .... 70 F

Garaudy (Roger), De l'anathème au dialogue. *Un marxiste d'adresse au concile.* Plon 1965, 126 p. .... 30 F

Gascar (Pierre), L'ombre de Robespierre. Gallimard 1979, 325 p. .... 45 F

Gaxotte (Pierre), Le Siècle de Louis XV. Gdes Et. Hist. 1933, 463 p. .... 40 F

Ghubash (Hussein), Israël et la question des Droits de l'Homme. *Les limites de la logique interne du sionisme.* F-Editions 1978, 181 p. .... 30 F

Goux (Jean-Paul), Mémoires de l'enclave. *La classe ouvrière dans la région de Montbéliard.* Mazarine 1986, 460 p. .... 60 F

Goldstein (Fred), L'Irgoun. France-Empire 1980, 313 p. .... 40 F

Greenough (Richard), Un rendez-vous africain. *L'éducation en Afrique.* Unesco 1961, 50 p. .... 20 F

Guérin (Daniel), Décolonisation du Noir américain. Ed. de Minuit 1963, 219 p. 40 F

Halimi (André), Chantons sous l'Occupation. Orban 1976, 346 p. .... 50 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
		Total

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Hamp (Pierre), Le Rail. *Présenté par Michel Ragon.* Slatkine 1980, 247 p. .... 40 F
Hart (Liddell), Histoire de la Seconde Guerre mondiale. Fayard 1973, 741 p. index ....100 F
Hearder (H.), L'Europe au XIXe Siècle 1830-1880. Sirey 1973, T.X de l'Histoire de l'Europe. 372 p. index .... 70 F
Herriot (Edouard), La Russie nouvelle. Ferenczi 1922, 302 p. envoi à Pierre Hamp .... 80 F
Jouvenel (Renaud de), Vingt années d'erreurs politiques. Hier et Aujourd'hui 1947, 405 p. .... 50 F
Klarsfeld (Beate), Partout où ils seront. *La chasse aux Nazis.* Ed. Spéciale 1972, 437 p. .... 45 F
Langer (Edmond), Les Nationalisations en Autriche. Faculté de Droit de Liège 1964, 864 p. rel. toile .... 80 F
Lecomte (Bernard), Le Bunker. *Vingt ans de relations franco-soviétiques.* Lattès 1994, 296 p. index .... 50 F
Lettres de fusillés. Editions France d'abord 1946, 60 lettres de F.T.P.F publiées avec une préface de Lucien Scheler ....100 F
Loliée (Frédéric), Les Femmes du Second Empire. Bibl. Historia 1954, 251 p. ill. .... 60 F
Lombard (Paul), Les insurgés 1670-1799. *Histoire de la répression politique.* Flammarion 1990, 436 p. .... 70 F
Lourséïev (F.), "Lutte ouvrière" ou la "tendance prolétarienne". Maspero cahiers rouges 1970, 102 p. .... 25 F
Madelin (Louis), Talleyrand. Flammarion 1944, 452 p. .... 50 F
Margueritte (Victor), Au bord du gouffre (Août-septembre 1914). Flammarion 1919, 371 p. (défraîchi) .... 40 F
Mao Tse-Toung, A propos de la Pratique. Pékin 1961, cart. 29 p. .... 25 F
Marcuse, Contre-Révolution et Révolte. Seuil 1973, 167 p. .... 30 F
Marshall (Général), Les opérations en Europe et dans le Pacifique de juillet 1943 à juin 145. *Comment la guerre fut gagnée en Europe et dans le Pacifique.* Ministère des armées 1946, 126 p. ill. .... 80 F
Massip et Descola, Il y a 40 ans Munich. Plon 1978, 272 p. ill. .... 40 F
Mendès-France (Pierre), La Politique et la Vérité Juin 1955-Septembre 1958. Julliard 1958, 356 p. envoi .... 50 F
Montagut (Lluis), J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole. Maspero 1976, 385 p. .... 70 F
Naegelen (M.-E.), Tito, Flammarion 1961, 250 p. .... 50 F
Noël (Léon), L'agression allemande contre la Pologne. Flammarion 1946, 509 p. ...... 80 F

Paillard et Rougerie, Reinhard Heydrich. *Le violoniste de la mort.* Fayard 1973, 316 p. .... 40 F
Paléologue (Maurice), Journal 1913-1914. *Au quai d'Orsay à la veille de la tourmente.* Plon 1947, 330 p. .... 70 F.
Rabaut (Jean), Jaurès assassiné. Ed. Complexe 1984, ill. .... 40 F
Raidou (Abbé L.), Les curés et les communistes ont tort. Auteur 1947, 263 p. .... 60 F
Reboul-Scherrer (Fabienne), La vie quotidienne des premiers instituteurs 1833-1882. Hachette 1989, éd. cart. de France Loisirs 312 p. .... 60 F.
Reibel (Charles), Pourquoi et comment fut décidée la demande d'armistice 10-17 juin 1940. Kapp 1940, Plaquette de 30 p. ... 30 F
Rictus (Jehan), Les Soliloques du Pauvre. Rey Ed. 1903, ill. par Steinlen, 256 p. ..120 F
Saint-Aulaire (Comte de), Confession d'un vieux diplomate. *1900-1924.* Flammarion 1953, 794 p. .... 90 F
Siegfried (André), Suez Panama et les routes maritimes mondiales. A.Colin 1945, 298 p. avec 33 cartes et graphiques. .... 80 F
Soboul (Albert), La France napoléonienne. *T3 de La Civilisation et la Révolution française.* Arthaud 1983, rel. toile 480 p. ill. (neuf) ....150 F
Somerhausen (Luc), L'humanisme agissant de Karl Marx. Richard-Masse 1946, 293 p. envoi .... 80 F
Thiers (A.) Histoire de la Révolution française. Jouvet Paris 1866, 2 vol rel. toile, impression 2 col. ill. de Yan' Dargent (1er vol. déboîté) état ....250 F
Trotsky (Léon), Les crimes de Staline. Maspero Poche Rouge 1973, 2 vol. .... 50 F
(UNEF et SNE Sup.), Le livre noir des journées de Mai. Seuil 1968, 94 p. .... 25 F
(Unesco), La jeunesse dans les années 80. Plaquette publiée en 1980, 46 p. .... 20 F
Viallate et Caudel, La vie politique dans les deux mondes. Alcan 1912. 5e année de cette revue (oct 1910-sept 1911) rel. demi ch. 652 p. index ....100 F
Wassilewska (Wanda), Arc-En-Ciel. *Roman, prix Staline 1943.* Heinemann Londres 1944, 224 pages .... 40 F
Winock (Michel), Histoire politique de la revue "Esprit" 1930-1950. Seuil 1975, 447 p. index .... 60 F
Zitrone (Léon), Léon Zitrone vous parle de l'URSS. *Interviews libres en Union Soviétique.* Del Duca 1960, 294 p. .... 40 F

Pages d'Histoire 1914-1915 - Les pourparlers diplomatiques. Berger-Levrault
- I - Le livre bleu anglais ....166p.
- II - Le livre gris belge ....132p.
- III - Le livre orange russe ....106p.
- IV - Le livre bleu serbe .... 78 p.
- V- Le livre blanc allemand .... 78 p
- VII - Le livre rouge austro-hongrois ..175p.

L'ensemble des 6 fascicules ....150 F

Livres de la petite collection Maspero :
Alzon (Claude), La femme potiche & la femme bonniche. N°177 123 p. .... 25 F
Bettelheim (Charles), Planification & croissance accélérée. N°5 193 p. .... 30 F
Boukharine, ABC du communisme. N° 32-33 Tomes I et II. Les deux .... 50 F
Freinet (Célestin), Pour l'école du Peuple. N°51 176 p. .... 30 F
Freinet (Célestin), La santé mentale de l'enfant. N°205 152 p. .... 30 F
Godelier (Maurice), Rationalité et irrationalité en économie. N° 81-82, Tomes I et II Les deux .... 50 F
Guérin (Daniel), Sur le fascisme. N° 45-46 Tomes I et II. Les deux .... 50 F
Guevara (E. Che), Le socialisme et l'homme. N°5 135 p. .... 30 F
Guevara (E. Che), Textes politiques. N°36 320 p. .... 40 F
Guevara (E. Che), Textes inédits. N°102 195 p. .... 30 F
Nizan (Paul), Aden-Arabie. N°6 157 p. .... 30 F

Livres des Editions Sociales - Notre temps :
Casanova, Les intellectuels et les luttes de classes. 166 p. .... 25 F
Figuères (Léo), Le troskisme cet antiléninisme. 257 p. .... 25 F
Juquin (Pierre), Reconstruire l'école. 120 p. .... 20 F
Kahn (Jacques), Pour comprendre les crises monétaires. 281 p. .... 30 F
Krasucki (Henri), Syndicats et socialisme. 126 p. .... 20 F
Krasucki (Henri), Syndicats et lutte de classe. 124 p. .... 20 F
Salini (Laurent), Mai des prolétaires. 175 p. .... 25 F
Waldeck Rochet, Qu'est-ce qu'un révolutionnaire. 110 p. .... 20 F
Waldeck Rochet, Les enseignements de mai-juin 1968. 92 p. .... 25 F

Ouvrages traitant du sujet des Biens Nationaux sous la Révolution de 1789 :
- **Cicille, Précis méthodique pour le rachat des droits féodaux à l'usage de toutes les propriétés territoriales du Royaume.** Méquignon Paris 1790, 38 p. avec une planche dépliante (couv. muette) ....150 F
- **Luxembourg (M.), La vente des Biens Nationaux de première origine en Lot-et-Garonne.** Laborde Agen 1950, 22 p. .... 80 F
- **Patrigeon (Dr G.), Les Biens Nationaux du département de l'Indre.** Picard 1914, 86 p. ....120 F

Il ne faut plus jamais…

Il ne faut plus jamais que les enfants qui jouent,
— Cheveux clairs ou foncés sur la fraîcheur des joues,
Ébauchés de plus tard, esquisses de demain —
Aient de petits soldats dans leurs petites mains !
Mères, craignez ces jeux en quoi la mort commence !
Il ne faut plus jamais autoriser l'enfance
A d'avance imiter, dans un plaisir moqueur,
Ce que sera demain la guerre et son horreur.
Plus de ces régiments, plus de ces panoplies !
Mères, souvenez-vous des millions d'agonies
De tous ces fils français et ces fils allemands !
Il ne faut plus jamais— ô travestissements !
Nous permettre de voir sur des routes surprises,
Ces petits généraux dont chaque boucle frise
Qui s'amusent avec un petit sabre en bois !
Mères, souvenez-vous de ces jeux d'autrefois,
De ces déguisements lugubres de naguère,
Car le sabre grandit, le jeu devient la guerre !
D'une boîte ou dormaient des régiments de plomb
Il peut sortir parfois, déjà nous en tremblons,
Tout un champ de bataille ou de vrais hommes meurent.
Mères, si vous craignez d'être celles qui pleurent,
Si vous craignez un jour de voir recommencer
Ce qui, parmi leur jeux, couvait, rapetissé,
Ne leur permettez plus la sombre singerie !
Faites-leur détester d'avance la tuerie,
Apprenez-leur des jeux intelligents et doux,
Ou prenez garde !… Car, complices malgré vous
Du crime universel que les hommes préparent,
Leur permettre si tôt ces coutumes barbares,
C'est suggérer au sort ce que tout lui défend,
Et lui permettre un jour de tuer vos enfants !

Maurice ROSTAND

